

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

MITTERRAND TRES SECRET

III



LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SERIE

**POUR RECEVOIR
RÉGULIÈREMENT
LES PROCHAINS
NUMÉROS**

**ABONNEZ-VOUS,
OFFREZ UN
ABONNEMENT**

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière (+1966) - Jean-François Devay (+1971)
Magazine non conformiste

Directeur :

Roland Gaucher

Réalisation technique :

Stéphane Le Brieuc

Directeur de la publication :

Nicole Dupaty

Secrétariat de rédaction/iconographie :

Emmanuel Casenac

Maquette : **Guy Filter**

Publicité

Catherine Dages

Promévente : 11, rue de Wattignies 75012 Paris
Philippe Thoreau : 43 44 77 77

Sarl Le Crapouillot
RCS : Paris B 383 679 529
Siège social : 52 rue Madame 75006 Paris
Dépôt légal : Septembre 1994 - N° CPPAP : 61. 147
NEOPRESSE 7 rue Darcet Paris 17^{ème}

Achat au numéro et courrier : 21, rue Tronchet 75008 Paris
Tél. 47 42 21 72 - Fax : 42 66 93 96

FRANCE METROPOLITAINE

5 NUMEROS : 150 F

EUROPE

5 NUMEROS : 190 F

HORS EUROPE (PAR AVION)

240 F

RÉDIGEZ VOTRE CHEQUE
À L'ORDRE DU CRAPOUILLOT
ADRESSEZ L'ENVELOPPE
AU NOM DE J.C. MULLER

J.- C. MULLER BP 32 33980 AUDENGE
TÉL. : 56 26 97 00

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

JE DÉSIRE M'ABONNER POUR

5 NUMÉROS ☐ F

CI-JOINT MON RÉGLEMENT
PAR CHEQUE
À L'ORDRE DU CRAPOUILLOT

DATE

SOMMAIRE

Avant propos	<i>p. 4</i>
Mitterrand sous la Cagoule	<i>p. 6</i>
La blessure baladeuse du sergent Mitterrand	<i>p. 14</i>
Un évadé très évasif	<i>p. 21</i>
Quand il résistait... à la Résistance	<i>p. 29</i>
Les tribulations d'un avion fantôme	<i>p. 38</i>
Arme au poing, le jour de la trêve	<i>p. 48</i>
La jeunesse de Mitterrand	<i>p. 54</i>
Valterus — La Cagoule et l'Oréal	<i>p. 55</i>
Roland Gaucher — Balladur et Vichy	<i>p. 58</i>
Michel Roland — L'affaire Bousquet	<i>p. 60</i>
Roland Gaucher — Les Tartuffes	<i>p. 64</i>
Roland Gaucher — Non-conforme	<i>p. 70</i>
Robert Courtine — L'Europe des casseroles	<i>p. 74</i>
Notes de lecture	<i>p. 75</i>

Avant-propos

Ils ne savaient pas.

Ils ignoraient (presque) tout.

Ils : les **Jospin, Moscovici, Badinter, Antoine Veil, Emmanuelli...** et les autres.

Et les confrères. Du *Monde* en particulier.

Et les vertueux « intellos » : **Bernard-Henri Lévy, Jean Daniel, Schwartzberg** et *tutti quanti*.

Mitterrand vichyssois ? Mitterrand décoré de la Francisque ? Mitterrand proche de certains cagouleurs ? Ah ! Mais, nous ne savions pas ! Mais ça change tout !

Pour d'autres, au contraire, il convient de passer l'éponge.

Pour tous ces braves gens, l'abominable passé de Mitterrand est une révélation. Surgie du livre de **Péan** et de l'interview à la télévision du président de la République par Elkaka.

Certes, le livre de Péan apporte un certain nombre de témoignages et de documents photographiques nouveaux. Précieuse contribution de l'Histoire.

Mais, **pour l'essentiel**, tout avait déjà été dit. Par *Le Crapouillot*. Dans une série de numéros. Entre autres, dans deux *Crapouillot* : **Mitterrand très secret**, et il convient ici de rappeler que, pour le premier, **Serge de Beketch** en fut le maître d'œuvre.

Et puis, bien sûr, **Coston, Minute, Rivarol**, — qui n'était pas comme un de nos jeunes collaborateurs l'a écrit, un « petit hebdomadaire » à l'époque, mais un grand hebdomadaire, non seulement par le talent de ses rédacteurs, mais aussi par son tirage — évoquèrent maintes fois ce sujet délicat. Impertinent. Non-conforme.

Aujourd'hui, pas un mot chez nos distingués confrères pour rappeler ces faits : incontestables.

Il était indispensable, même avec nos faibles moyens, de déclencher une riposte.

C'est pourquoi j'ai pris la décision de republier une partie du deuxième **Mitterrand très secret**, sorti en Hors-Série et donc non servi à nos abonnés.

Une seconde partie apporte des éléments nouveaux, et commente les réactions de nos Tartuffes.

De nos Tartuffes de la Désinformation.

Roland GAUCHER

LE DOSSIER MITTERRAND

Dessin
de
Redon

- LA CAGOLE
- LA GUERRE
- LA FRANCISQUE



Son passé de ligueur

MITTERRAND SOUS LA CAGOULE

« **D**ANS sa notice biographique de 1945, François Mitterrand se présente comme éditeur alors qu'il n'était que directeur de la revue « Votre Beauté ». Je laisse aux historiens le soin de retrouver qui était le propriétaire de cette revue. »

Debout à son banc de l'Assemblée, le jeune député RPR de l'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin, brandit, en prononçant ces paroles, un épais magazine en couleur sur la couverture duquel on devine une jeune femme nonchalamment étendue qui offre son dos nu à la caresse de mains expertes.

Mais, ce 2 février 1984, alors que dans le débat sur le nouveau statut de la presse les injures ont, depuis la veille, pris la place des arguments juridiques, on n'en saura pas plus.

Les députés de la majorité et de l'opposition, dressés les uns contre les autres, échangent depuis deux jours allusions blessantes et références historiques réservées aux initiés. On parle de Marchais ouvrier chez Messerschmitt, de la demande de réparation de « l'Humanité » présentée en 1940 à l'occupant allemand, des activités de Robert Hersant pendant l'Occupation.

Dans ses meilleurs morceaux, le regretté Lireux, auteur d'une admirable « Assemblée Comique », n'aurait osé imaginer dialogues aussi dénués de sens, aussi décousus, aussi éloignés du vrai débat. On nage dans le surréalisme. On croirait réentendre ces querelles de gosses où s'échangent, inextricablement mêlées, injures et menaces.

C'est alors que le drame éclate, provoqué par Madelin, d'Aubert et Toubon, les trois mousquetaires de l'opposition qui n'hésitent pas à mettre en cause le passé de Mitterrand lui-même.

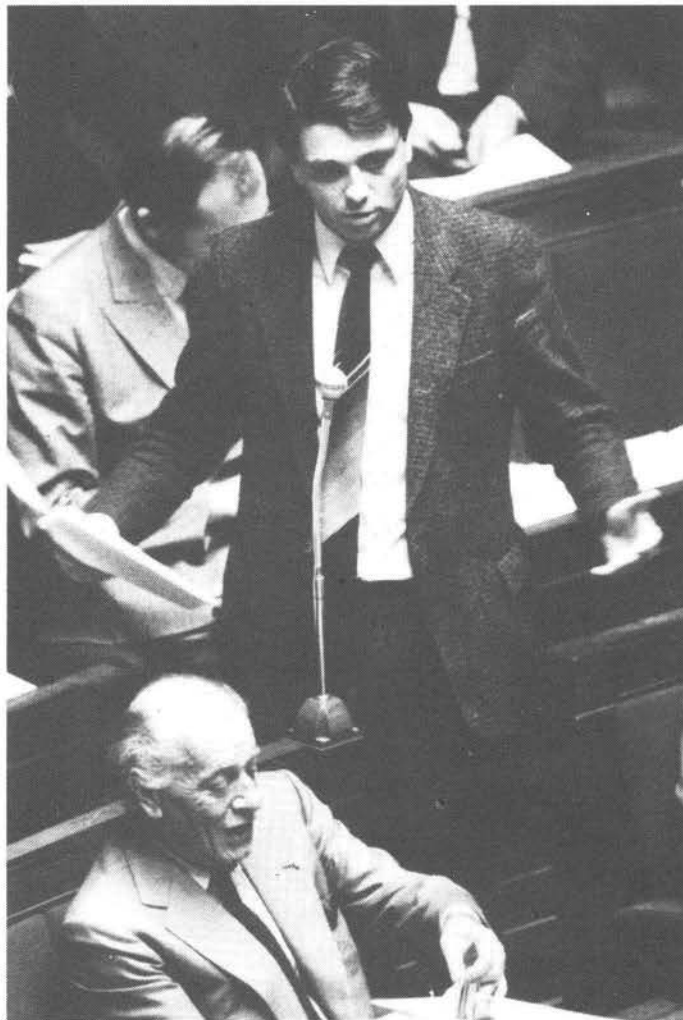
Epouvantable crime de lèse-majesté. Fillioud s'étrangle à moitié et quitte la séance qui est aussitôt levée. On ne saura donc jamais, dans l'hémicycle, qui est le fameux propriétaire du magazine féminin dirigé par François Mitterrand. Son identification est abandonnée aux historiens.

N'attendons pas le résultat de leurs recherches : le propriétaire, c'est Eugène Schueller, industriel. Homme d'affaires, prototype du « self-made man » de génie puisque, fils d'un pâtissier ruiné par le krach de Panama, il devint chimiste de très haut niveau avant de créer le formidable empire industriel multinational qu'est aujourd'hui encore le groupe L'Oréal.

Un opportuniste de génie

C'est dans le cadre de ces multiples activités que Schueller, patron de Monsavon, des peintures Valentine, du shampooing Dop, inventeur de la publicité au cinéma et à la radio et créateur de plusieurs journaux, fonda, après la Libération, la revue « Votre Beauté » destinée à promouvoir ses produits. Il confia la direction à un de ses jeunes amis dans le besoin : François Mitterrand. Il n'y a rien là, semble-t-il, qui éclaire l'insidieuse attaque de Madelin.

Aussi, pour comprendre, convient-il de se pencher non plus



Alain Madelin intervenant à la tribune de l'Assemblée nationale. Il ne fit qu'une allusion au passé de François Mitterrand. Cela suffit à déclencher la tempête.

sur les activités industrielles de Schueller, mais sur ses activités politiques.

Eugène Schueller, qui a très brièvement fréquenté les loges maçonniques dans sa jeunesse, est devenu après la Grande Guerre un homme de droite. De la droite d'avant 1939, évidemment, formidable grouillement d'idées, de projets, de complots fondés sur des espoirs fous, des haines inexpiables et des répulsions insurmontables.

Schueller n'est ni monarchiste, ni fasciste. Il est... schuelleriste. C'est-à-dire que dans le même temps, il élabore des projets révolutionnaires de réforme de la fiscalité (l'impôt sur l'énergie, c'est lui) et entretient, avec les mouvements les plus avancés de l'extrême droite, des relations suivies. Entre l'immédiat avant-guerre et l'immédiat après-guerre, il sera successivement l'un des financiers de la Cagoule, l'un des fondateurs du MSR (Mouvement social révolutionnaire ultra-

collaborationniste de l'Occupation) et l'un des artisans de la liste d'Action et d'unité républicaine qui verra, en 1946, François Mitterrand entrer en politique.

La Cagoule, qu'est-ce que c'est ? Plusieurs auteurs ont tenté de l'expliquer. Il leur a fallu des centaines de pages pour n'y pas parvenir. Force est donc de résumer la question et, par conséquent, de trahir la vérité. En simplifiant à l'extrême, on peut écrire que la Cagoule, ainsi baptisée par la presse, rassembla avant guerre une poignée d'hommes intelligents, courageux, actifs, déterminés et franchement d'extrême droite appartenant soit aux affaires, soit à l'armée et contrôlant diverses organisations civiles et militaires créées pour prévenir et éventuellement combattre un complot communiste.

En 1937, la trahison d'un des membres de l'organisation permet son démantèlement. Des dizaines d'hommes sont arrêtés, des centaines d'armes saisies, des projets de coups d'Etat mis au jour et plusieurs affaires criminelles sont tirées au clair. Il apparaît que la Cagoule est responsable de l'assassinat des frères Rosselli, socialistes italiens réfugiés en France, de l'exécution de Navachine, agent soviétique, franc-maçon lié à la Synarchie retrouvé poignardé dans le bois de Boulogne, de la mort mystérieuse de Laetitia Toureaux, jolie femme légère égorgée dans un wagon de métro... vide, et de deux attentats dirigés contre des immeubles du patronat français à Paris qui provoquèrent la mort de deux policiers.

Le Front populaire s'empare bien entendu de ce dossier avec délice. On crie au fascisme. On révèle l'imminence d'un coup d'Etat, on s'inquiète des complicités au plus haut niveau. On dénonce les objectifs antisémitiques, antimaçonniques et anti-communistes de l'organisation. On accuse l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste de financer la Cagoule pour l'utiliser à de basses besognes.

La France abasourdie s'entend révéler que les plus hautes figures sont mêlées au complot : le maréchal Franchet d'Esperey, le général Duseigneur, le duc Pozzo di Borgo, le colonel Heurteaux, gloire de l'aviation française de la Grande Guerre, le commandant Loustaunau-Lacau, le colonel Grousard, le général Lavigne-Deville, le docteur Alexis Carrel, le professeur Vandremere, élève de Pasteur, le patron des huiles Lesieur Lemaigre-Dubreuil, le patron des usines Gibbs et celui de Michelin et celui de la maison Byrrh. Le héros de 14-18, polytechnicien décoré de la Légion d'honneur Eugène Deloncle, plusieurs transfuges des camelots du roi qui s'appellent Corréze, Filliol, Corre, Bénouville, Antoine Sanguinetti, etc., semblent être la phalange active du complot.

En tout 40 000 Français qui, le plus souvent sans savoir exactement ce que l'on attend d'eux, sont prêts à se mobiliser contre les communistes.

Soixante-dix responsables sont arrêtés. Le procès est sur le point de s'ouvrir, attendu par des millions de citoyens affolés par la révélation de cette armée de factieux quand... la guerre éclate !

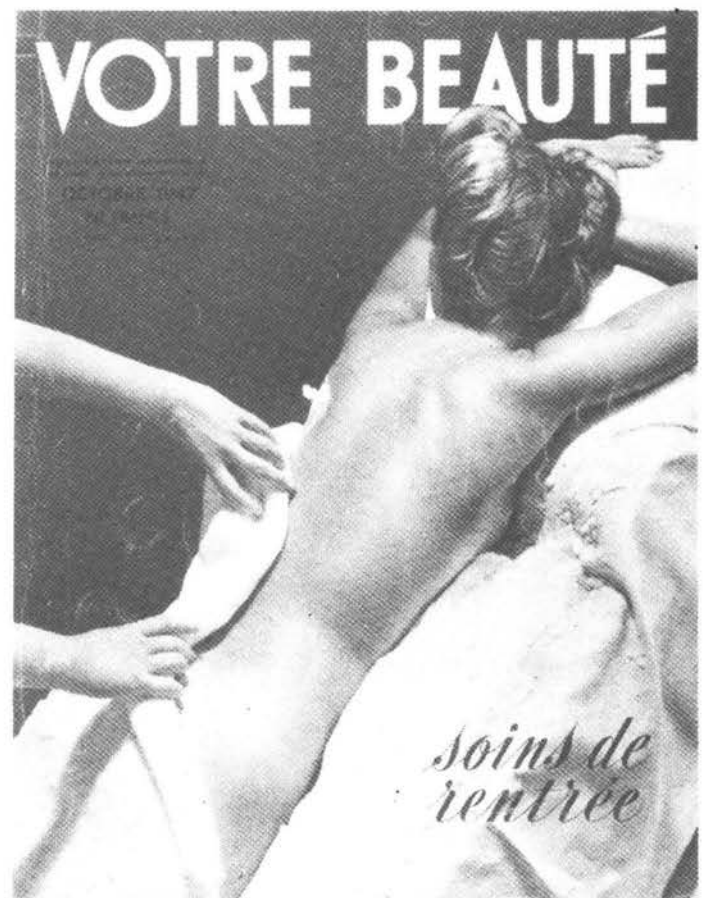
Elle va provoquer la renaissance d'une partie de la Cagoule sous les traits du Mouvement social révolutionnaire (MSR) dont la devise est justement « Aime et sers ! ». Son fondateur, Eugène Deloncle, explique qu'« il succède sur le plan légal à l'organisation secrète (...) fondée en 1936-1937 ». Son financier est Eugène Schueller.

Son programme, résumé par Deloncle lui-même dans son journal « Révolution », prône « l'Europe nouvelle, l'Europe nationale-socialiste en marche, que rien n'arrêtera. Elle sera nationale, cette nouvelle Europe, parce que, dans la nouvelle extension des groupements humains, la nation reste l'unité de base, la cellule élémentaire du monde nouveau. Elle sera socialiste, cette Europe, parce que les progrès de la technique

moderne ont créé des sommes de richesse dont la production disciplinée permet au plus humble travailleur de participer largement au bien-être général. Elle sera raciste enfin, cette nouvelle Europe, parce que l'anarchie économique et la division politique n'ont jamais servi que les intérêts d'une seule caste : celle des Juifs, celle des banquiers internationaux dont la guerre est la principale source de profits (...) Il faut refaire la nation, redonner aux Français le goût de leur pays, le goût de l'effort, le goût du travail, le goût du courage. C'est cela notre premier but : construire une communauté nationale vivante, nombreuse et pleine de confiance en elle-même... »

Ses hommes ? Outre Schueller et Deloncle, on y retrouve tous les cagouleurs : Jean Filliol, Jacques Corréze, Henri Charbonneaux, Jacques Fauran, Georges Soulès, etc.

Bref, il est clair que rien, dans le passé « national, socialiste



« Votre beauté », la revue du financier de la Cagoule Eugène Schueller, à l'époque où Mitterrand en assurait la direction.

et raciste » de Schueller, n'est de nature à conduire Mitterrand à revendiquer une telle amitié.

Pour autant, la sortie de Madelin ne se justifie pas. Ce n'est pas parce que l'on a été un temps l'employé d'un homme compromis que l'on est à jamais disqualifié.

Aussi faut-il chercher plus loin le sens de l'attaque du jeune député de l'opposition.

Révétons-le sans plus attendre : Madelin entendait ranimer par ce geste les spéculations déjà anciennes sur l'appartenance de Mitterrand à la Cagoule.

Mitterrand cagoulard ? Voilà qui serait de nature à ébranler le régime ! Comment les socialistes et les communistes pourraient-ils garder leur appui à un homme jadis embrigadé dans une organisation clandestine factieuse, nationale-socialiste,

raciste, collaborationniste et financée par le grand patronat et les services allemands et italiens ?

Que faut-il penser d'une telle hypothèse ?

Eh bien ! tout simplement que si Madelin n'a pas manqué d'idée, il a manqué de suite dans les idées. Car s'il avait un tant soit peu poussé ses investigations, au lieu de se contenter d'abandonner la tâche à d'hypothétiques historiens, il aurait abouti à des conclusions pour le moins troublantes.

Toute la vie de Mitterrand semble, si l'on ose écrire : « encagoulée ». Et s'il est impossible, en l'absence de documents que leurs détenteurs refusent de divulguer pour l'instant, de prouver de manière irréfutable que l'actuel président de la République a appartenu jadis à la redoutable organisation terroriste d'extrême droite, il est aisé de démontrer que parmi son entourage, ses amis, ses protecteurs, ses obligés, les cagouleurs pullulent littéralement. Et il est remarquable que chacun des grands moments de son existence voit intervenir, tel le messager de la providence, un cagouleur de haut grade.

Une « maçonnerie retournée »

Avant d'en fournir la démonstration, il convient de préciser que la Cagoule n'a pas été monolithiquement intégrée dans le MSR collaborationniste. Et que si de nombreux cagouleurs ont choisi la collaboration (certains ont même combattu sous l'uniforme allemand sur le front de l'Est), d'autres se sont engagés dans la Résistance en France ou à Londres.

Et ce, fait extraordinaire, sans que soient jamais rompus les liens de fraternité (« la Cagoule est une maçonnerie retournée », proclamait Deloncle) qui unissaient les conjurés de jadis.

Il s'est même trouvé des cagouleurs (et plus d'un !) qui, après avoir choisi Vichy, ont opté pour la Résistance. Ce que les tribunaux de la Libération ont sanctionné en condamnant par exemple à l'indignité nationale un cagouleur qui venait de recevoir la médaille de la Résistance.

Pour la même raison, la Cagoule a joué un rôle capital dans l'organisation des relations entre Londres et Vichy. Et il est significatif de découvrir, par exemple, dans l'histoire de la Résistance, que le cagouleur résistant Maurice Duclos, blessé lors d'un parachutage, fut recueilli et caché par le cagouleur vichyste Jeantet.

Venons-en maintenant à Mitterrand. Madelin n'a pas innové en insinuant d'une manière d'ailleurs bien sibylline que l'actuel Président avait eu des liens avec la Cagoule.

Plusieurs fois, le bruit en a couru.

Le 27 juillet 1954, le journaliste Jean-André Faucher, d'ailleurs cousin éloigné de Mitterrand, écrit dans sa publication confidentielle hebdomadaire « Lettre à un cousin » :

« Hier dans la cour du ministère de l'Intérieur, François Mitterrand célébrait la mémoire de Max Dormoy, le ministre qui fut assassiné par la Cagoule à Montluçon. Ceux qui, comme moi, au hasard des années récentes, ont reçu les confidences de certains policiers qui exploitèrent la liste Corre et qui, dans le même temps, eurent l'occasion de bien connaître certains des inculpés du procès de la Cagoule, comme Jakubiez et Roger Mouraille, ont le droit de sourire. Tout va si vite en France.

» Et ceux qui savent en quelles eaux politiques Mitterrand connut son ami, l'industriel Schueller, le beau-père de l'actuel ministre Bettencourt ; ceux qui savent que le cagouleur Métérier rencontre encore assez souvent François Mitterrand et qu'il travaille chez Schueller ; ceux qui savent que le cagouleur Jacques Corréze doit la situation qu'il a à Madrid à Schueller ; ceux qui savent que le cagouleur Jean Filliol, plusieurs fois condamné à mort vit en Espagne grâce aux fonds qu'il réunit en 1946 en venant clandestinement à Paris faire « chanter »

certaines industriels qui avaient beaucoup aidé Deloncle, ont le droit de se taper sur les cuisses... »

Au moment de l'affaire des fuites, le député Legendre accuse, à la tribune de l'Assemblée nationale, Mitterrand d'avoir été cagouleur. Il le connaît fort bien et depuis longtemps : avant-guerre, le second, jeune étudiant, venait suivre les cours d'orateur que le premier donnait à Paris pour le compte du mouvement des Croix de feu du colonel de La Roque.

En février 1973, dans le journal de Saint-Maur et du Val-de-Marne, Pierre Thurote, ancien conseiller municipal de Saint-Quentin et ancien maire adjoint de Saint-Maur-des-Fossés, écrit : « Une question se pose : Mitterrand a-t-il appartenu à la Cagoule ?... Les listes saisies n'ont jamais été publiées... »

Tout récemment, Mercedes Corréze-Deloncle, veuve du fondateur de la Cagoule, qui épousa en secondes noces son adjoint Corréze, publie un recueil de souvenirs qu'elle intitule, en réplique aux « Mémoires égoïstes » de son neveu Jacques Laurent : « Mémoire sans égoïsme ». A la page 36, elle présente en ces termes un poème intitulé « Plaintes de la rose » :

« Je ne veux pas terminer ces extraits sans y ajouter, avec un peu de malice, un dernier poème que je trouve assez d'actualité ; tout en tenant à dire que je ne partage nullement les opinions politiques de la personne visée (ne sommes-nous pas en régime de liberté, malgré tout un peu surveillée) je me dois de lui reconnaître une grande fidélité dans ses amitiés ; c'est sans crainte d'être blâmé et critiqué qu'il défend ses anciens amis dans le malheur et assiste à leurs enterrements, même si leurs idéaux sont complètement opposés. J'ai le culte de l'amitié comme celui de la famille et je ne peux m'empêcher d'avoir une sorte de sympathie pour ceux qui le pratiquent envers et contre tous. »

Mme Corréze-Deloncle, que nous avons rencontrée dans son appartement de la rue Lesueur, là même où son premier mari fut assassiné par la Gestapo, confirme volontiers que « la personne visée » était Mitterrand et que l'enterrement en question était celui du cagouleur Métérier, auquel le futur président de la République avait assisté.

Dans son « Dictionnaire de la politique française », Henri Coston écrit : « Mitterrand milita très tôt dans les milieux d'extrême droite et fut, dit-on, cagouleur. »

Dans une correspondance à l'auteur, Gabriel Segonzac, qui fut détenu au stalag IX A de Ziegenheim avec Mitterrand, écrit : « Je me souviens très bien y avoir vu un certain sergent d'infanterie coloniale nommé François Mitterrand. Il se tenait à l'écart et passait pour être un cagouleur, on disait que le gouvernement de Vichy le réclamait pour lui donner la direction d'un service de prisonniers de guerre. »

Elle est tout de même troublante, cette unanimité, à des années d'intervalle, entre des gens qui ne se connaissent pas.

Elle est d'autant plus troublante que bien des choses viennent étayer ces rumeurs.

Avant d'y venir, tentons de répondre à la question clé : Mitterrand était-il lié à l'extrême droite ?

L'intéressé s'en défend. Il prétend avoir eu quelque attirance pour le Sillon, mouvement chrétien d'inspiration vaguement socialiste fondé par Marc Sangnier et qui polémiquait violemment avec l'Action française. Il est difficile de prêter foi à cette assertion. Mitterrand avait effectivement un oncle silloniste, mais son milieu familial était indiscutablement d'Action française. Son père était d'ailleurs un monarchiste convaincu et les témoignages ne manquent pas qui font de Mitterrand un sectateur de Maurras.

Premier témoignage, celui de Jean Roche-Boitard, publié par « Aspects de la France » le 2 février 1983 sous le titre explicite : « Quand Mitterrand fréquentait l'Action française ».

Deuxième témoignage, plus précis encore : celui du vice-président de la Fédération nationale des étudiants, collégiens et lycéens d'Action française qui se souvenait avoir attribué une carte à Mitterrand pour l'année scolaire 1934-1935.

Troisième témoignage, celui de l'aumônier de Saint-Paul d'Angoulême, qui, dans « Notre Ecole », journal de l'établissement, écrit en mars 1935 à la page 237 :

« François Mitterrand nous conte sa vie interne d'étudiant parisien... Il passe avec virtuosité du politique à l'économique et du social au religieux — il a entendu Paul Raynaud parler de la dévaluation et il a servi de bonnes soupes chaudes aux chômeurs, « œuvre vraiment magnifique », nous dit-il. Par ailleurs, il a assisté — et pas seulement en spectateur — aux incidents récents de la Faculté, et sa famille ne fut pas peu étonnée de reconnaître sur un grand journal, au premier rang des étudiants chahuteurs... la figure de l'ami François. »

Militant d'Action française

On connaît ces photos, elles furent plusieurs fois publiées et les amis de Mitterrand tentèrent toujours de faire croire qu'elles



Robert Mitterrand, le frère de François, épousa la nièce d'Eugène Deloncle. On voit ci-dessus le fondateur de la Cagoule, encadré par deux policiers, après la découverte du premier « complot » (1937). Quatre ans plus tard, à la Mutualité, Deloncle expose le programme du MSR, auquel se sont ralliés nombre de « cagoulards » : nationalisme, socialisme, racisme.



ne montraient pas l'intéressé mais un jeune homme lui ressemblant. Le mot de l'aumônier règle la question une fois pour toutes : c'est bien Mitterrand qui a été photographié.

Pourquoi donc, persiste-t-il à nier ?

Parce que les « incidents » dont il s'agit n'ont rien d'anodin ! En effet, si l'on connaît les clichés, on a sans doute oublié les légendes qui les accompagnaient dans « Le Figaro » et « L'Echo de Paris » du 2 février 1935. Les voici.

« Le Figaro » montre Mitterrand à gauche d'un groupe à la sortie de la faculté et écrit en page 4 :

« L'AGITATION AU QUARTIER LATIN : Les étudiants en droit et en médecine manifestent près de quatre heures. Les facultés sont fermées. Le mouvement de protestation des étudiants français contre certains abus concernant l'exercice par des étrangers de la médecine en France a gagné, hier, les élèves des facultés parisiennes.

» Dans la matinée, des étudiants distribuèrent des tracts invitant tous leurs camarades à faire grève pour soutenir les étudiants en médecine dans leurs légitimes revendications.

» Des piquets de grève consignèrent les portes de la Faculté de médecine. Peu à peu, des groupes se formèrent. Des coups furent même échangés entre la rue de l'Ecole-de-Médecine et la rue Monsieur-le-Prince.

» A trois heures, une délégation vint demander au doyen de la Faculté, le professeur Roussy, de suspendre les cours. Elle essuya un refus. Mais, peu après, la Sorbonne, l'Ecole de droit et l'Ecole de médecine fermaient leurs portes.

» Les étudiants de toutes les facultés se formèrent alors en colonnes et, chantant la Marseillaise, criant « Aux Français la France ! » et « conspuant les mètèques » tinrent pendant près de quatre heures les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, sous l'œil paternel des gardiens de la paix. »

« L'Echo de Paris » publie une photo au centre de laquelle on reconnaît Mitterrand et écrit : « Les étudiants français contre l'envahissement des étrangers : une manifestation d'étudiants est dispersée par la police. »

(Notons que les deux seuls journaux dans lesquels « la famille a pu reconnaître la figure de l'ami François » sont des



La photo parue dans « L'Echo de Paris » du 2 février 1935 : François Mitterrand parmi les étudiants qui protestent contre l'« envahissement des étrangers ».

quotidiens hyperconservateurs qu'on imagine mal dans une maison où règne l'esprit silloniste...).

En tout cas, l'on comprend mieux pourquoi Mitterrand ne tient pas à être reconnu, hilare et détendu au milieu d'une troupe qui défilera aux cris de « la France aux Français » et en « conspuant les étrangers ».

« Etudiant chahuteur », passe encore ! Mais xénophobe et raciste...

Quatrième témoignage, celui de René Gounin qui, dans « La Charente libre » du 17 février 1973 rapporte sous le titre « Quand Mitterrand militait à l'Action française » une réunion électorale qui « eut lieu un soir à l'Ile-d'Espagnac en Charente et où les militants de l'Action française se montrèrent particulièrement agressifs. A leur tête un jeune homme qui devait, par la suite, faire une belle carrière : François Mitterrand ».

Et l'on pourrait ainsi multiplier à n'en plus finir les souvenirs de témoins de cette époque. Est-ce utile ? Se trouverait-il aujourd'hui un historien sérieux et de bonne foi pour contester que Mitterrand, à vingt ans, hantait les allées de l'extrême droite ? Sans doute pas !

Cela prouve-t-il pour autant qu'il ait jamais appartenu à la Cagoule ? Pas plus !

Il faut donc chercher plus loin. Et reprendre la carrière de l'intéressé.

Des amitiés précieuses

En 1934, François Mitterrand arrive à Paris et s'inscrit, nous l'avons vu, à l'Action française. Il ne reprendra pas sa carte à la rentrée suivante. On ignore pourquoi. Ce que l'on sait, c'est que justement, à ce moment-là, l'Action française a éclaté.

A l'automne 1935, un groupe de camelots du roi, la

dix-septième équipe, qui rassemble les militants du XVI^e arrondissement, s'est mise en dissidence. C'est justement ce groupe qui va, avec Filliol, Méténier et Corrèze entre autres, constituer le noyau de la Cagoule. Il ira se mettre à la disposition de Deloncle qui en fera le fer de lance de son organisation.

Quels rapports ces gens-là ont-ils avec Mitterrand ?

Son condisciple à Saint-Paul d'Angoulême, Bénouville, est très engagé dans le combat nationaliste. Fâché avec Maurras après la publication de son premier livre « Baudelaire le trop chrétien », il est entré comme journaliste au « Pays libre ». Après la défaite de 1940, il prendra la rédaction en chef de « l'Alerte » journal niçois appartenant à Léon Bailby (également propriétaire de « L'Echo de Paris ») où il publie des éditoriaux vengeurs. Ce journal est un repaire de cagouleurs, puisqu'on y rencontre Claude Jeantet et, accessoirement, Claude Roy...

Bénouville, au-delà des clivages politiques, ne retirera jamais son amitié à Mitterrand. Ainsi, c'est lui qui le premier s'élèvera publiquement au début de l'année 1984 contre l'initiative insolente de ses amis politiques Madelin, Toubon et d'Aubert. Il acceptera même, lui, l'homme de droite, le patron de « Jours de France », de décerner un véritable certificat de Résistance à Mitterrand dans l'hebdomadaire socialisant « Les Nouvelles littéraires » par un communiqué qu'il signera avec... le colonel Passy et André Bettencourt, gendre du financier de la Cagoule, Schueller et ancien journaliste au quotidien pétainiste « La Terre française ».

Voici, à titre d'exemple, un extrait d'éditorial publié pendant l'Occupation par « La Terre » sous la signature de Bettencourt, aujourd'hui caution résistancialiste de Mitterrand : « Les jeunes doivent être, dans chaque village, les agents du maréchal, je dirai volontiers la police de la Révolution.

» C'est peut-être une triste chose de demander cette tâche

d'inquisition à la jeunesse. D'autres devraient s'en charger. Ils ne s'en chargent pas. (...)

» Quand il s'agit d'accuser pour le bien général, il n'y a plus de camarade qui tienne. Il y a le devoir : la dénonciation, non par lettre anonyme, non pour une basse vengeance personnelle, mais franche, précise, avec des explications et des assertions claires, avec une signature.

» ...Pour nous, pour le relèvement de la France, nous dénoncerons les vrais coupables. Ne pactisons pas avec le diable ! » C'est le signataire qui accompagnait récemment Mitterrand à Cluny pour célébrer le souvenir de Bertie Albrecht, martyr de la Résistance...

Il est amusant de le noter : ce n'est pas la première fois que Bénouville prend la peine de dédouaner un ami. Un autre exemple célèbre de sauvetage est celui de Robert Soullès, alias Raymond Abellio, écrivain très engagé dans la collaboration qui fut l'un des chefs de la deuxième Cagoule.

A la Libération, Abellio, traqué, ne dut la vie qu'à un certificat de Résistance établi par son ami Bénouville. Certificat dont il publie le texte dans son livre « Sol invictus ».

François Méténier est également un ami de Mitterrand. Un grand frère, pourrait-on dire. Les deux hommes sont inséparables bien que vingt ans tout juste les séparent : ils se livrent à des parties de tennis interminables et un témoin assure les avoir vu échanger, par jeu, leurs chemisettes trempées de sueur. Mitterrand retrouvera Méténier à Vichy où ce dernier dirige les groupes de protection du Maréchal, fondés par le cagouillard Groussard.

Détail pittoresque : c'est Méténier qui arrêtera Laval en 1940. Assisté par le commissaire Mondanel. Lequel avait trois ans plus tôt arrêté... Méténier lors de l'enquête sur le complot de la Cagoule.

Enfin, Deloncle est également un ami de Mitterrand. Un ami ? Plutôt un parent à la mode de Bretagne : le frère de François, Robert Mitterrand, a épousé la nièce de Deloncle, Edith Cahier.

Ces amitiés vont se montrer rapidement précieuses. On verra plus loin dans quelles conditions se sont réellement déroulées les évasions de Mitterrand. On peut faire état, dès à présent, de la rumeur maintes fois répétée selon laquelle l'évasion du sergent de la coloniale aurait été facilitée par l'intervention de son cousin Yves Dautun, ami et bras droit de Doriot dont il animait le journal « L'Emancipation Nationale ». A la Libération, Dautun fut sévèrement condamné et Mitterrand s'occupa de sa femme et de ses enfants pendant qu'il croupissait en prison. A l'époque où Dautun collaborait à « L'Emancipation Nationale », il avait parmi ses subordonnés un jeune cagouillard ami de Mitterrand : Claude Jeantet.

Mais c'est à Vichy, bien sûr, que les relations cagouillardes de Mitterrand vont se montrer le plus efficaces.

La Cagoule pullule, en effet, dans la capitale de l'Etat français. Elle y joue un jeu qui relève de l'acrobatie, entretenant des relations avec la Résistance et avec Londres. Ayant des hommes dans tous les partis, au point que certains historiens ont pu avancer, après la guerre, qu'une puissance supérieure (on a évoqué la fameuse Synarchie) contrôlait en fait la cagoule et plaçait ses pions dans tous les camps pour être assuré de conserver son influence quel que soit le vainqueur.

Collaborationnistes, donc, les cagouillards Deloncle, Soullès, Corréze, Méténier, Charbonneaux, Schueller, Jeantet, Arbellot. Résistants à Londres, les cagouillards Dewavrin, Beresnikov, Fourcaud, Maurice Duclos.

Résistants à l'intérieur, les cagouillards Loustaunau-Lacau, Henri Martin, Pozzo di Borgo, Marie-Madeleine Fourcade, colonel Heurteaux, etc.

Un formidable embrouillamini où l'on voit le cagouillard Groussard fonder les groupes de protection du Maréchal et le réseau de Résistance « Gilbert » ; le cagouillard Lemaigre-Dubreuil, ancien financier de « L'Insurgé », journal de la Cagoule, soutenir le général Giraud, pendant que le cagouillard Passy-Dewavrin appuie de Gaulle ; le cagouillard Corréze combattre sur le front de l'Est avant de rentrer en France pour faire de la Résistance ; le cagouillard Deloncle fonder le MSR ultra-collaborationniste avant d'être abattu chez lui par la Gestapo.

Un certain M. Blot

Dans ce grouillement, dans ce véritable mouvement brownien d'intérêts, d'alliances, de trahisons, de revirements, la trajectoire en dents de scie, qui fait entrer Mitterrand à Vichy comme



Les écrits restent, hélas ! Ainsi, les amateurs de vieux papiers peuvent lire aujourd'hui dans le journal pétainiste « La terre française » un éditorial signé André Bettencourt qui appelle les jeunes Français à dénoncer les adversaires de la politique de Vichy. A la même époque, Mitterrand signait dans « Métier de chef » revue des Compagnons de France (autre organisation maréchaliste) cette apologie à peine voilée de l'architecture nazie : « ...Les habitations modernes et spacieuses alternaient avec les bâtiments vieux d'un siècle, mais cela ne créait aucun déséquilibre... Je remarquai là l'énorme effort architectural et urbaniste accompli par le régime. L'harmonie des formes commande souvent l'harmonie de l'âme et des gens. On ne l'avait pas négligée... »

jeune fonctionnaire de l'Etat français avant de le conduire à Londres puis à Alger comme responsable autodésigné d'un mouvement de prisonniers, devient beaucoup plus facile à comprendre.

Mais avant, il aura reçu la Francisque (voir notre chapitre « Quand il résistait à la Résistance »). Le nom de ses parrains ? Gabriel Jeantet alias Gaby, alias Gabès, un des chefs de la Cagoule, et Simon Arbellot de Vacqueur, cagouillard lui aussi dont le rôle consista, dans un numéro spécial de la revue « Documents » à désamorcer, dès le départ, la campagne de presse qui se développait en France à propos du « terrifiant complot ». Il y parvint d'ailleurs assez bien en mêlant le vrai et

riel, la déception, la rupture avec de Gaulle et le jeune Mitterrand se retrouve sans emploi. Que va-t-il faire ?

La réponse est là : il va accepter de prendre en main les destinées de « Votre Beauté », journal du cagoulard Schueller.

« Votre Beauté », c'est le groupe L'Oréal, une multinationale aux succursales innombrables. Mais surtout un véritable service d'accueil pour cagouleurs en rupture de ban. A la Libération, et aujourd'hui encore, on retrouve dans le groupe L'Oréal les noms de Corrèze, Méténier, Filliol, Harispe. Tous cagouleurs !

Et c'est encore Schueller qui lui mettra le pied à l'étrier de la politique.

L'anecdote vaut d'être contée : en 1946, Schueller poursuit ses rêves de pouvoir. Pour les concrétiser, il finance de jeunes espoirs qu'il lance à l'assaut des circonscriptions. Pour le département de la Nièvre, il a trouvé son candidat : un jeune homme plein d'allant au nom prestigieux et aux idées saines. Schueller le convoque : « Vous allez vous présenter dans la Nièvre. Courez là-bas, tout est prêt, il ne manque que votre nom sur les affiches et les professions de foi. » Le jeune fonctionnaire se précipite, rencontre ses colistiers. Se fait présenter les documents. Il lit : « Suppression des emplois inutiles », « blocage du salaire des fonctionnaires », « réforme de la Sécurité sociale écrasée par la bureaucratie », « non au déficit et à l'inflation », « non à la gabegie administrative », « non aux nationalisations », « non au parti communiste au pouvoir ». Affolé, il remonte à Paris :

— C'est un programme d'extrême droite que vous voulez me

faire défendre ! Un programme cagouleur. Je refuse ! » lance-t-il à Schueller.

Le vieil industriel ne s'émeut pas.

— Tant pis pour vous ! J'ai quelqu'un d'autre. Lui, il acceptera.

Un mois plus tard, François Mitterrand se présentait au suffrage des électeurs nivernais.

Trente-cinq après, il devenait président de la République et appliquait un programme contredisant mot pour mot sa profession de foi de 1946.

Une cagoule, n'est-ce pas, c'est réversible.

L'ennui c'est que si, comme disait Pétain, les Français ont la mémoire courte, les communistes, eux, ne l'ont pas.

Et l'on peut imaginer à présent à quoi pensait René Andrieu le 19 mars 1980 en répondant, dans « l'Humanité » aux socialistes qui avaient osé s'interroger sur le passé de Marchais.

« Je le dis en pesant mes mots : François Mitterrand serait mieux inspiré de montrer un peu plus de modestie, et je ne parle pas seulement de la Francisque qu'on lui a décernée, paraît-il, au titre de la Résistance. Au cas où Fillioud voudrait avoir plus d'information à ce sujet, il lui suffit de le demander. »

En bon français, cela s'appelle du chantage.

Les communistes, à l'évidence, savent exactement à quoi s'en tenir sur le passé de Mitterrand. Et ils s'en servent.

Ou ils s'en servaient, puisqu'un secret connu de tous n'est plus un secret monnayable.

Reste à savoir si Mitterrand nous saura gré d'avoir ainsi privé les maîtres chanteurs de leurs armes...



Dessin
de
Vassiliev

SA GUERRE

LA BLESSURE BALADEUSE DU SERGENT MITTERRAND

QUAND l'année 1938 s'achève, François Mitterrand n'a toujours pas choisi son destin. Il hésite encore entre la plume du journaliste et la robe de l'avocat. C'est du moins ce que prétendent ses biographes.

De même, il n'est pas parvenu à décider qui de la République ou du roi incarnait l'idéal qu'il recherche. Une seule certitude, sa conviction que les années futures entendront parler de lui.

Les événements vont précipiter son choix, forcer le destin et l'obliger, pour la première fois de sa vie, à prendre position.

Or, comme pour bon nombre de moments marquants dans la vie de l'actuel président de la République, son incorporation en 1938 au 23^e régiment d'infanterie coloniale va connaître par la suite des versions aussi différentes que contradictoires.

Et ce n'est pas là le moindre paradoxe.

Pour une chose aussi simple que la narration de l'incorporation d'un jeune étudiant en droit, nous allons devoir affronter des récits, naturellement tous faits sur la foi de la vérité historique, terriblement divergents.

Que dit François Mitterrand ?

« J'avais la chance pour ma nouvelle éducation de ne pas être officier, ayant négligé, étudiant, de me rendre au polygone de Vincennes pour y acquérir la préparation militaire adéquate. Appelé au service, je m'étais incrusté dans une garnison du boulevard de Port-Royal où mes nuits civiles équilibraient mes jours militaires et où la guerre m'avait cueilli (1). »

Somme toute, pas très reluisante, cette incorporation pour un futur héros.

Juste avant les élections de 1981, François Mitterrand reviendra sur son état d'esprit (ou d'âme) à la veille de la Seconde Guerre mondiale : *« J'étais antimilitariste ! »* Affirmation que son frère, le général Jacques Mitterrand, va nuancer singulièrement en précisant : *« En fait, il a fait une préparation militaire supérieure très fantaisiste. »*

Il y a là une grande différence entre l'antimilitarisme et le manque d'application à suivre une préparation militaire correcte. Sans doute François Mitterrand juge-t-il plus conforme à l'image d'un socialiste d'être antimilitariste que simplement négligent...

Mais cette version « nonchalante », émanant pourtant de son propre frère, n'est pas du goût des biographes préférés du Président. Ainsi, Charles Moulin va faire de cet épisode l'une des premières manifestations de sa révolte contre les institutions, contre le pouvoir en place... et contre les militaires : *« Ni la grandeur ni la servitude militaire ne le séduisent, mais il reste réaliste et décide d'en finir tout de suite. Adieu donc au sursis et incorporation en avril. L'étudiant se réveille un jour au fort d'Ivry où il va faire ses classes comme soldat au 23^e RIC. Il*

refuse d'être inscrit au peloton des élèves officiers de réserve et il se félicitera par la suite d'avoir ainsi pu connaître l'armée par la base (2). »

De ce qui est une « négligence » pour Mitterrand et une « fantaisie » pour son frère, Moulin, hagiographe du futur président, fait un « refus » délibéré. Sans doute pense-t-il que cela fait mieux dans le tableau...

On comprend pourtant assez mal ce refus de devenir officier de réserve, alors que nombre de ses camarades, étudiants comme lui, n'hésiteraient pas, eux. Et André Figuéras de s'étonner à juste titre : *« En quoi est-il plus « républicain » d'être sous-officier (puisque Mitterrand finira sergent) qu'officier ? Rien de tout cela ne tient debout ! »*

Après la guerre, Mitterrand dira de cette armée dont il fit la connaissance en 1938 : *« Être soldat alors, c'était apprendre de quelle façon un citoyen honnête (?) dans sa médiocrité pourrait s'accoutumer, dans le minimum de délai, à la saleté, à la boisson, à la paresse, aux maisons closes et au sommeil... (1). »*

Ce jugement si péremptoire pourrait apparaître à première vue comme celui d'un véritable antimilitariste, mais à la lumière de ses positions antérieures et de ses activités politiques estudiantines, on peut tout aussi bien reconnaître dans ces propos un dégoût pour une armée trop molle, trop veule, républicaine, en somme.

Le minimum nécessaire

Les premiers jours au fort d'Ivry ne sont pas roses pour notre jeune trouffion. Heureusement, le « dilettante » qu'il est va retrouver un de ses amis de faculté et qui lui restera toujours fidèle, Georges Dayan. Ce dernier dira de cette période : *« Je l'ai retrouvé au fort d'Ivry, costume mis à part, tel qu'il était sur le Boul-Mich, sérieux et distant, replié sur lui-même et passionné, attentif aux hommes et toujours ouvert à l'actualité. L'expérience militaire l'incite à la révolte, mais il se maîtrise bien et ne fait que le minimum nécessaire. »*

L'ultra-religieux qu'est encore François Mitterrand à cette époque, « mystique » diront certains, reste replié sur lui-même. Et Charles Moulin de préciser encore : *« Il trouve que rien ne va : les longues marches inhumaines, les interminables manèges d'armes, les démontages et remontages de fusils et de mitrailleuses, les méthodes de commandement et l'ambiance humaine créée ainsi (2). »* Il prête même à Mitterrand le jugement suivant : *« Tout semble évoquer la bêtise, favoriser l'asservissement, l'encrassement des esprits et des corps. »*

Non, décidément, le soldat Mitterrand n'est pas fait pour la vie militaire. Obéir lui est un supplice atroce, la promiscuité



Le soldat Mitterrand (2^e à partir de la droite, debout) au milieu de ses camarades en 1939. Saleté, boisson, paresse et maisons closes : c'est le fâcheux souvenir qu'il gardera de sa veillée d'arme.

l'insupporte, quant à prendre des responsabilités, il ne saurait en être question. Ses préoccupations sont ailleurs.

Mais il y a pis pour le jeune étudiant monarchiste. C'est justement son régime qui doit assurer, au début de 1939, la protection des députés et sénateurs, réunis en congrès à Versailles pour élire un président de la République. Ce sera la réélection d'Albert Lebrun « dont le triste visage semble porter le deuil de toutes les espérances humaines (2) ». Il lui présentera les armes.

L'histoire ne dit pas (ou pas encore) si, voyant passer devant lui les suppôts d'un régime qu'il semble abhorrer, il aura un mot, une pensée prémonitoire.

Une fois encore, le fidèle Dayan va venir à son secours, c'est du moins la version de Charles Moulin : « *Entre-temps, Georges Dayan a tenté et manqué sa chance au peloton des élèves officiers de réserve, puis, grâce à une protection, s'est fait affecter à la caserne de Lourcine, siège du 23^e RIC. Il y fera vite venir le sergent Mitterrand, qui officiera comme secrétaire au bureau du colonel sous les ordres directs d'un adjudant, amateur de jeu d'échecs. François Mitterrand sera son partenaire (2).* »

On constate que Mitterrand ne néglige pas de faire appel aux amis et aux protections dont ceux-ci peuvent bénéficier. Une

chose surprenante, toutefois : comment Dayan, lui aussi sergent puisqu'il a échoué aux EOR, peut-il prendre la responsabilité d'exiger la mutation d'un sergent comme lui ? Cela non plus n'est pas très clair.

Mais on n'est pas à une approximation près.

Quoi qu'il en soit, les deux amis vont louer une mansarde, rue Gay-Lussac, « à mi-chemin entre la rigueur militaire et la nonchalance estudiantine (2) ».

Le sergent amoureux

À la lumière de ce qui va suivre, on comprend mieux le manque d'entrain de notre sergent pour la chose militaire. Si les marches « inhumaines » lui répugnent tant, si les exigences militaires pèsent sur lui, s'il redoute l'asservissement et l'engrassement des esprits, c'est pour une bonne raison : l'esprit de notre jeune mystique est pris ailleurs.

François Mitterrand est amoureux !

Et Georges Dayan de brûler la mèche : « *J'étais fort coureur à cette époque alors que François, très amoureux d'une jeune fille à qui il écrivait des vers, de fort bons vers ma foi, restait, à ce moment, fort sage et rangé.* »

L'objet de la flamme de François Mitterrand a un nom :

Marie-Louise Terrasse. Et notre amoureux transi d'avouer pudiquement : « Nous étions vaguement fiancés. »

Vaguement ?

Sur cette liaison, les biographes du futur Président resteront fort discrets. Pour Claude Manceron, elle n'a pas existé, du moins n'en fait-il pas état, mais c'est une habitude chez lui.

Charles Moulin est, une fois encore, plus bavard : « La vraie vie... ce sont aussi les camarades de la faculté et les étudiantes avec lesquelles il se montre, comme le veut son éducation, réservé et très respectueux. Il rencontre parmi elles, la dernière année, une grande fille blonde, très belle, dont une de ses sœurs fera le portrait... Plus tard, au retour d'une évasion, il remonte même à Paris pour revoir sa « presque fiancée » du quartier Latin, mais ils ont évolué dans des sens différents et une bague de fiançailles ira, jetée du haut d'un pont, rejoindre le paradis des amours perdues (2). »

Mitterrand poète, Mitterrand amoureux passe, mais Mitterrand mystique !

Ce détail sur son comportement est pourtant confirmé par la fameuse fiancée, une fiancée à laquelle il est si attaché qu'il risquera d'être considéré comme déserteur pour avoir voulu retarder le moment de la quitter.

Cette romance est relatée par Pierre Ordioni dans son ouvrage « Tout commence à Alger » :

« L'aspirant Terrasse m'avait dit : « si vous êtes en panne, allez voir ma sœur. C'est une fille remarquable. »

» 5, avenue d'Orléans. Une sonnette qui tinte très loin. — Qui est là ?

« — Je viens de la part de François.

« — Quel François ? Mais la porte s'est déjà ouverte — Quel François ? Mais... votre frère !

« — C'est que mon fiancé s'appelle aussi François. Il est aussi prisonnier et je l'attends. »

« Je n'ai jamais vu plus joli visage — continue Pierre Ordioni — ni déception si mal dissimulée. — « Votre frère va arriver en empruntant le même moyen que moi. Votre fiancé s'évadera certainement. — Certainement, reprend-elle en écho d'une voix ferme. »

« Marie-Louise Terrasse cache sous les grâces d'un corps charmant une résolution étonnante, une force d'âme, un courage qui semble lui venir d'une sérénité que rien ne peut troubler. Elle ira voir sa mère. Elle regroupera les évadés de Saint-Mihiel. Elle fera toutes les démarches nécessaires. »

Et Pierre Ordioni de poursuivre : « J'ai trouvé gîte chez mon ami H.B. qui est de passage mais je passe le plus clair de mon temps auprès de Marie-Louise Terrasse le plus lit les contes qu'elle écrit pour tromper son attente. Contes d'une qualité telle que j'ai longtemps espéré que cette toute jeune fille irait plus loin que Colette. Infiniment plus loin. Pourquoi les fruits n'ont-ils pas tenu les promesses des fleurs ?

« Mon fiancé, me disait-elle, est un être exceptionnel. Il exige autant de moi que de lui. Il n'est pas religieux, il est mystique. Le sens qu'il a de Dieu, de la mission de chacun d'entre nous, le met hors du commun. Il s'évadera, parce que rien, jamais, ne pourra le tenir loin de moi, de l'action, du devenir. J'aimerais que vous le connaissiez un jour. Vous l'aimerez parce que tous les deux vous aimez en moi la même chose : le possible. »

Son nom, François Mitterrand.

Mais qui est donc cette Marie-Louise Terrasse qui semble connaître si bien François Mitterrand ? Qui est cette « presque fiancée » ou cette « vaguement fiancée » mais qui possède un tel potentiel de confiance ?

Pierre Ordioni livre la réponse, et l'anecdote est si étrange et

superbe à la fois qu'on la croirait inventée. Pourtant...

« Marie-Louise Terrasse est aussi un être exceptionnel. Je devais la revoir près de trente ans plus tard, un soir que ma concierge m'avait prié dans sa loge pour suivre sur l'écran de sa télévision le déroulement d'un événement politique. « Etranges lucarnes », en vérité !

« Marie-Louise Terrasse m'apparut soudain, le visage nu que le masque de Catherine Langeais ne put me dissimuler. « Et maintenant — dit-elle avec ce charmant sourire que les ans n'avaient en rien altérés —, dans le cadre de l'élection présidentielle, vous allez entendre M. François Mitterrand. »

C'est donc auprès de la future Catherine Langeais que notre soldat — ou sergent — devait perdre la tête et trouver, affublé d'un uniforme qui lui « faisait mal », le temps trop long. A tel point que :

« Son régiment se regroupe à Ivry — nous apprend Charles Moulin — et un jour, comme il s'est fait conduire en moto par un copain jusqu'à Valmondois pour saluer sa belle Marie-Louise Terrasse, qui y fait retraite en famille — de quel genre de retraite pouvait-il s'agir si ce n'est religieuse, car en cette fin de 1939, il ne pouvait être question d'exode ? —, il a la surprise, à son retour, de se trouver en tenue civile, au Fort devant le régiment sur le pied de guerre. Il lui faut en toute hâte se déguiser en guerrier et gagner, par une triste et pédestre traversée de Paris, la gare de Pantin, d'où son régiment s'embarquera pour l'Alsace. Le sergent s'en va-t-en guerre, la drôle de guerre (2)... »

Malgré le souci évident de ses biographes de faire de François Mitterrand un héros de légende, rien, durant ces quelques mois de vie militaire, ne vient conforter cette thèse. Au contraire.

La drôle de guerre

Avec la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, et le départ du 23^e RIC pour la Ligne Maginot, on pourrait penser que notre « pas encore » héros va le devenir sous peu. Grossière erreur, semble-t-il.

Que dit Claude Manceron ? « François Mitterrand part avec son régiment, en couverture de la Ligne Maginot. On se bat à petit feu sur la frontière de la Sarre, tandis que des millions de soldats français jouent à la belote ou au football en attendant que Hitler capitule. Mitterrand s'ennuie tout l'hiver dans les Ardennes, à la frontière belge (Mitterrand n'est jamais allé à la frontière belge, on le verra plus loin), jusqu'au 10 mai 1940 où tout craque. (3) »

C'est bref, c'est clair, c'est concis. Hélas, un peu trop.

Comme à chaque fois quand il s'agit de son passé, Mitterrand survole la vérité, et Claude Manceron, faisant mine de donner des éclaircissements d'une importance historique, reste dans un flou artistique du plus bel effet.

Heureusement, Charles Moulin est là.

« De son point de débarquement, le régiment gagne en trois jours de marches forcées un secteur d'avant-garde du côté de Bitch, en couverture de la Ligne Maginot. (précisons au passage qu'il s'agit de la frontière allemande et non de la frontière belge, comme l'affirme Manceron) C'est l'attente, l'ennui, le froid... »

Et Moulin de surenchérir : « En janvier 1940, changement de secteur, le 23^e RIC va se déployer le long de la Chiens entre Sedan et Malmedy. (Il ne s'agit toujours pas de la frontière belge mais cette fois de la frontière luxembourgeoise.) Dayan est observateur tandis que la section de fusilliers-voltigeurs de François Mitterrand creuse des tranchées anti-chars (affirmation qui semble prouver que, cette fois, le « piston » n'a pas fonctionné) à un kilomètre de là, sans enthousiasme.



Marie-Louise Terrasse, devenue Catherine Langeais en passant devant les caméras, a pris sa retraite après avoir fait les beaux jours de la « télé de papa ». Son ancien soupirant a évolué du mysticisme au culte de soi-même. Et il n'a plus besoin de présentation.



« Les tranchées, cela évoque des souvenirs, les souvenirs sinistres des tranchées de 1914-1918, dits et redits par les anciens dans les familles. Et puis, il fait froid, très froid.

« **L'ennemi est tout proche** (c'est nous qui soulignons, NDLR) et ne bouge pas, ce qui est inquiétant. Finalement, on s'ennuie ferme, personne n'a le moral, les contacts humains manquent. Il reste le concours des lettres ; celles de François Mitterrand ne manquent pas d'amertume.

« L'ennui, écrit-il à sa sœur Geneviève, c'est de mourir pour des valeurs auxquelles on ne croit pas... Je me porte bien, mais pas tout à fait car un uniforme blesse qui aime la vie... »

L'ami Dayan est parti une fois encore pour les EOR et François Mitterrand se retrouve seul. Il supporte mal le régime des popotes, l'esprit de caste qui règne dans l'armée et ces officiers hautains « séparés de leur troupe et soucieux de privilèges acquis dans les casernes (2) ».

Toujours selon Moulin : « Il a des accrochages avec ses supérieurs et il est menacé de sanctions quand, le 14 mai, une première et très violente attaque contraint le régiment à un décrochage de quelques kilomètres. »

Mais quels sont donc ces « accrochages » avec ses supérieurs qui risqueraient de lui valoir des sanctions ? Qu'a-t-il fait, le brave sergent Mitterrand, pour mériter une punition quelconque ? Sur ce point, Moulin, pourtant si prolixe, ne dira rien.

Un trou de mémoire ? Ce n'est pas si sûr.

Pour une fois, Jean-Marie Borzeix (4) va nous aider, bien involontairement, il est vrai.

« *Près de Montmédy* (Malmédy selon Moulin, mais il ne peut s'agir que d'une confusion avec la ville belge), sur les contreforts des Ardennes, le 23^e Régiment d'infanterie coloniale a reçu pour mission de colmater les trous laissés béants par l'inachèvement de la Ligne Maginot. Comme il est trop tard pour élever des murs de béton et que les soldats ne sont pas maçons, ils remuent la terre du matin au soir, afin de dessiner un savant puzzle de creux et de bosses dans lesquels les divisions de panzers sont censées venir se perdre. »

Et Jean-Marie Borzeix de poursuivre : « *Mais l'ennemi paraît lointain.* » (Qu'est-ce que cet ennemi qui est tout proche pour Moulin et lointain pour Borzeix ?) « *Tout est calme sur la frontière belge.* (Encore, alors que c'est à la frontière luxembourgeoise.) *Les hommes qui se souviennent des récits de leurs pères mettent peu d'entrain à manier la pelle et la pioche : les tranchées n'ont pas bonne réputation. Les officiers restent cependant dans les maisons alentours. François Mitterrand n'apprécie guère qu'officiers et hommes de troupe ne soient placés à la même enseigne. Et il le dit.* »

« *En recevant les sous-officiers à son PC, un capitaine s'indigne que les brodequins du sergent Mitterrand soient*

couverts de boue. « Il convient que les sous-officiers nettoient leurs chaussures lorsqu'ils se présentent devant leurs supérieurs. »

» La réplique, affirme Borzeix, ne se fait pas attendre : « La différence entre vous et moi, c'est que j'ai l'occasion de les salir. Vous pas ! »

» L'insolence est aussitôt punie de quatre jours de mise aux arrêts. Mais le sergent Mitterrand, refusant de signer cette punition, ainsi que l'exige le règlement, l'affaire est portée devant le commandant, le colonel, le général de brigade, et la lourdeur de la peine croît régulièrement au fur et à mesure que se poursuit l'escalade de la hiérarchie militaire. Convoqué à chaque étape par des chefs de plus en plus éloignés, de plus en plus galonnés, le rebelle leur oppose le même refus buté : « Je ne signerai pas cette punition puisque je ne l'ai pas méritée. »

« Le conseil de guerre se serait peut-être saisi du dossier ? Cependant, le 10 mai au matin, le déferlement des stukas remet cette affaire à sa juste place. Il s'agit désormais de la guerre pour de vrai. Qu'importe la propreté des brodequins, les solats cessent d'être de plomb (4) ! »

La vraie guerre et les fausses blessures

Le moins que l'on puisse dire, c'est que jusqu'à présent Mitterrand n'a pas brillé. Soldat sans envie, sergent malgré lui, il est temps que ceux qui veulent à tout prix faire de lui un héros couvert de gloire se rattrapent.

Pseudo-antimilitariste, amoureux transi mais un peu couard, il faut attendre le début des hostilités pour connaître sa conduite « héroïque ».

Dans l'Evangile selon Manceron, que lit-on ?

« Dès le 10 mai, le régiment de François Mitterrand était à la fête : il tenait l'extrémité du front immobile, tandis que jusqu'à sa gauche, les blindés de Guderian trouaient les Ardennes et fondaient sur Abbeville. »

» Pendant près d'un mois, Mitterrand et ses camarades défendent ainsi une position charnière au-delà de laquelle l'invasion se rue. Tout de suite, c'est dur. Des morts et des blessés chaque jour autour de lui. A certaines heures, vers la fin, un déluge de feu. Et puis, vient l'ordre de repli parce que tout le nord de la France est occupé ; le gros de l'armée se bat sur la Somme et sur l'Aisne ; c'est l'enfer d'un combat d'arrière-garde, dans la confusion totale (3). »

Et Manceron, épique en la circonstance : *« Le 14 juin, jour même où Paris tombe, un minnewerfer éclate au-dessus de Mitterrand. Assommé par la déflagration, sauvé par des amis, il se réveille à l'hôpital de Bruyères, avec dans l'omoplate un éclat si bien installé qu'il s'y trouve encore (3). »*

C'est en vain qu'on cherchera le nom des camarades qui sauvèrent la vie du futur président de la République. Mais ont-ils vraiment existé ?

Franz-Olivier Giesbert vient, lui aussi, apporter sa modeste contribution dans l'établissement d'une vérité arrangeante :

« Le 14 mai (alors que tout le monde parle du 14 juin, mais on n'est plus à un détail près), après une blessure dans les côtes, Mitterrand a passé deux jours la poitrine en sang sur une carriole à deux roues trainée par un camarade et, après avoir transité dans six hôpitaux, il se retrouve enfin à Vittel (5). »

Voilà deux versions très différentes. La date de la blessure évoquée par Giesbert ne correspond à rien. Idem pour son séjour

à Vittel « après avoir transité par six hôpitaux », quant à la blessure, une fois dans l'omoplate et une fois dans la poitrine, la différence est si énorme qu'elle est risible.

Mais il existe encore d'autres versions. Différentes, évidemment !

Dans le journal « Le Monde » en date du dimanche 10 mai 1981, le Président depuis quelques heures vient lui-même affirmer : *« En 1939, j'étais soldat du premier jour, de la première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là avec, soldat de deuxième classe, puis modeste sous-officier, la croix de Guerre, deux citations dont une à l'ordre de l'armée et quelques éclats d'obus dans le corps dont je garde quelques-uns. »*

Une blessure. Deux blessures. Un éclat, quelques éclats. Dans le corps, dans l'omoplate, dans la poitrine, le 14 mai, le 14 juin... Cruelles incertitudes de la guerre !

Et Moulin, que dit-il ?

« Le 14 juin, à Morthomme, un nom prédestiné (tiens, on a quitté Montmédy ? Pardon, Malmédy !) dont les combats de 1914-1918 ont établi la triste et glorieuse réputation, il est blessé à l'épaule droite (après le dos, le bras, l'omoplate, c'est maintenant au tour de l'épaule, droite de surcroît, de souffrir). Il en garde toujours un fragment dans l'omoplate. Le guerrier qui ne voulait pas mourir pour des valeurs auxquelles il ne croyait pas, comme il l'écrivait à l'un de ses frères en 1939, recevra la croix de Guerre pour sa courageuse attitude en la circonstance. »

Cette page de Moulin appelle tout de même quelques commentaires.

D'abord, le même auteur affirme à quelques lignes d'intervalle que c'est à sa sœur Geneviève, puis à l'un de ses frères que Mitterrand a écrit son dégoût d'avoir à mourir pour une cause à laquelle il ne croit pas.

De deux choses l'une : ou Moulin se trompe parce qu'il a inventé cette correspondance, ou Mitterrand était écœuré d'avoir à risquer sa vie pour des valeurs qu'il rejetait au point de s'en ouvrir à toute sa famille.

Dans le premier cas, on a la confirmation que le livre de Moulin n'est qu'une fabrication bâclée pour tailler une image de héros stendhalien (courageux mais pas dupe) à Mitterrand.

Dans le second, on est amené à pousser l'analyse : qui, à cette époque, pouvait professer un tel dégoût pour « les valeurs en cours » ?

Et d'abord, qu'étaient ces « valeurs en cours » ?

A l'évidence, il s'agissait soit des valeurs exaltées en ce temps de guerre, c'est-à-dire le patriotisme ; soit des valeurs en usage pendant « la drôle de guerre », c'est-à-dire la démocratie parlementaire de la III^e République.

L'histoire nous apprend que le patriotisme était rejeté essentiellement par les socialistes laïques, pacifistes, antimilitaristes à la Marcel Déat, qui professe un « goût réel pour le pacifisme né de l'horreur de la tuerie de 1914-1918 » (« Le destin de Marcel Déat », Paul Varennes, éditions Janmaray).

La haine du parlementarisme était, en revanche, professée par les rejets de l'extrême droite et des ligues qui abhorraient le « pouvoir juif » de Blum, la démocrassouillerie parlementaire, le règne des Loges et dont le courant, fort puissant, donna naissance à l'Etat français, provoqua le fameux procès de Riom sur les fauteurs de guerre et inspira une bonne part de la politique de collaboration.

A quoi donc s'oppose Mitterrand lorsqu'il exhale son dégoût ?

Il n'est que de considérer son passé immédiat pour le comprendre : jeune étudiant ligueur, habitué des réunions de Croix de feu, proche de l'Action française, lié avec les



Le départ de Georges Dayan (au centre) pour les E.O.R. déclencha chez son ami François (à gauche) une crise de « ras-le-bol » antimilitariste.

cagouleurs, profondément mystique, témoignant dans tous ses écrits d'un patriotisme sensuel aux résonances fortement barrésiennes, issu d'une famille catholique pétrie d'antimaçonisme, fils d'un monarchiste avoué, Mitterrand pour qui, rappelons-le, le visage du président Lebrun « semblait porter le deuil de toutes les espérances humaines » ne pouvait signifier, en évoquant ces « valeurs pour lesquelles il n'entendait pas mourir » que la République maçonne, laïcarde, antinationale, socialisante qui avait abouti au Front populaire.

C'est donc par un pur abus de langage que Moulin tente a posteriori de récupérer l'esprit de contestation du jeune Mitterrand pour en faire le germe de son engagement politique futur.

Mais quittons le terrain de l'exégèse pour en revenir aux faits et aux textes. La confusion ne fait que s'aggraver.

« Le blessé, écrit encore Charles Moulin, emporté par ses

camarades, est évacué sur Vittel, puis sur l'hôpital de Bruyères, près d'Epinal. Il y arrive le 18 juin et ne pourra pas entendre l'appel de De Gaulle sur les antennes de la BBC. Enfin, le bras immobilisé, sur l'hôpital de Lunéville d'où les Allemands l'enverront, en août, au stalag IX A (2). »

Nous avons déjà insisté sur le caractère baladeur de la blessure, notons à présent l'incompatibilité des dates et des étapes recensées par les différents biographes.

Pour Manceron, « le 14 juin... un minnewerfer éclate au-dessus de Mitterrand. Assommé par la déflagration, sauvé par des amis, il se réveille à l'hôpital de Bruyères... »

Pour Giesbert, « le 14 mai (il s'agit, à l'évidence, d'une coquille et retenons la date du 14 juin), après une blessure dans les côtes, Mitterrand a passé deux jours, la poitrine en sang, sur une carriole et après avoir transité dans six hôpitaux, il se retrouve enfin à Vittel ».

Tentons de concilier tout ça : blessé le 14, Mitterrand ne se réveille que le 18 à Bruyères. Entre-temps, transporté par des ou par un camarade(s), il a transité entre six hôpitaux avant de se retrouver à Vittel le 16 (« deux jours sur une carriole » selon Giesbert).

Glissons sur l'ahurissante et incongrue remarque de Moulin, « il ne pourra pas entendre l'appel de De Gaulle » : tout le monde sait aujourd'hui qu'une infime partie des Français entendit cet appel et en tout cas pas ceux qui se traînaient sur les chemins de la débâcle et de l'exode. L'incise de Moulin ne peut donc avoir de sens que si l'on comprend : Mitterrand n'a pas eu besoin de De Gaulle pour penser à résister. C'est de la propagande, ce n'est pas de l'histoire.

Ce qui serait de l'histoire, en revanche, et de l'histoire événementielle, comme on dit aujourd'hui, ce serait de nous expliquer comment sept hôpitaux ont pu, même en pleine panique de la défaite, chasser un blessé de la poitrine trimballé sur une carriole à deux roues, alors qu'il était dans le coma depuis quatre jours.

Ce qui serait de l'histoire, ce serait de nous expliquer comment, alors qu'il était dans le coma, Mitterrand a pu remarquer qu'on l'avait changé six fois d'hôpital et notamment qu'il avait transité par Vittel alors qu'il était inconscient.

Ceux qui l'ont transporté ont témoigné, nous expliquera-t-on. Soit, mais alors, pourquoi ne pas donner les noms de ces témoins ? Et le compte rendu exact de leurs témoignages ? Et pourquoi ces contradictions grossières ?

On conviendra que ces ellipses sont étranges.

Elles le sont d'autant plus que la partie adverse, celle qui tient pour controversée cette histoire de blessure grave, de transport dans le coma, et de changement d'hôpitaux, produit, elle, un témoignage précis, nominatif et formel.

Un témoignage difficilement contestable puisqu'il émane d'un lieutenant-colonel chargé, justement, de l'évacuation des blessés de l'hôpital de Vittel. Un témoignage très gênant, enfin, parce qu'il dément de manière accablante les envolées lyriques des biographes patentés.

C'est le lieutenant-colonel Rousseau qui parle à un enquêteur du « Crapouillot » : « Une seule ambulance était disponible et ne pouvait emmener tout le monde. Certains se sacrifient pour les autres, comme le commandant Montaldi qui laisse sa place à un autre soldat bien qu'il ait été lui-même sérieusement blessé. Je donne l'ordre de départ. C'est alors que le camion commençant à prendre de la vitesse, je vois un jeune militaire courir, sauter en voltige dans le véhicule : c'est Mitterrand. Il a la main bandée, mais la souplesse ne lui fait pas défaut. »

Après l'épaule, l'omoplate, le dos, la poitrine et les côtes, voici la main blessée.

Bien sûr, un vieil adage de droit proclame « testis unus, testis nullus ». Il faut donc trouver confirmation aux dires du témoin Rousseau, tout lieutenant-colonel qu'il est.

Le voici, c'est le témoignage du nommé Jean Rigot, un des quatre grands blessés qui se trouvaient dans la fameuse ambulance.

— J'ai vu cet homme, un petit pansement à la main droite, sauter dans le véhicule, s'accrochant d'une main aux ridelles du camion.

Voilà.

Peut-on nous expliquer comment un homme gravement blessé à la poitrine ou à l'épaule, émergeant d'un coma de quatre jours au cours duquel on l'a brinquebalé dans une mauvaise carriole d'hôpital en hôpital, peut, tout à coup, retrouver assez de vigueur pour attraper un camion d'évacuation en voltige, avec une main bandée.

Acceptons cependant de tenir toutes ces contradictions, toutes ces invraisemblances pour négligeables. Et ne retenons que ce sur quoi tous les biographes sont d'accord : blessé le 14 juin, Mitterrand se retrouve le 18 à l'hôpital de Bruyères et c'est là qu'il sera arrêté.

L'ennui, c'est que cette version ne tient pas. Ou que si elle tient, elle met en cause Mitterrand d'une façon plus grave encore que tous les mensonges débusqués jusqu'à présent. Car si Mitterrand est bien arrivé le 18 à Bruyères, il n'a en aucun cas pu y assister à l'entrée des Allemands.

Pour l'excellente raison que les Allemands sont entrés à Bruyères le 14 juin.

C'est-à-dire le jour où Mitterrand assure avoir été blessé et quatre jours avant son arrivée dans l'hôpital de cette même ville.

Que s'est-il passé en vérité ? Pourquoi les hagiographes du Président persistent-ils à faire de lui, dans un formidable désordre d'incohérences, d'incompatibilités, de contrevérités et de contradictions, le héros qu'il n'a, à l'évidence, jamais été ?

Le lieutenant-colonel Rousseau en est encore à se poser la question. Il a tenté, de bonne foi, de résoudre ce mystère. En demandant à l'intéressé lui-même de s'en expliquer.

Dix fois, son ancien chef a écrit à Mitterrand pour l'inviter aux réunions des anciens du 23^e RIC.

Dix fois, il a répété les questions qu'il souhaitait poser : comment, blessé à l'épaule, avez-vous pu sauter dans un camion avec une main bandée ? Comment avez-vous pu gagner un hôpital en zone occupée et voir arriver un ennemi qui était là depuis plus d'une semaine ?

Jamais Mitterrand n'a répondu à ces invitations. Jamais il n'a répondu aux lettres du lieutenant-colonel Rousseau.

(1) François Mitterrand, « Ma part de vérité ». Fayard.

(2) Charles Moulin, « Mitterrand intime ». Albin Michel.

(3) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour ». Robert Laffont.

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même ». Stock.

(5) Franz-Olivier Giesbert, « François Mitterrand ». Le Seuil.

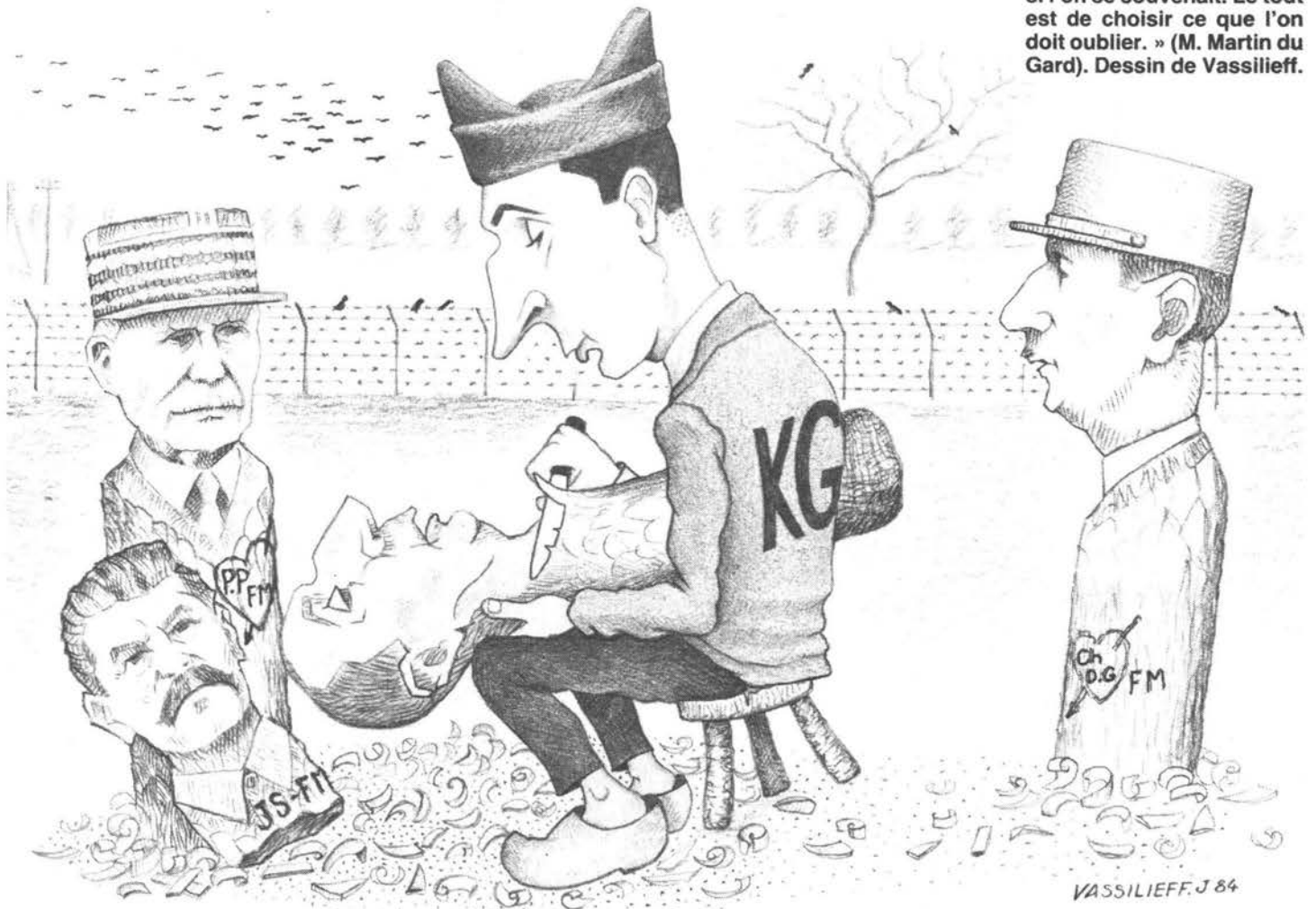


« Taisez-vous », ordonnent les affiches de la « drôle de guerre ». Mitterrand a suivi la consigne. Mais que cache-t-il ?

Retour d'Allemagne

UN ÉVADE
TRÈS ÉVASIF

« La vie serait impossible si l'on se souvenait. Le tout est de choisir ce que l'on doit oublier. » (M. Martin du Gard). Dessin de Vassilieff.



AVEC l'internement en Allemagne de François Mitterrand et ses tentatives — réelles ou supposées — d'évasion, on aborde une des périodes les plus troubles de l'histoire personnelle du président de la République. Jusqu'à ce jour, nul n'est parvenu à décrire avec précision sa captivité ni ses évasions et, une fois encore, nous nous trouvons confrontés à des thèses bien différentes.

Prisonnier, il ne le restera que dix-huit mois. Et de ce séjour derrière les barbelés naîtront deux équivoques qui, plus tard, seront exploitées par ses adversaires.

D'abord, François Mitterrand sera accusé d'avoir recouvré la liberté grâce à une intervention de Doriot, sollicitée par Yves Dautin, un cousin de Mitterrand et accessoirement un des dirigeants du PPF. D'autres tireront de ce « blanc » de dix-huit mois un argument pour prétendre que si Mitterrand n'a pas été résistant dès 1940, c'est parce qu'il était plus ou moins collaborateur.

Contre ces rumeurs, l'homme politique réagira violemment, et Mitterrand affirmera toujours que, s'il a quitté les camps, c'est en s'évadant.

Pour nous y retrouver, nous allons confronter les versions établies par les amis de François Mitterrand d'après ses propres déclarations, mettre en évidence les quelques points convergents et, surtout, les innombrables différences. Par la suite, nous présenterons des témoignages de personnes qui, ne devant rien à François Mitterrand, éclaireront d'un jour assez particulier les « vérités » du Président.

Dans « Le Monde » du 10 mai 1981, l'actuel président de la République affirme : « Prisonnier de guerre, je me suis évadé deux fois, rencontrant au passage les tribunaux de guerre allemands et les commandos de discipline, avant de repartir pour la troisième, qui comme chacun sait, fut la bonne. »

Donc, Mitterrand s'est évadé deux fois sans succès, il a connu par deux fois les tribunaux allemands et les commandos de

discipline. Il « est reparti » une troisième fois. Nous verrons plus loin ce qu'il convient de penser de ces affirmations et de l'emploi des verbes « s'évader » et « repartir »...

Dans « Ma part de vérité » François Mitterrand est à peine plus précis : « *Tout prisonnier rêve de liberté, mais peu tentent de la conquérir. J'ai accompli deux ou trois actes dans ma vie qui n'ont dépendu que de moi. Le premier fut de m'évader d'Allemagne. Non sans mal (1)* » !

Le camp de Cassel

Mitterrand, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, a été capturé par les Allemands, le 14 juin, à l'hôpital de Bruyères. Il sera conduit ensuite à Lunéville et c'est de là qu'il partira avec des milliers d'autres prisonniers vers l'Allemagne, à Cassel précisément.

Nous savons, car tous ses biographes sont d'accord sur ce point, que sa première tentative d'évasion a eu lieu le 5 mars 1941.

Soit près de neuf mois après sa capture. C'est un délai bien long, pour qui « rêve de liberté ». Alors, pourquoi avoir tant attendu ? Par impossibilité de franchir les barbelés du camp ? A cause de la surveillance très étroite dont les prisonniers sont l'objet de la part des sentinelles allemandes ? Pour d'autres raisons ?

Charles Moulin, lui, présente une version différente : Mitterrand, à cette époque, était sur son lit de douleur et « *ne pouvais pas, malgré son énorme volonté, s'enfuir* ». Toujours cette fameuse blessure dont on n'est jamais parvenu avec certitude à établir la matérialité ni la localisation.

« *Dès la première heure, il a refusé. Sa blessure dont les séquelles se sont manifestées assez longtemps, la faiblesse qui s'en est suivie, l'ont retenu un bon moment, mais il n'a jamais songé qu'à rompre ses chaînes (2)* ».

Même son de cloche chez Claude Manceron, du moins dans un premier temps : « *Il commence sa captivité dans les pires conditions, épuisé, endolori — et soudain précipité en pleine jungle (3)* ».

Donc, et sans aucun doute possible, c'est la santé de François Mitterrand qui a été un frein à son désir d'évasion. Alors, comment expliquer la suite du récit de Manceron et la description qu'il fait des conditions de vie à l'intérieur du camp ?

« *Au sortir d'une jeunesse frugale, mais saine, préservée, sans la moindre angoisse — ou si l'on veut le réveil au contact brutal de la condition humaine toute crue... A chaque distribution de nourriture, on se bat à poings nus. Quand arrivent les premières boules de pain, certains sortent les couteaux. Mitterrand est choqué. Tout un univers de décence et de politesse s'écroule devant lui : la mince croûte de civilisation, sous laquelle on ne sait plus s'il y a l'homme ou la bête. Il n'a pas peur : quand il faut se battre, il se révèle très doué. On ne lui marche pas dessus impunément (4)* ».

Mitterrand « affaibli », Mitterrand « endolori », Mitterrand « blessé », mais Mitterrand qui se bat...

Souffrant ou combattant, le prisonnier ne restera au stalag IX A que quelques mois puisqu'en octobre 1940, il est envoyé avec nombre d'autres au stalag IX-C, près de Weimar, la patrie de Goethe, au commando 1515 « *où sont rassemblés quelque cent cinquante intellectuels, dont la majorité est constituée d'instituteurs et de prêtres (2)* ».

Au passage, Charles Moulin vient encore un peu dramatiser la situation de François Mitterrand : « *Il se retrouvera finalement, après avoir échappé à un camp de sous-officiers réfractaires, entre Rudolstadt et Weimar (2)* ».

Un camp de sous-officiers réfractaires ? Qu'a-t-il fait pour le mériter, lui qui est « épuisé, endolori » ? Si c'était vraiment le cas, ce n'est pas en commando que les Allemands l'auraient envoyé mais bien plutôt sur un hôpital. Moulin a un peu trop tendance à confondre camps pour intellectuels et prisonniers de guerre et camps de concentration. Détail, détail...

Mais Moulin de poursuivre : « *Le commando est installé dans une vieille minoterie lépreuse, inadaptée et sans confort, naturellement. Notre sergent est conduit dans une chambrée où il sera, lui septième, le troisième laïque face à quatre curés (2)* » Ah, ce « face à quatre curés » !... Le biographe attiré du président de la République semble le plaindre. On peut tout de même se demander en quoi il est insupportable de se retrouver dans la même chambrée que quatre prêtres, surtout lorsque l'on vient du milieu de François Mitterrand, que l'on est resté avec grand plaisir, de nombreuses années, au collège Saint-Paul d'Angoulême et que l'on s'est montré, suivant tous les témoignages y compris celui de sa fiancée du moment, un véritable mystique.

« *Dans ce commando, il retrouve les barrières, les gardiens (pourquoi auraient-ils disparu ?), le froid, la faim mais aussi une vie communautaire rythmée par les départs au travail et les retours. C'est un nouveau problème : il n'accepte pas le travail des prisonniers (2) !* »

Mitterrand refuse de travailler. Et on veut nous faire croire que c'est justement en camp qu'il a connu le socialisme et comme le dit Manceron : « *La grande faille que cet été ouvre dans sa vie marque son adhésion, encore informulée, à la gauche : parce que la gauche, c'est de ne pas supporter qu'un intérêt quelconque passe avant l'intérêt de tous (2)* ». Moyennant quoi, Mitterrand laissera ses camarades de captivité faire le travail à sa place.

C'est aussi en captivité, au commando 1515, qu'il va faire la connaissance de Bernard Finifter, lequel lui restera fidèle par la suite. Cela dit, la première rencontre ne ressemble en rien à un coup de foudre puisque Moulin lui-même décrit François Mitterrand : « *C'est un client insolent et quelque peu prétentieux* ». C'est du moins en ces termes que Finifter a rapporté cette première rencontre.

Mitterrand tire au cul

Mais il y a plus intéressant. En ce qui concerne le refus de Mitterrand de travailler, Finifter écrit : « *Pour lui, c'est le symbole de l'esclavage, alors il se planque, tire au cul, montre le maximum de mauvaise volonté...* »

Mais cette mauvaise volonté de Mitterrand, Manceron la récuse : « *Guéri mais encore affaibli (tiens...), Mitterrand est affecté à un commando de deux cents prisonniers (Moulin n'en comptait que 150...) qu'on baptise commando des intellectuels... et qu'on utilisera judicieusement tout l'hiver à paver les routes de Thuringe... Quatre mois de neige, de gel, avec aux pieds des chaussettes russes improvisées (3)* ».

En présentant les choses de cette manière, Manceron tente de faire accroire la version selon laquelle Mitterrand, avec les autres intellectuels, a passé quatre mois à paver les routes de Thuringe, et ce malgré des conditions climatiques excécrables. Mais ne nous avait-on pas assuré qu'il refusait tout travail ?

Alors, qui dit vrai ? Une fois encore le doute subsiste...

Avant d'en terminer avec la captivité de François Mitterrand, du moins sa première, il convient de relever dans le témoignage de Charles Bonnet, alias Charles Moulin, une erreur de taille.

Dans sa déposition pour le dossier des prisonniers de guerre et déportés, Moulin déclare sur sa propre incarcération en



Prisonniers, mes amis et
mes enfants, je pense à vous
avec toute mon affection et
je vous félicite du noble
courage dont vous faites
preuve en attendant le
jour où il me sera donné
de vous accueillir à
votre retour dans la
Librie.

29 octobre 1941

André Figueras

Bien avant la France libre, Vichy comprend la puissance potentielle des prisonniers de guerre. Faute de mieux, le Maréchal ne manque pas de leur adresser ses vœux.

Allemagne : « J'ai été affecté, après plusieurs tentatives d'évasion au stalag XI B à Fallingbomel, près de Hanovre en décembre 1940... Nous réfléchissons... et nous constituons progressivement un groupe dans ce dessein avec trois camarades : André Ulmann, Pierre Lemoign, Philippe Duprat-Geneau et moi. »

Et de poursuivre : « Ayant réussi à me faire passer pour malade, ainsi que Ulmann, Duprat-Geneau et Lemoign, je suis envoyé au stalag XI A à Altengrabow, près de Magdebourg. »

Ils seront tous rapatriés en avril 1943, alors que François Mitterrand est en France, du moins selon ses propres dires, depuis plus de dix-huit mois.

Eh bien, cela n'empêche pas Charles Bonnet, devenu Moulin pour cause de biographie présidentielle, de dire dans son « Mitterrand intime » : « Sa peine purgée, Mitterrand a la surprise de retrouver dans le camp l'abbé Delobre et Charvet qui ont quitté le commando après lui et ont tenté sans plus de succès de fuir par le nord. Avec eux, il découvre Pierre Lemoign... »

Moulin pourra-t-il expliquer un jour, comment François Mitterrand a pu rencontrer Pierre Lemoign, alors que celui-ci était au même moment avec lui, Moulin, dans le stalag XI B, à 400 kilomètres de là.

Première évasion

La première évasion de Mitterrand, qui n'aura aucun témoin capable de dire : « J'étais dans ce camp, j'ai connu un certain Mitterrand François, un jour on ne l'a plus vu », est décrite d'une manière assez concordante par tous les biographes du président. Quelques divergences quant aux villes traversées et à l'itinéraire suivi, quelques confusions de noms, mais rien de bien significatif au demeurant.

Il est cependant une chose que l'on peut tenir pour certaine : François Mitterrand n'est pas parti seul. Il était accompagné dans sa longue marche par l'abbé Leclerc, lui aussi détenu dans le même stalag que François.

André Figueras a eu, il y a quelques années, la curiosité de rechercher le compagnon de cavale de Mitterrand. Las ! Celui-ci, devenu après la Libération, curé de Saint-Pourçain-sur-Sioule, est mort en 1965. Impossible donc de recueillir de sa bouche des souvenirs qui aideraient à reconstituer le périple des deux hommes.

Il faudra donc nous en tenir à la version des amis du Président avec toutes les réserves, étant donné leur facilité à mentir ou à enjoliver la réalité.

Cette première évasion a eu lieu le 5 mars 1941.

Écoutons Claude Manceron : « Les camarades leur procurent des défroques civiles relativement acceptables — et les aident, au petit matin du 5 mars 1941, à prendre l'escampette de la manière la plus simple : en disparaissant dans la nuit encore épaisse, en marge du commando qui se rend au travail au dehors du camp (3). »

Si cette version est exacte, elle détruit la thèse de Moulin selon laquelle Mitterrand aurait toujours refusé de travailler car il n'est pas concevable que Mitterrand et l'abbé Leclerc aient pu accompagner le commando qui s'en allait « paver les routes de Thuringe », si eux-mêmes n'en faisaient pas partie. Mitterrand serait donc revenu sur sa décision... « Ils vont marcher, ajoute Manceron, vingt-deux nuits sans rencontrer personne, autrement que des passants furtivement croisés, d'Iéna aux bords du Rhin... Une fierté : les cartes improvisées se révèlent suffisantes. Ils traversent la Thuringe, la Bavière, la (?) Wurtemberg, débouchant à l'extrémité du grand duché de Bade. Ils ont réussi à éviter les grandes villes de Saafeld, Wurtzbourg, Rothenbourg, Sigmaringen. »

» Le 26 mars ils arrivent à une lieue de la Suisse, épuisés, pleins de joie et sûrs d'eux et commettent leur première erreur de parcours. Un village près de la frontière, Egesheim, les sépare encore de la liberté. Ils le traversent avant que la nuit ne soit complètement tombée. Ils butent sur des passages visiblement trop gardés : là leurs cartes improvisées ne servent plus à rien. Ils retournent sur leurs pas et trouvent un village en émoi. Les habitants sont dans la rue avec des chiens et des fourches. Un bon Allemand les a repérés au premier passage ;

tous les bons Allemands du bourg les attendent au second. Nul besoin de Gestapo ou des SS. C'est une simple question de patriotisme. La poursuite ne dure pas longtemps : ils ne sont plus capables que de tituber. On les reprend, et on les enferme, sans sévices, dans la prison civile d'un petit bourg voisin : Spechingen. Six mois de calculs, vingt-deux jours d'aventure pour rien (3). »

Cela constitue, rappelons-le, la version officielle de la première évasion de François Mitterrand en compagnie de l'abbé Leclerc.

On comprend très mal alors la relation faite par Jean Védérine, au nom du président de la République, et qui en certains points contredit cette thèse. Souvenons-nous que si c'est Védérine qui a

important puisqu'il s'agit de l'arrestation de François Mitterrand, les deux biographes soient en désaccord quant au lieu, aux circonstances et même sur l'heure de leur capture...

Charles Moulin, quant à lui, donne une version qui, si elle ressemble beaucoup aux deux premières, comporte quelques lacunes et rajouts.

Par exemple, le départ du camp. Pour Moulin, « ils sont partis dans leurs costumes civils sombres et verdâtres » alors que Manceron précise que ce sont des vêtements qu'on leur a donnés. Légère imprécision ! En revanche, Moulin narre différemment leur fuite : « Un appel truqué, avec l'aide d'un Allemand, ancien légionnaire, empêche que l'alerte soit donnée tout de suite, leur absence ne sera découverte qu'au commando, le soir. »

Qui est ce légionnaire ? Que fait-il comme surveillant de camps de prisonniers ? Son nom ? Toutes précisions qu'on n'obtiendra jamais...

Quant au jour de l'arrestation : « C'est le 25 mars 1941 ».

Qui croire alors puisque Manceron affirme qu'il s'agissait du 26 mars au soir, Védérine, le même jour mais à l'aube, et Moulin, la veille au soir ?

Toujours ces maudites confusions...

Héros de stalag ou planqué ?

Mitterrand est donc repris. Une fois de plus, ses biographes ne sont pas d'accord sur son nouveau lieu de détention. Pour Charles Moulin : « Le lendemain, un Feldwebel les conduit à la prison de Spaichingen, un gros bourg au-dessus du Danube, d'où, après des semaines d'attente, un train militaire les amènera au camp de Ziegenhaim. Par châtiment les deux complices feront d'abord huit jours de cellule (2). »

Donc, Mitterrand et l'abbé Leclerc restent des semaines à Spechingen, et sont ensuite ramenés à Ziegenhaim, c'est-à-dire au stalag IX A. Rappelons-nous que c'est justement dans ce stalag que Mitterrand avait été conduit après sa capture et ce, avant d'être transféré au stalag IX C, au commando 1515.

Jean Védérine, lui, voit les choses différemment : « Ils sont internés à la prison de Spaichingen avant d'être transférés à la prison du stalag IX C, à Bad-Sulza. Après la cellule, François Mitterrand retrouve le régime du stalag et entreprend la préparation d'une nouvelle évasion. Mais il est transféré au stalag IX A où il avait été placé initialement. »

Il y a donc une grande différence entre ces deux versions. Pour Moulin, Mitterrand est conduit directement au stalag IX A où il effectue huit jours de cellule, tandis que selon Védérine, il reste un certain temps au stalag IX C avant son nouveau transfert. Durée de ce séjour ? le temps d'entreprendre « la préparation d'une nouvelle évasion ».

Comment départager ces deux biographes ? Claude Manceron peut-être ?

Hélas non. Comme il en a l'habitude, Manceron survole :

« Mitterrand aboutit de nouveau au stalag IX A » ! Pas un mot de plus. Pas un mot de moins. C'est un peu court, jeune homme !

Quelles vont être les activités de François Mitterrand durant les huit mois qui vont précéder sa nouvelle évasion ?

Pour Charles Moulin, Mitterrand va consacrer l'essentiel de son temps à raffermir le moral de ses compagnons. « Il s'occupe du journal du camp : « l'Ephémère », dans lequel on retrouve plusieurs fois sa signature. Il demande à ses camarades de prendre conscience de leurs forces : « Nous ne sommes pas, écrit-il, à ce point démunis qu'il ne reste chez nous des esprits nets et des muscles solides. Chercher des raisons, travail de philosophe ou d'historien ; mais il s'agit de vivre le présent,



Il faut « croire en nous », écrit Mitterrand dans le journal du stalag IX A. Déjà le pluriel de majesté ?

décrit dans le dossier « Les prisonniers de guerre et la Résistance » l'activité de Mitterrand, ce dernier n'en a pas moins confirmé l'essentiel de la manière suivante :

« J'ai pris connaissance de la relation que Jean Védérine a faite, pour le dossier PG-Rapatriés qu'il réunit, de mon activité de prisonnier de guerre évadé, de mars 1942 à novembre 1945. Ce récit n'est pas exhaustif, mais je n'y relève pas d'erreur et j'en autorise l'insertion dans le dossier PG-Rapatriés. »

A Paris, le 24 novembre 1978

François Mitterrand

« Je n'y relève pas d'erreur ». Que doit-on alors penser des phrases suivantes ? « Ils arrivent à trente kilomètres de la frontière suisse, épuisés et manquant de vivre. Décidés d'en finir, ils continuent leur marche, même après le lever du soleil, contrairement à leurs habitudes. Ils se trompent de route et sont repérés, repris à Egesheim et internés à la prison de Spechingen »...

Passons sur l'erreur dans l'orthographe de la ville où ils ont été transférés pour nous attacher à l'heure de leur arrestation et le motif.

Pour Manceron, elle a lieu « avant que la nuit ne soit complètement tombée ». Selon Védérine, « après le lever du soleil ».

Quand à la distance qui les sépare de la frontière suisse : « une lieue » selon Manceron, « trente kilomètres » pour François Mitterrand via Jean Védérine.

Manceron affirme aussi que c'est lorsqu'ils « retournent sur leurs pas » qu'ils sont arrêtés, « les habitants sont dans la rue avec des chiens et des fourches » tandis que Védérine, lui, penche pour la thèse « ils se trompent de route et sont repérés. »

Il est tout de même étonnant que pour ce passage, très

dégagés d'un passé qui nous colle à la face... Pour nous il n'y aura pas de création sans cette suprême audace : croire en nous (2). »

Mitterrand rassembleur, Mitterrand héros de stalag. Mais alors que signifie la version de Claude Manceron : « La pagaille de l'année précédente n'est plus qu'un lointain souvenir ? le sens de l'organisation germanique a eu tout le temps d'établir là un grand camp modèle, solidement entouré de barbelés et surveillé par des miradors. Affecté à l'infirmerie il (Mitterrand) peut se procurer quelques marks et des vêtements (3). »

A bien le comprendre, Mitterrand aurait plutôt été du genre planqué... à l'infirmerie.

Cette situation dure huit mois. Le moins que l'on puisse dire c'est Mitterrand prend son temps et ce, malgré les efforts de ses biographes, pour nous le faire apparaître comme un champion des évasions.

Le 28 novembre 1941, Mitterrand n'y tient plus. Il se relance à l'aventure, accompagné de deux camarades...

Écoutons Jean Védrine : « Il a mis au point un nouveau plan. Avec deux compagnons, Barin et Levrard, vêtus de complets taillés dans des couvertures de rayonne, il s'évade à nouveau. Ils franchissent tous les trois les barbelés en s'aidant d'une échelle entre deux rondes et dans une zone que ne balayent pas les projecteurs des miradors et qui est protégée de la vue des sentinelles par un transformateur récemment construit. Le bruit les trahit : hurlement des sentinelles, fusées, tirs, battues. Barrin est repris, les deux autres passent et ne se retrouvent pas. Levrard arrivera à Paris, empruntant des trains vers l'ouest, François Mitterrand parvient jusqu'à Metz. »

Version de Manceron : « Nuit noire. En principe, le pourtour des barbelés est constamment balayé par des faisceaux lumineux. Mais les prisonniers ont repéré la construction récente d'un transformateur, au bord de l'enceinte, dont la silhouette fait ombre un court instant. Il s'agit de se blottir dans cette surface, d'appuyer une échelle — dérobée aux ouvriers — sur le transformateur, et de sauter entre deux passages de sentinelles, et deux éclairs du phare. Les barbelés sont hauts de quatre mètres. Les trois hommes se reçoivent tant bien que mal mais le bruit les trahit. Alerte, fusées traçantes. Hurlements des cerbères. Levrard qui sautait le premier, a eu le temps de disparaître. Barin, deuxième, se fait prendre. Mitterrand, qui vient de sauter le dernier, traverse la route et se cache sous un pont, dans l'eau jusqu'à mi-corps. Barin jure qu'ils étaient deux seulement. Et il est cru. Après une heure éprouvante, les patrouilles se dispersent et les projecteurs de renfort s'éteignent. Mitterrand jaillit entre deux rondes et prend à l'aube un petit train d'ouvriers où personne ne fait attention à lui (3). »

Ce récit de Claude Manceron appelle plusieurs réflexions. Tout d'abord, à la différence de Védrine, il affirme que les trois hommes sont passés par le transformateur pour sauter les barbelés. Ensuite, on apprend que Barin, sautant le deuxième, se fait reprendre immédiatement tandis que Mitterrand saute le dernier, peut traverser la route. Si Barin se fait reprendre alors qu'il était en train de sauter, comment Mitterrand n'a-t-il pas été repris lui aussi ?

Quant à la dernière précision, la station dans l'eau glacée pendant une heure, elle est rocambolesque. Mitterrand reste dans l'eau une heure, le 28 novembre 1941, et prend ensuite le train, tranquillement sans que personne ne remarque le jeune homme complètement trempé. A moins que François Mitterrand n'ait franchi les barbelés en tenue d'Adam et ne se soit vêtu qu'ensuite.

Et Charles Moulin, qu'en pense-t-il ? « La fuite à pied est trop longue et trop risquée. Il faut prendre le train muni de papiers de travailleur civil préalablement fabriqués. Lentement tout s'organise et son ami Charvet qui part en commando

disciplinaire lui laisse son vieux costume des évasions précédentes. Enfin il est indispensable de trouver la meilleure formule pour quitter le camp : c'est ardu car il faut franchir le cercle des barbelés dominé par des miradors garnis de soldats, de projecteurs, de mitrailleuses... L'hiver est venu quand trois hommes se laissent enfermer dans le Vorlager, cette partie avancée du camp où sont les services allemands, pour courir le beau risque.

» Soudain un homme saute, puis un second, puis un troisième, le bruit a été entendu, les projecteurs éclairent le terrain, les mitrailleuses entrent en action. Levrard le premier, Barin le second sont repris, seul Mitterrand a pu foncer assez loin pour être à l'abri et a pu déjouer les poursuivants en se cachant sous l'arche d'un pont (2). »

Une fois encore, nous nous trouvons en présence de contradictions graves et d'un mensonge manifeste au moins :

Qu'est devenu Levrard ?

Védrine : « Levrard arrivera à Paris empruntant des trains vers l'ouest. »

Manceron : « Levrard, qui sautait le premier, a eu le temps de disparaître. »

Moulin : « Levrard le premier et Barin le second, sont repris. »

Voilà comment on récrit l'histoire.

Mitterrand, quel salaud ! »

A ces versions, si visiblement contradictoires, s'en ajoutent d'autres plus concordantes.

En mars 1981, des reporters de « Minute » sont allés à la recherche des témoins ayant connu Mitterrand pendant cette période. « Aucun des rescapés du stalag IX A rencontrés par nos reporters ne se souvient de cette évasion spectaculaire, qui aurait dû alimenter longuement le folklore du camp et exalter les imaginations. Ils se souviennent, en revanche, que Barin, le seul dont les trois historiens s'accordent à dire qu'il fut repris, s'est évadé seul et s'est rendu en Hongrie où il a attendu la fin de la guerre. »

Un autre compagnon d'infortune rencontré par « Minute » raconte : « Moi, je m'étais évadé au mois de mai ; je n'étais plus là quand cette scène s'est produite. Tout ce que je sais, c'est que plus tard, en zone libre j'ai rencontré un ancien camarade du stalag, qui avait suivi le même chemin que moi, et il m'a dit : « Mitterrand, quel salaud ! »

Sur quoi peut bien se fonder une telle appréciation ? On retrouve ici une des rumeurs selon lesquelles les papiers d'ouvrier italien (détail rapporté par Claude Manceron) auraient été « fauchés » à un de ses camarades, l'évadé ayant pris tout simplement la place d'un autre chercheur de liberté.

Quoi qu'il en soit, seul ou avec Levrard, avec de faux papiers lui appartenant ou ayant été « empruntés » à quelqu'un d'autre, Mitterrand parvient sans difficultés à Metz.

Et là que fait-il ?

Il s'installe à l'hôtel... Tout simplement.

Moulin : « Par chance, il peut, sans se faire remarquer, quitter la gare. Tout heureux, mû par un vieux réflexe bourgeois, il cherche un hôtel... Tout naïvement donc, il va coucher à l'hôtel Cecilia mais la fausse identité de travailleur italien n'a pas convaincu sa logeuse et, au petit matin, la police allemande vient le cueillir au lit. » (2)

Manceron : « Le fugitif débarque à Metz... N'importe quel hôtel sera le bon. L'hôtesse est méfiante mais il paie d'avance. Et il a de faux papiers de travailleur italien travaillant en Allemagne, parfaitement en règle. Cette première nuit de liberté

est malheureusement écourtée : l'hôtesse l'a dénoncé à la police allemande mais ne le remboursera pas pour autant (3). »

Notons au passage que Manceron parle de sa première nuit de liberté alors que selon toute vraisemblance il s'agit de la deuxième au moins. Comment un homme empruntant des *petits trains d'ouvriers*. Peut-il couvrir cinq cents kiloinètres dans la journée ?

Cette installation de François Mitterrand dans un hôtel à Metz ne laisse pas de surprendre. Rappelons-nous que Metz est alors en territoire germanique. Il ne s'agit même pas de la zone occupée mais bien du « grand Reich allemand ». Quelle imprudence alors, si ayant quitté la France un an et demi auparavant, notre Latude ne se renseigne même pas sur les conditions de cette occupation allemande.

Il est donc repris une seconde fois !

La troisième fois...

Sa dernière évasion est la plus sujette à caution. En effet, les doutes ne manquent pas et, depuis des années déjà, la rumeur veut qu'il ne se soit jamais évadé une troisième fois. La version de ses hagiographes ne fait que renforcer le doute.

Pourtant, quand en 1946 Mitterrand s'est présenté devant les électeurs de la Nièvre, il rédige la profession de foi suivante :

François Mitterrand,
Editeur, docteur en droit
Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques
Chevalier de la légion d'Honneur
Croix de guerre (2 citations)
Prisonnier de guerre évadé (2 évasions).

Passons sur le fait que ses hagiographes lui accorderont la rosette de la Légion d'honneur alors qu'il ne revendique que le grade de chevalier, mais que penser de ce chiffre de *deux évasions* ?

Comment expliquer qu'un document aussi capital qu'une profession de foi contienne une telle erreur ? Tout simplement en supposant qu'il ne s'agit pas d'une erreur.

Expliquons-nous : il n'est pas vraisemblable qu'il s'agisse d'une faute d'impression, elle aurait été corrigée. C'est donc bien « deux évasions » que Mitterrand a voulu écrire.

Or, aujourd'hui, il en dénombre trois (« Le Monde », 10-11 mai 1981) ou plus exactement il écrit : « je me suis évadé deux fois... avant de repartir pour la troisième, qui comme chacun sait fut la bonne. »

Faisons un peu de critique de texte : Mitterrand, écrivain soigneux, écrit : « avant de repartir pour la troisième ». La troisième évasion ? Ce serait une incorrection de style puisque le mot évasion ne figure pas dans la phrase. Le seul mot de la proposition précédente qui puisse faire l'objet d'une ellipse, c'est « fois ». Mitterrand veut donc écrire : « avant de repartir pour la troisième fois. »

Repartir pour la troisième fois et s'évader pour la troisième fois, ce n'est pas la même chose.

Maintenant, revenons en 1946, époque de rédaction de la profession de foi.

On sort de la guerre, on est en pleine obsession résistancialiste. Personne ne peut briguer le moindre suffrage s'il n'excipe pas au moins d'un séjour en camp de prisonnier, d'une déportation, d'un certificat de résistance, d'une médaille quelconque ou d'une évasion.

Et l'on croirait que Mitterrand, évadé trois fois, néglige un exploit pareil dans son palmarès. Cette modestie serait en contradiction formelle avec le reste de ladite profession de foi qui, au contraire, fourmille d'embellissements : Mitterrand se

dit éditeur alors qu'il n'est que directeur de journal et docteur en droit alors qu'il n'a pas ce diplôme.

Dans ce droit fil, il aurait dû revendiquer quatre évasions au lieu de deux.

Et s'il fait preuve d'une telle réserve, n'est-ce pas justement parce qu'à l'époque, les faits étant tout frais et les témoins vivants, la confusion est impossible à entretenir entre une « évasion » et un « départ » sans risquer un démenti cinglant ?

Or, que nous dit Henri Coston dans son « Dictionnaire de la politique française » ? « *Des adversaires politiques prétendent qu'il aurait été libéré sur une intervention de Jacques Doriot alerté par Yves Dautun, cousin de Mitterrand et dirigeant du PPF (6).* »

La légende, invérifiable, assure d'ailleurs que Mitterrand aurait remercié le fondateur du parti populaire français, ultracollaborationniste et ex-cagouillard, Jacques Doriot, en lui adressant une lettre datée de 1943 dont Antoine Pinay aurait conservé une copie.

Une chose est certaine, en tout cas : malgré deux évasions et un « départ » (peut-être justement à cause de ce « départ »), Mitterrand ne reçut jamais la médaille des évadés. Et curieusement cet amoureux des décorations, qui demanda et obtint la Francisque puis la Légion d'honneur, ne fit jamais valoir sa candidature pour cette décoration pourtant prestigieuse. Mais attribuée après enquête...

Cette lacune n'arrête pas les hagiographes du Président. Le récit de la troisième évasion (on ne parle plus de départ) les fait rivaliser de lyrisme dramatique.

Moulin : « *Dans ce nouveau camp de prisonniers il n'y a que des chevrons de l'évasion à qui les Allemands mènent la vie dure avant de les envoyer dans des camps disciplinaires. La situation est mauvaise, les possibilités d'évasion presque nulles. Le camp est bien gardé et les soldats ont la détente facile et puis, vêtus de treillis marqués d'énormes lettres KG, (les prisonniers) sont très repérables. (2)* »

Et de poursuivre : « *Mitterrand se renseigne auprès du chef français du camp, un récidiviste nommé Balland qui lui explique les risques mais lui donne un point de chute et un mot de passe. Cela suffit pour un homme décidé à jouer au poker de la vie, le tout pour le tout... Il s'approche le plus possible et soudain bondit et franchit l'obstacle. Les Allemands sont surpris et réagissent vite. Ils tirent par rafales, puis, très vite, une patrouille s'élance à sa poursuite (2).* »

Manceron : « *Dix jours à peine après avoir été repris, Mitterrand joue le tout pour le tout — encore au matin. Le sommeil et le froid engourdissent les gardiens, c'est sa toute petite chance puisqu'il n'est pas question de partir sans se faire voir ni d'escalader les barbelés, un seul point de l'enceinte est franchissable en quelques mouvements : la grande porte du camp. C'est donc vers elle qu'il se dirige en se joignant à une corvée d'homme qui circule à l'intérieur. Arrivé près de la porte, il fonce, se hisse, monte et saute de l'autre côté au moment où l'alarme est donnée. Balland s'est arrangé pour couvrir son évasion par des mouvements apparemment affolés de prisonniers qui sèment la confusion. Maintenant il n'y a plus qu'à courir à mort sans chercher de détour. La nuit est très tardive à l'heure allemande d'hiver. A sept heures, pleines ténèbres. Les Allemands tirent au jugé, les balles sifflent. Mais le temps qu'ils mettent à faire feu retarde encore la poursuite déjà ralentie par leur fournement. Il arrive à gagner du terrain, les sentinelles ne tirent plus parce qu'elles ne voient plus rien (3)... »*

Védrine, « *Sur les indications de Galland (rappelons que dans le rapport Védrine, Mitterrand n'a relevé aucune « erreur ». Or Galland s'appelle en réalité Balland. Passons...), l'homme de confiance du camp... François Mitterrand s'évade*



Un épisode reconstitué de « Super-François contre le III^e Reich » : en s'aidant d'une échelle — tout de même... — Mitterrand franchit des barbelés de 4 mètres de haut, lors de sa deuxième évasion. Dessin de Le Goff.

une troisième fois. Il profite d'une corvée passant à sept heures du matin, donc de nuit, du camp français au camp allemand, franchit la grille d'enceinte près des sentinelles qui ne voient presque rien, s'alertent trop tard et tirent dans le vide. »

Récapitulons : Mitterrand est un récidiviste de l'évasion : deux tentatives dont une avec usage de faux papiers. Manceron écrit : « Récidiviste, il risque gros, classé dans la catégorie des gaillards à mater... et chacune de leurs allées et venues est suivie, même à l'intérieur du camp, par des pandores, prêts à faire feu, le doigt sur la détente de la mitrailleuse... »

Sur quoi l'on prétend nous faire avaler que ce professionnel de l'évasion, ce gaillard à mater, suivi dans tous ses déplacements même à l'intérieur du camp par des pandores prêts à faire feu, va pouvoir, dix jours à peine après avoir été repris, se mêler, sans être vu par les fameux pandores, à une corvée qui circule entre le camp français et le camp allemand, courir, sans essuyer un coup de feu, vers une grille (une porte), l'escalader à la barbe des gardiens, sauter et parcourir suffisamment de terrain pour que les coups de feu ne l'atteignent pas !

Pour n'importe quel ancien prisonnier récidiviste de bonne foi, cette scène est du roman chez la portière. A l'époque, les

récidivistes étaient jugés, condamnés et sévèrement punis, ainsi qu'en témoigne une correspondance adressée à l'auteur par un ancien codétenu de Mitterrand :

« François Mitterrand, prisonnier de guerre au stalag IX A, situé à Ziegenhein en Allemagne, prétend avoir raté ses deux premières évasions. C'est possible, mais je serais curieux de savoir le numéro des commandos d'où il s'est évadé les deux fois, et quelles furent les sanctions appliquées contre lui pour la première et pour la deuxième évasion.

» Fin 1940 et début 1941, la sanction était de vingt et un jours de prison (cellule) pour la première évasion, ensuite c'étaient deux mois de commando disciplinaire.

» Pour la deuxième évasion manquée, c'était le commando disciplinaire à perpétuité et il n'était pas facile de s'en évader.

» Quoi qu'il en soit, à dater du mois de mai 1942, tous les récidivistes furent expédiés dans un camp de représailles en Ukraine, près de Lwov, au lieu-dit Rawa-Ruska. Je m'étonne donc que François Mitterrand ne se soit pas trouvé parmi nous à proximité des Karpates. »

Reste qu'à l'évidence, Mitterrand a bel et bien séjourné dans le camp de Boulay. Et qu'il en est parti.

Dans quelles circonstances exactes ? Le reporter Jacques Tillier parvint à l'établir avec le témoignage de la principale intéressée, Maya Baron, qui recueillit l'évadé.

Voici ce que Tillier écrivait en avril 1974 : « *Voilà le beau François admis une nouvelle fois parmi les privilégiés : on l'envoie comme jardinier à l'hôpital du village (de Boulay), poste paisible s'il en est et bien fait pour favoriser la méditation... un beau matin de décembre, quelques jours avant Noël, le jardinier Mitterrand pose tranquillement sa pelle et son rateau, pousse la grille du jardin de l'hôpital, descend la rue, tourne à droite, arrive place de la République, passe devant la papeterie de Maya Baron... il n'y entre pas, sans doute parce qu'il fait jour et qu'il est plus prudent de ne pas trop la compromettre. Il poursuit donc son chemin, enjambe un petit muret, pénètre dans un jardin, s'enferme dans une remise et attend.* »

« *Les deux vieilles demoiselles à qui appartient la remise comprennent de quoi il s'agit et courent prévenir Maya. C'est son job à elle. Elles le savent très bien. Maya avait justement deux autres évadés à acheminer vers des lieux plus oxygénés, un de plus, un de moins, François fera le troisième.* »

On est loin de la version Manceron : « *Le fuyard arrive aux premières maisons du bourg, à gauche il aperçoit en effet le bar-tabac de la dernière chance (encore un détail : le bar tabac était une papeterie...).* »

« *Mais tout est foutu : il est trop tôt. La boutique est encore fermée. Dans quelques secondes, ce sera fini. Au moment où Mitterrand arrive à la hauteur du bar-tabac, un grincement se fait entendre, on commence à lever le rideau de fer. En ces folles années, la folie avait quelquefois raison. Il s'est jeté sous le rideau, il apparaît à quatre pattes, essoufflé, hirsute, à une petite Lorraine de dix-sept ans (toujours un détail : Maya a vingt-trois ans) nullement décontenancée qui semble entraînée à ce genre d'aventure : elle s'appelle Maya Baron... elle n'a eu que peu de gestes à faire pour baisser le rideau entrebâillé. Les soldats passent à toutes jambes une minute après (7) ... »*

Outre que Maya Baron, trente ans plus tard, dément catégoriquement cette version, elle est, on l'a vue, hautement invraisemblable.

Mais, diront les sceptiques, s'il est incroyable qu'un récidiviste puisse s'évader ainsi, il l'est encore plus qu'il soit affecté au jardinage dans un hôpital, comme le prétend Tillier.

C'est vrai.

Sauf si le prisonnier Mitterrand a été pistonné par des amis haut placés. Un cousin ami de Doriot ou une sœur en relations avec des officiers allemands. Des amis qui ont pu obtenir, non pas une libération, bien sûr, mais au moins une détention adoucie.

Que Mitterrand met à profit pour s'évader. Ou pour repartir... Gardant ainsi sa liberté de nier à jamais qu'aucune aide lui ait été apportée par de vils collaborateurs dans cette héroïque entreprise. Mais ne pouvant, sans risque d'être démenti par

Balland, Maya Baron, ou autre témoin survivant, affirmer clairement qu'il s'est « évadé ».

D'où l'astucieux emploi du verbe « repartir ».

En réalité, Mitterrand n'a jamais livré sur lui-même et sur son histoire que des bribes lapidaires d'informations vagues. Exemple, le récit de sa guerre dans « Le Monde » : « *En 1939, j'étais soldat du premier jour, de la première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là avec, soldat de deuxième classe puis modeste sous-officier, la croix de guerre, deux citations dont une à l'ordre de l'armée et quelques éclats d'obus dans le corps.* » Dans le style elliptique, l'air de ne pas y toucher, on fait difficilement mieux. D'autres auraient pondu des volumes là-dessus.

Et justement, d'autres ont pondu des volumes. D'autres qui s'appellent Védérine ou Manceron, ou Moulin.

Et que lit-on, dans tous les cas, au détour de ces biographies adoratrices ?

Védérine : « *En raison de nombreuses obligations et de fréquentes absences, François Mitterrand n'a pu rédiger lui-même le témoignage de son activité de PG évadé de mars 1944 à novembre 1945 (dates absolument fantaisistes qui ne s'expliquent vraiment que par une espèce de précaution sournoise : on pourra toujours prétendre en cas de besoin cet exemple à l'appui que les mensonges sont des coquilles). Le texte ci-dessus contenant treize pages que j'ai paraphrased est établi sous ma responsabilité : il résulte essentiellement de l'analyse de nombreux ouvrages et interviews cités en annexe* » (en réalité, le document ne présente aucune annexe...).

Moulin : « *J'ai connu et rencontré bien des acteurs de la vie publique, ses collaborateurs, ses amis ; j'ai écouté et j'ai interrogé ; j'ai compilé une foule de textes depuis des années, les siens et ceux des commentateurs.* »

En d'autres termes : pas un seul des biographes de Mitterrand ne dit clairement : j'ai interrogé François. Il m'a répondu ceci. Pas une seule fois l'intéressé n'est pris à témoin de sa propre épopée.

Si bien qu'aujourd'hui, lorsqu'on lui oppose l'ébouriffant fatras de contradictions, d'erreurs de noms, de dates, de lieux et de circonstances, de confusions, d'inventions pures et simples, d'impossibilités fondamentales qui finissent par rendre son passé inextricable et qui n'aboutissent qu'à empêcher toute investigation sérieuse sur Mitterrand soldat, Mitterrand prisonnier, Mitterrand évadé, Mitterrand fonctionnaire de Vichy, Mitterrand résistant, Mitterrand président de la République peut parfaitement reprendre à son compte la maxime du cardinal de Richelieu : « *Savoir dissimuler est le savoir des rois.* »

(1) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Ed. Fayard.

(2) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Ed. Albin Michel.

(3) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Ed. Robert Laffont.

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Ed. Stock.

(5) Franz-Olivier Giesbert, « François Mitterrand », Ed. du Seuil.

(6) Henry Coston, « Dictionnaire de la politique française », chez l'auteur.

(7) Témoignage paru dans « Minute ».



L'évasion de Boulay : Mitterrand se glisse sous un rideau de fer à demi levé pour échapper à ses poursuivants. Mais Maya Baron, qui recueillit le fuyard, dément aujourd'hui cette version.

Dessin de Le Goff.

Sa carrière à Vichy

QUAND IL RÉSISTAIT A LA RÉSISTANCE



Entre
les deux
mon cœur
balance...
Dessin
de
Vassiliev.

EN mai 1942, François Mitterrand arrive à Vichy, capitale de l'Etat français et de la collaboration. Il y restera dix-huit mois, investi de fonctions officielles précises : employé au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre, vice-président des comités d'entraide puis délégué au service national des étudiants dépendant du Commissariat à la Jeunesse.

Au cours de cette période, il recevra la Francisque, décoration créée par le maréchal Pétain pour récompenser ses fidèles.

Ce sont les faits.

On peut leur donner toutes les interprétations imaginables. Les uns affirmeront que Mitterrand, comme beaucoup de jeunes Français nationalistes de son époque, s'est tout naturellement coulé dans le moule de Vichy.

D'autres soutiendront qu'il n'a accepté de remplir ces fonctions que pour couvrir des activités de résistance.

On verra que la vérité est, comme toujours, difficile à établir.

Un peu court, jeune homme

Qu'en dit l'intéressé lui-même ?

« Rentré en France, je devins résistant », écrit-il dans « Ma part de vérité ». Si, comme certains le pensent, le talent consiste à faire court, il faut reconnaître en Mitterrand un prodigieux écrivain. S'autoriser, dans une œuvre autobiographique, une ellipse de dix-huit mots, c'est véritablement témoigner d'un sens fulgurant du raccourci.

En effet, Mitterrand, après son évasion, arrive en France en

décembre 1941. Janvier 1942 le trouve à Saint-Tropez, se reposant chez des amis où il restera jusqu'en mai.

Commence-t-il aussitôt à résister ? Point ! Et pourtant, la période et l'endroit sont propices.

Le 1^{er} janvier 1942, Jean Moulin est parachuté à côté d'Arles, il se rend à Marseille où il rencontre Henry Frenay, chef du réseau « Combat », dont il obtient le rattachement à Londres.

Il contacte Aubrac à Lyon, le réseau « Franc-tireur », à Avignon, réunit à Nîmes toute l'élite de la Résistance en zone sud.

Le 17 janvier, un ami du jeune Mitterrand, le cagouillard Dewavrin, dit colonel Passy, fonde le BCRA.

Au même moment, se déroule le retentissant procès du « Musée de l'Homme » qui voit la condamnation à mort de résistants arrêtés par la police française et inculpés de « conspiration gaulliste ». En février 1942, le réseau « Combat » zone nord est démantelé. Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, tente en vain de s'assurer la « bienveillance » de la Résistance en négociant avec le cagouillard Groussard, puis avec Frenay. Guillaumin de Bénouville est déjà engagé dans l'action.

A Marseille, le réseau « Alliance », fondé par les cagouillards Loustaunau-Lacau et Marie-Madeleine Méric-Fourcade, accomplit des prodiges.

Le cagouillard Duclos, dit Saint-Jacques, conduit de main de maître le réseau qui porte son nom et multiplie les aller et retour entre Londres et la France occupée.

En mars 1942, la répression fait rage. Des dizaines d'otages sont fusillés. Mais de nombreux jeunes hommes ne se contentent pas « d'attendre passivement la fin de la guerre... (ils) cherchent le contact avec la France libre et parfois le trouvent (1) ».

En avril, un nouveau gouvernement Laval est constitué sur ordre des Allemands et sous le signe de la collaboration active. En zone sud, Moulin « multiplie rencontres et prises de contact » (1). A Paris, nouveau grand procès : celui de la Maison de la Chimie dont le film, retrouvé par hasard, vient d'être diffusé par la télévision. Vingt-trois résistants sont condamnés à mort et exécutés. Malgré cela, les initiatives de résistance individuelle se multiplient. En zone occupée, six attentats individuels et des dizaines de sabotages sont perpétrés.

A Paris, les lycéens de Buffon manifestent.

« Une situation modeste »

A la fin du premier semestre 1942, on peut donc résumer de la façon suivante la période que Mitterrand a passée à se reposer à Saint-Tropez :

— La Résistance, à laquelle participent nombre de ses amis cagouillards dont l'un de ses anciens camarades d'études, se développe, se renforce, recrute et attaque en dépit d'une répression féroce.

— La collaboration, inspirée et conduite par de nombreux cagouillards dont Eugène Deloncle, oncle par alliance de Robert Mitterrand, et Méténier, ami de François Mitterrand, se renforce, se raidit et s'engage plus à fond encore dans le soutien au nazisme jusques et y compris dans sa politique antisémite.

Dans les premiers jours de mai 1942, des dizaines de manifestations éclatent dans toute la France. Dans la zone nord, la répression est implacable : six otages fusillés à Romorantin, trente à Caen.

En zone sud, les Français défilent à Marseille, à Lyon, à Nice, à Toulouse, à Saint-Etienne, à Avignon, à Montpellier, à Sète, à Clermont-Ferrand. On chante la « Marseillaise », on conspu Laval, on crie « Vive de Gaulle ». Jean Moulin dira de

ces manifestations : « Les militants sentent pour la première fois le synchronisme entre Londres et les chefs locaux... »

Le Mouvement ouvrier français publie un véritable communiqué de victoire intitulé : « Peuple de France, bravo ! ».

A Vichy, on enrage, bien sûr. Les prétoriens² du Service d'ordre légionnaire, ancêtre de la Milice, se livrent à des représailles d'une telle sauvagerie qu'elles provoqueront la démission de certains légionnaires scandalisés.

Le 5 mai, l'avocat antisémite Darquier de Pellepoix est nommé commissaire aux questions juives.

Le 29 mai, le SS Øberg signe le décret imposant le port de l'étoile jaune.

C'est le moment que Mitterrand choisit... pour devenir fonctionnaire de Vichy.

Écoutons Jean Védrine, ami de Mitterrand chargé d'établir son dossier de prisonnier de guerre :

« Un ami de sa famille lui trouve une situation modeste au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre à Vichy. On n'exige des titulaires de ces postes aucun engagement envers le régime de Vichy. Le Commissariat aux PG est composé d'anciens PG évadés ou rapatriés qui s'occupent d'aider leurs camarades à retrouver une vie normale et les femmes de PG à surmonter les innombrables difficultés de l'Occupation, aggravées par l'absence de leur mari (2). »

Et, un peu plus loin : « A cet effet sont en cours de création dans tous les départements des Maisons du prisonnier dans lesquelles sont centralisés tous les services qui intéressent les prisonniers de guerre rapatriés et les familles des PG.

» François Mitterrand s'intègre donc sans difficulté à cette équipe. Il est chargé de l'information sur l'action du Commissariat, des Maisons du prisonnier de guerre et les centres d'entraide. A côté de cette activité officielle, il crée avec des amis anciens et des camarades évadés, soit au Commissariat, soit à l'extérieur, des filières d'évasion et des officines de faux papiers (2). »

Et voilà François Mitterrand paré du manteau de résistant. Mais revenons un peu sur ce passage.

« Un ami de sa famille » lui permet d'obtenir un travail à Vichy. Le nom de cet ami... mystère. Et pourtant, regardant dans l'entourage de Mitterrand, on ne manque pas de personnes capables de lui procurer cette place.

Yves Dautun, d'abord, son cousin, ami du cagouillard Doriot et dirigeant du PPF, celui dont la rumeur prétend que c'est sur son intervention que Mitterrand aurait pu quitter son camp de prisonniers.

Mais on retrouve aussi ses anciens amis cagouillards. Le premier sur la liste ? Gabriel Jeantet, ministre du maréchal, cagouillard de la première heure, adjoint d'Eugène Deloncle, appelé Gabi par ses amis... poussera la gentillesse jusqu'à parrainer François Mitterrand lorsqu'il demandera et recevra la Francisque. Notons au passage que Jeantet s'occupait de l'information à Vichy, tout comme Mitterrand, et qu'il siégeait au Conseil supérieur de l'ordre de la Francisque.

Méténier, cagouillard de taille et maréchaliste, puisqu'il a ensuite participé à l'arrestation de Laval (*).

Et puis, il y a Deloncle. Le 5 décembre 1939, les familles Mitterrand et Deloncle sont devenues alliées. Ce n'est plus d'amitié qu'il s'agit mais bien de famille. Robert Mitterrand, le 6 décembre 1939, a convolé en justes noces avec Mlle Edith Cahier, la nièce de Mercédès et Eugène Deloncle.

La radicalisation des antagonismes, les renforcements de l'influence nazie à Vichy, la désignation de Laval, la nomination de Darquier, la multiplication des attentats et des représailles montrent que, désormais, les Français ne peuvent



La « Maison du prisonnier » de Saint-Denis, et le salon (itinérant) du prisonnier. Deux créations du très actif commissariat général de Vichy où travailla Mitterrand à son retour d'Allemagne.

plus s'enfermer dans une indifférence vaguement neutre. L'alternative est simple : ou l'on est résistant, ou l'on sert la politique de Vichy, que ce soit en collaborant ou en ne bougeant pas.

Et Mitterrand le sent bien, qui tente, en mélangeant les dates, d'expliquer son comportement en zone libre au printemps 1942 par les sentiments qu'il éprouvait dans son camp de prisonniers en 1941.

« Rentré en France, je devins résistant, sans problème déchirant. On ne posait pas cette question dans les camps à la façon, je le découvris plus tard, dont on se la posait à Paris. Vus d'Allemagne, Pétain et de Gaulle n'incarnaient pas deux politiques contradictoires. Nous étions en 1941, les voix de Londres n'entraient pas (ou si peu) dans nos baraquements, mais le romantisme de la passion était du côté du général rebelle et j'avais vingt-cinq ans. Cela me suffit. Ce n'est pas, cependant, par rapport au général de Gaulle que je me suis déterminé. Il était loin. Il parlait beaucoup. Il était général. La France me paraissait plus proche et plus grande que lui. Je l'admirais, mais j'avais autant d'orgueil pour nos actions que pour les siennes. On me pardonnera ce péché de jeunesse. Bref, je

fabriquai, j'envoyai des faux papiers à mes camarades des stalags. Puis à d'autres prisonniers. Puis à d'autres qui ne l'étaient pas et qui, en France, avaient besoin de changer d'identité. Quand je me rendais en zone occupée, j'étais obligé moi-même de contrefaire mon état civil. Passé au stade industriel, le petit groupe auquel j'appartenais se fit le fournisseur de plusieurs mouvements de résistance (3). »

Si l'on résume cette logorrhée, on apprend que Mitterrand, peu attiré par de Gaulle, préfère sa résistance à lui, qui consiste à établir de faux papiers pour les camarades de stalag, puis pour d'autres prisonniers, puis pour des gens qui avaient besoin de changer d'identité. Autrement dit, des clandestins et probablement des résistants.

Soit.

Reste à établir si, pour un employé du Commissariat (c'est-à-dire du ministère) au reclassement des prisonniers de guerre, la réalisation de faux papiers était un acte de Résistance, autrement dit d'opposition à la politique de collaboration menée par Vichy.

Paradoxalement, c'est un admirateur avoué de Mitterrand qui

porte le coup le plus dur à cette thèse. Il s'agit de Jean-Marie Borzeix, dont le livre « Mitterrand lui-même » vient de trouver sa récompense par l'attribution du poste de directeur de France-Culture...

« *Évadé d'Allemagne en décembre 1941*, écrit-il, Mitterrand cherche et trouve un emploi à Vichy dans un service d'aide aux prisonniers. Pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir. Il ne se précipite pas dans la Résistance, elle vient à lui par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique qui, LUI, est acquis à ses idées. Il la rejoint SANS LE SAVOIR, en



« France-Revue de l'Etat nouveau » s'ouvre sur un texte du maréchal Pétain. Quelques pages plus loin, Mitterrand relate un « pèlerinage en Thuringe ». La route de Londres, c'est de l'autre côté.

confectionnant des faux papiers pour les anciens prisonniers... (4).»

Trois points capitaux dans cette biographie : « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir ». Comme si travailler pour Vichy en 1942, sous les ordres de Laval et aux côtés de Darquier de Pellepoix, c'était « ne pas choisir » !

Son chef hiérarchique, LUI, est acquis aux idées de la Résistance. Ce qui veut dire, par opposition, que Mitterrand, LUI, ne l'était pas.

« Il la rejoint SANS LE SAVOIR ». Ce qui signifie que, contrairement à ses affirmations, Mitterrand ne faisait pas de faux papiers par esprit de résistance mais pour d'autres raisons.

Lesquelles ?

Simplement pour obéir aux directives de ses chefs qui distribuaient des faux papiers conformément aux ordres de l'administration vichyssoise.

La preuve ? Cette déposition de l'ex-commissaire général aux prisonniers de guerre et rapatriés de Vichy, Robert Moreau,

devant les enquêteurs du Hoover Institute qui collectaient les témoignages en vue de la réalisation d'un ouvrage monumental intitulé « La vie de la France sous l'Occupation ».

« Cinquième partie : les évadés et leur protection par le gouvernement en 1942, lors de l'occupation de la zone sud.

» Tant que la souveraineté française de la zone libre est respectée, le gouvernement fait passer les évadés dans cette zone où ils sont normalement démobilisés comme des rapatriés ordinaires.

» Après le 11 novembre 1942, et l'occupation de la zone sud, le gouvernement obtient que les évadés ne soient pas inquiétés.

» Le gouvernement français n'a pas manqué de se préoccuper d'une question aussi importante. Divers organismes dont nous parlerons plus loin facilitaient aux évadés le passage de la ligne de démarcation vers la zone sud, où le centre de Châteauroux procédait à leur démobilisation, à la régularisation de leurs papiers militaires et à toutes les formalités nécessaires les mettant en règle vis-à-vis de l'Allemagne.

» Il faut noter qu'en zone sud, les évadés ont été l'objet de soins tout particuliers, ont trouvé des emplois et des appuis tout à fait chaleureux. Tous ceux qui en ont fait la demande ont pu servir dans le cadre de l'administration française ou gagner l'armée d'Afrique. »

Donc ce n'était pas résister que de faire de faux papiers. C'était exercer une activité « patriotique » couverte par le chef du gouvernement lui-même.

D'ailleurs, Mitterrand a-t-il réellement établi de faux papiers, même sur ordre ? On peut en douter. Voici pourquoi : les biographes nous expliquent que le 20 juillet 1943, Mitterrand monta à Paris faire un esclandre au cours d'une réunion de collaborateurs de haut grade à la salle Wagram (on lira le détail de cette histoire dans l'article sur la résistance de Mitterrand) et, racontant cet épisode, ils expliquent que le jeune homme s'était muni des papiers d'un de ses amis, Pierre Roussel.

L'intéressé explique d'ailleurs dans « Ma part de vérité » que lorsqu'il passait en zone occupée, il était contraint de contrefaire son état civil.

Qui nous expliquera pourquoi un homme qui fabrique des faux papiers pour ses camarades ne peut pas s'en établir à son propre usage et se voit obligé d'emprunter l'identité d'un ami ?

Mitterrand, salarié de Vichy

Au fait, qu'était donc ce Commissariat aux prisonniers ? Et qu'y faisait donc Mitterrand ?

La réponse officielle, on la trouve dans le livre de Moulin, « Mitterrand intime » :

« Pour ceux qui revenaient d'Allemagne, un temps d'adaptation était indispensable. D'ailleurs, vouloir participer à l'action clandestine est une chose et trouver des filières en est une autre(5). »

Ces deux phrases appellent un commentaire : le « temps d'adaptation » considéré comme nécessaire par Moulin rejoint le « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir » de Borzeix. Et cette unanimité contredit catégoriquement le raccourci avancé par Mitterrand lui-même, « Rentré en France, je devins résistant », qui semble impliquer une simultanéité entre deux faits séparés en réalité par plusieurs mois « d'adaptation ».

Quant à la difficulté de « trouver des filières » quand on « veut participer à l'action clandestine », qu'on se reporte à l'attitude, mentionnée plus haut par Henri Noguères, qui fut celle de Jean Moulin. Et nous savons que, dès son arrivée en France, Mitterrand aurait pu entrer en contact avec une filière

grâce à sa fiancée, Marie-Louise Terrasse, alias Catherine Langeais, qui en avait déjà fait profiter le baron Pierre Ordioni (cf. notre chapitre « Un évadé très évasif »).

Poursuivons la lecture de Moulin :

« Une occasion s'offre à François Mitterrand (une occasion de quoi ? De participer à l'action clandestine, de trouver une filière ? Non. Une occasion de se placer). Il rejoint Vichy. Il trouvera un logement 20, rue Nationale. Un ami de la famille, le commandant Le Corbeiller, attaché à l'état-major de l'armée, a obtenu pour « ce bon jeune homme bien élevé et courageux », comme l'a prouvé son évasion, une place médiocrement rémunérée au commissariat général aux prisonniers de guerre où il sera attaché au secteur de l'information(5). »

Pour la première fois, un biographe de Mitterrand reconnaît que le futur Président a « rejoint Vichy » (à l'époque où, selon la formule consacrée, d'autres « rejoignent Londres ») et qu'il a bénéficié de l'aide d'un officier d'état-major de l'armée pour obtenir une place.

Disons tout de suite, pour mettre les choses au clair, que les recherches entreprises n'ont permis de retrouver le nom de cet officier dans aucune histoire de la Résistance. Au demeurant, l'état-major de l'armée de l'armistice n'était pas précisément un repaire de gaullistes...

Mais Moulin ajoute, comme pour atténuer la responsabilité de Mitterrand, qu'il s'agissait d'une place médiocrement rémunérée. Cette précision superfétatoire ne laisse pas d'être intéressante.

Elle prouve d'abord que Mitterrand percevait un salaire de l'Etat français. Mais pourquoi un « salaire médiocre » ? Pour nous convaincre que ce n'est pas l'appât du gain qui inspirait notre héros ? Sans doute. Et dans ce cas, la démonstration atteint un objectif opposé à celui recherché. Car, pour accepter un salaire médiocre, il faut avoir d'autres raisons d'exercer une fonction. Or nous savons qu'à ce moment-là, Mitterrand ne songeait pas encore à la Résistance. Ce n'est donc pas pour faire de l'entrisme qu'il a accepté ce poste mal payé. Quelle explication reste-t-il, sinon celle de la bonne volonté d'un jeune homme qui admire le maréchal Pétain et rêve de servir sous ses ordres. Hypothèse aventureuse ? On verra plus loin qu'il n'en est rien.

Venons-en maintenant au fameux Commissariat et au poste de vice-président des centres d'entraide.

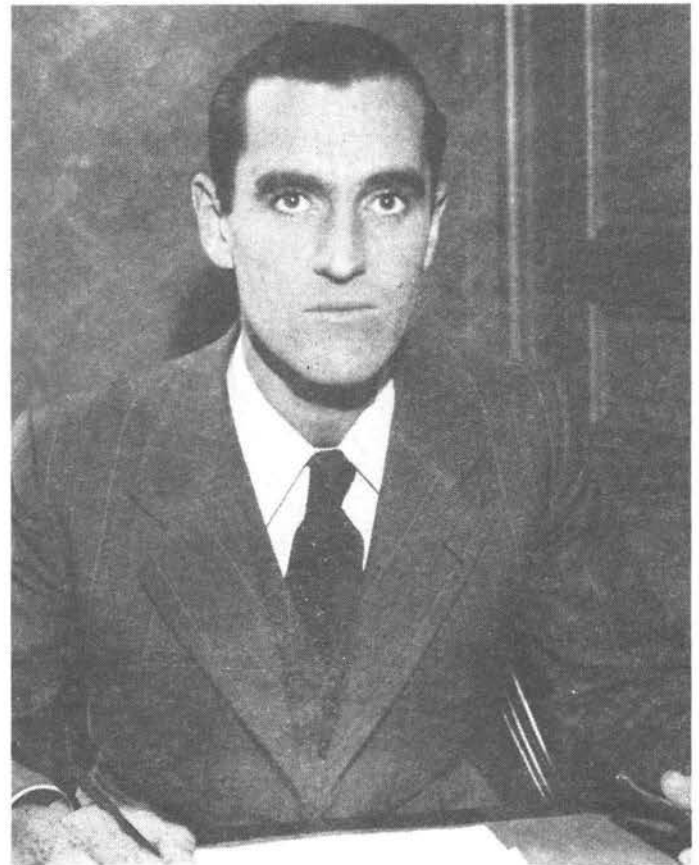
Claude Manceron, dans son livre sur Mitterrand, écrit : « Sa seule existence officielle, en tant que François Mitterrand, c'est son nom figurant à la vice-présidence des « centres d'entraide aux prisonniers de guerre », association privée que le gouvernement tolère et même quelquefois flatte pour tenter de s'acquérir ses sympathies (6). »

On peut difficilement faire tenir plus de contrevérités en aussi peu de mots.

Ce n'est pas la « seule existence officielle de Mitterrand » puisque, nous l'avons vu, ce dernier percevait des émoluments au titre de son activité au Commissariat.

Quant à prétendre que le centre d'entraide est une association privée que le gouvernement tolère, c'est une plaisanterie.

Robert Paul-Lecourt, directeur du journal « Toute la France », destiné aux prisonniers, déclara le 11 mai 1948 aux enquêteurs du Hoover Institute : « Sous l'autorité du chef du gouvernement AUPRES DUQUEL IL NE CESSA DE TROUVER LA PLUS LARGE AUDIENCE, le Commissariat entreprit la réalisation de quatre-vingts Maisons du prisonnier départementale où furent groupés d'une façon rationnelle tous les représentants locaux des différents services d'entraide. » Au



Maurice Pinot, patron de Mitterrand au Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre jusqu'en janvier 1943.

Commissariat, Mitterrand était donc « sous l'autorité de Laval ».

Quant au centre d'entraide, Jean Védrine lui-même précise qu'en octobre 1942, c'est-à-dire à l'époque où Mitterrand en était vice-président, il existait en France 2 230 centres d'entraide en zone occupée et 437 en zone libre. « Il y aura, ajoute-t-il, plus de trois mille centres en zone occupée avant la fin de l'année 1942 et 122 Maisons du prisonnier... Dans Paris et la proche banlieue, le Commissariat a nommé un permanent des CEA pour chaque arrondissement ou chaque secteur (2). »

C'est donc le Commissariat, placé sous l'autorité de Laval, qui nomme les permanents des comités d'entraide.

Où est sa qualité d'organisme « privé », « toléré » par Vichy, dont parle Manceron ?

Autre chose : croit-on vraiment que le gouvernement de Vichy allait abandonner à l'initiative privée la gestion de trois mille établissements employant des milliers de permanents dont la tâche consistait à distribuer aux prisonniers et rapatriés des aides financières, des papiers, des emplois, des sauf-conduits ?

Croit-on qu'il allait, lui qui « nommait les permanents d'arrondissement » de cette énorme machinerie, en abandonner la vice-présidence à un quidam dont on ne se serait même pas assuré de la loyauté ?

Et qui payait ? L'initiative privée ? Ce n'est pas sérieux. Les centres d'entraide étaient financés par la vente des biens juifs confisqués. Ce que le ministre Rhan, représentant de Stupenhagel, appelait une « manifestation de socialisme pratique ».

La voilà, la vérité et, bien sûr, on ne peut pas la dire aujourd'hui.

Mitterrand a choisi de travailler pour Vichy au moment même où la politique de Montoire allait être appliquée grâce au retour

de Laval, au moment où l'antisémitisme était consacré par la nomination de Darquier et l'obligation du port de l'étoile jaune.

Il n'a pris aucun contact personnel avec la Résistance. Et s'il a été mêlé à des actes liés à la Résistance (faux papiers notamment), c'est « SANS LE SAVOIR ». Il a tellement donné satisfaction dans les fonctions que lui avait obtenues un officier de Vichy qu'on lui a rapidement confié la vice-présidence d'une organisation de contrôle des milieux de prisonniers et de propagande à leur endroit.

Il a rempli ces fonctions avec dévouement et application. Il a fait son travail de fonctionnaire de Vichy avec conscience. Mais il ne s'est pas contenté de cela. Il a voulu manifester par écrit sa loyauté. Et il l'a fait en publiant, au mois de décembre 1942, et au mois d'avril 1943, deux articles dans deux revues vichystes.



Plus maréchaliste que le Maréchal, l'amiral Platon eut à se prononcer sur le cas de Mitterrand, proposé pour la Francisque. Il n'y fit aucune objection.

Le premier article est paru dans « France — Revue de l'Etat nouveau », le second est paru dans « Métier de chef », revue des compagnons de France.

Aujourd'hui, Moulin nous explique que « Mitterrand n'hésite pas à renforcer à l'occasion sa couverture, il accepte ainsi de donner, en décembre 1942, à une revue officielle intitulée « France », une prose intitulée « Pèlerinage en Thuringe(5) ».

C'est oublier — ou omettre — que Mitterrand, en décembre 1942, n'a pas besoin de couverture. Il est encore en période d'« adaptation » au moment où « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir », comme écrit Borzeix.

En outre, la revue ne s'appelle pas « France » mais « France-Revue de l'Etat nouveau », ce qui montre à quel point elle est l'émanation même de la pensée vichyste. « Créée, nous dit Coston, pour fixer la doctrine de la Révolution nationale, elle fut l'une des plus importantes de l'Etat nouveau(7). »

D'ailleurs, si l'on en doutait, il suffirait de lire les signatures qui voisinent avec celle de Mitterrand : Pétain lui-même qui

adresse un ordre du jour aux armées ; Georges Bourguet, qui publie une interview « Le maréchal nous a dit » ; Paul Creyssel, ami de La Rocque, secrétaire général de la propagande du gouvernement de Vichy, qui dénonce « le complot contre la France et contre la paix » ; Noël de Tissot, futur engagé volontaire dans les SS qui sera tué sur le front de l'Est, y recense « Nos ennemis » ; le docteur Alexis Carrel, membre de la Cagoule, qui propose un article sur la « science de l'homme » ; et L. de Gerin Ricard qui publie une étude sur « la condition des Juifs à Rome sous la papauté ».

Si vraiment Mitterrand a voulu, comme le prétend Moulin, « renforcer sa couverture », on conviendra que cette couverture prend des allures de bunker.

Mais l'ennui, pour cette explication, c'est qu'elle est démentie par Mitterrand lui-même qui justifia ainsi la publication de cet article : il avait simplement confié son manuscrit à un ami qui « jugea bon de le faire publier en 1942 dans une revue éditée à Vichy sous le titre de « France » (8). Et l'on découvre un nouveau détail fâcheux : le directeur de « France » était Gabriel Jeantet, ancien dirigeant de la Cagoule, ami personnel de Mitterrand dont il fut le parrain de Francisque et animateur de mouvement de jeunesse à Vichy. A qui fera-t-on croire qu'il aurait publié un article de son ami et protégé sans l'en prévenir ?

Un serviteur zélé

Non, la seule explication recevable, c'est que Mitterrand voulait « se faire remarquer » à Vichy en occupant des fonctions voyantes et en participant à l'élaboration du mythe de la Révolution nationale.

Il y parvint si bien qu'il fut décoré de la Francisque (distinction créée par l'arrêté du 26 mai 1941 et la loi du 16 octobre 1941 pour « récompenser les services rendus à l'Etat français ou à son chef »).

L'article 2 des statuts, publié au « Journal Officiel » des 24-25 août 1942 définit d'ailleurs de façon on ne peut plus nette l'esprit dans lequel est remis cette haute distinction. L'heureux bénéficiaire de la décoration doit faire le serment suivant :

« Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. »

C'est presque de chevalerie qu'il est question. Il est précisé en outre que le titulaire de la décoration doit remplir deux conditions :

- 1) avant la guerre, avoir pratiqué une action nationale et sociale conforme aux principes de la Révolution nationale ;
- 2) manifester depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du Maréchal.

En bref, la Francisque est un brevet d'inconditionnalité accordée aux plus fervents et aux plus actifs maréchalistes.

Avant d'étudier plus précisément les conditions et la date à laquelle lui a été remise cette décoration suprême, écoutons ses hagiographes... Avec Claude Manceron, inutile de tendre l'oreille, c'est le silence. Pas un mot de justification sur cette remise de la Francisque. Cette fois ce n'est plus du survol, c'est de l'amnésie.

Bien évidemment il ne faut pas compter sur François Mitterrand pour nous expliquer quels gages de « bonne conduite » il a donnés aux autorités de Vichy. Pas une seule fois, il ne cite le mot dans ses... « mémoires » !

Mais Charles Moulin, lui, nous présente une jolie version : « Il est difficile alors de vivre en clandestinité, mais François Mitterrand a la sagesse de suivre le conseil de prudence d'un de ses amis qui le fait inscrire fictivement comme délégué au

« La voix du maquis » en 1948, et le « Progrès social du centre » (organe de la fédération... socialiste de la Nièvre !) n'ont pas été convaincus par le ralliement de Mitterrand à la Résistance. Sans doute fut-elle trop clandestine ?

PRIX : 5 francs

SAMEDI 10 AVRIL 1958

LA VOIX DU MAQUIS

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MAQUIS

LA BAISSÉ...
Janvier 48 :
le papier couché vaut
41 fr. le kg..
Mars 48 :
il vaut 163 fr. 50.
La hausse est de 33%
sur les clichés et de 25%
sur l'imprimerie.
...ET LE PRIX DES
JOURNAUX MONTE...

PROGRÈS SOCIAL

du Centre

BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE (F.S.A.) DE LA NIEVRE

De la frange à l'extrême-gauche
buvant le calice jusqu'à la lie

MITTERRAND, "LE DELOYAL"

va au comble de l'abjection

La légende est détruite
mais cet homme reste dangereux

Heurs et malheurs
du «Corriere» de la Nièvre

1° - Des titres ronflants

A la mémoire de Pierre Brossolette

M. MITTERRAND

rend l'hommage
de Vichy

est-elle responsable
psychose de guerre ?

Service national des étudiants, titre qui lui donne droit à une carte officielle et l'apparence d'avoir un travail alors qu'il n'a jamais su de quoi s'occupait exactement cet organisme, ni même où étaient ses bureaux, et qu'il n'a jamais été rémunéré par lui.

» En tout cas, cette fonction de façade lui vaudra une mésaventure. Au début de l'automne 1943, le gouvernement de Vichy tente une opération de séduction à l'égard des différents organismes bienfaisants ou corporatifs comme le Secours national, le Service national des étudiants, les centres d'entraide des prisonniers de guerre.

» C'est au titre de ce dernier organisme que François Mitterrand se vit offrir la « Francisque », la décoration de l'Etat français et du Maréchal. Trouvant que ce satisfecit pouvait être une excellente protection pour un clandestin, il accepte... Il applique ainsi les conseils donnés au BCRA par Jean Pierre-Bloch : « Refuser une décoration, c'est se faire repérer... ne vous démasquez pas, soyez complices, jouez le jeu ». Il aura donc comme parrains un industriel, Gabriel Jeantet, et un journaliste du « Temps » Simon Arbellot. Cette Francisque ne jouera d'ailleurs pas son rôle protecteur, car si elle lui fut réellement attribuée, elle ne lui sera jamais remise, puisqu'il était à Londres quand sa nomination parut (5) ».

Revenons point par point sur cette déclaration.

« Il est difficile de vivre en clandestinité... mais François Mitterrand a la sagesse de se faire inscrire fictivement... ».

Il convient de savoir que François Mitterrand est resté très officiellement au Commissariat général aux prisonniers de guerre et rapatriés jusqu'au départ de Maurice Pinot. Ce départ n'est intervenu que le 14 janvier 1943. Tous ces hagiographes nous présentent le remplaçant de Pinot, André Masson, comme un lavaliste convaincu et un collaborateur notoire. C'est bien évidemment leur version. Cependant, aucun d'entre eux ne conteste que, jusqu'en janvier 1943, Mitterrand est très chaleureusement reçu par les gens de Vichy.

On comprend assez mal le couplet de Moulin sur l'entrée en clandestinité de Mitterrand à cette époque, puisqu'il va garder

son domicile vichyssois pendant une année encore. Dire que Mitterrand résiste, c'est le droit d'un hagiographe, mais dire qu'il est clandestin est un mensonge grossier.

D'autre part, on voit mal le régime de Vichy le nommer délégué au Service national des étudiants, s'il peut exister le moindre doute quant à sa loyauté envers le Maréchal.

Mais surtout, on ne nous dit pas le nom de l'« ami » en question. Et pour cause : c'était Gabriel Jeantet ! On va voir que ce point disqualifie la version de Moulin.

De toute façon, « se faire inscrire fictivement »... ne veut absolument rien dire. Mitterrand était inscrit, ou il ne l'était pas... et en ce qui concerne le salaire qu'il n'aurait jamais perçu de cet organisme, c'était, en effet, bien normal, puisqu'il continuait à être payé par le Commissariat général aux prisonniers de guerre.

Encore une fois, Moulin nous présente les activités de Mitterrand à Vichy comme une couverture. Mais cet argument ne tient pas. Pour plusieurs raisons.

A une date aussi tardive dans le cours de la guerre, si Mitterrand avait été un résistant, il n'aurait jamais reçu la Francisque. En effet, à partir de la fin de l'année 1941, les nominations dans l'ordre faisaient l'objet d'un examen très attentif des qualités du postulant. Écoutons Simon Arbellot, membre du conseil supérieur et parrain de Francisque de Mitterrand :

« Le conseil de l'ordre fut ainsi composé : Président : général Brocard. Les membres du cabinet militaire du Maréchal : le général Campet, l'amiral Platon, le colonel Bonhomme, les membres de son cabinet civil : Jean Jardel, Bernard Ménétrel, Roger de Saivre, André Lavagne ; la Production industrielle : Monsieur de Baillancourt ; les Anciens combattants : Maurice Pinot ; la Jeunesse : Gabriel Jeantet. J'avais l'honneur d'y représenter la Presse et mes amis journalistes.

» Nous nous réunissions une fois par mois, autour d'un tapis vert à l'hôtel du Parc, dans un bureau attenant à celui du Maréchal. Le général Brocard présidait, avec cette autorité un

peu méticuleuse d'un vieux militaire à cheval sur les règlements. On commençait par l'examen des candidatures et Dieu sait s'il y en avait ! Le docteur Ménétrel en donnait la liste et, à propos de chaque nom, la discussion s'ouvrait...

« Les militaires suivaient le général, sauf l'amiral Platon qui, lui, ne suivait personne. Quel curieux petit homme ! Ce protestant rigide, aux cheveux ras et au monocle intransigeant, avait une âme simple. C'est un poète, disait de lui le docteur Ménétrel. Il avait beaucoup navigué et n'entendait rien aux subtilités politiques. Il s'en tenait au désastre de Dunkerque et à la parole donnée. Il n'aimait pas Laval et le disait bien haut, ce qui lui valut, en 1943, une disgrâce définitive, à la suite de ses intempestives et maladroites attaques contre les francs-maçons. « Je les connais mieux que lui, les francs-maçons, qu'on leur f... la paix », avait déclaré Laval, « et que l'amiral retourne à ses bateaux, s'il lui en reste ».

« François Mitterrand me demanda un jour, poursuit Arbellot, à moi et à Gabriel Jeantet, animateur des mouvements de jeunesse, de présenter sa candidature à la Francisque. Il fut admis à l'unanimité du conseil de l'ordre sous le feu approbateur du monocle de l'amiral Platon (9). »

Deux choses dans ce texte : premier point, la preuve que l'explication d'une « inscription fictive » comme délégué du Mouvement national des étudiants ne tient pas. Croit-on, en effet, que Jeantet, après avoir accordé cette couverture à son ami Mitterrand, serait allé se faire remarquer en le proposant pour la Francisque ? Second point, la preuve que les admissions au sein de l'ordre de la Francisque étaient très contrôlées. Certes, Simon Arbellot, après la guerre, dira qu'il connaissait les activités de résistant de François Mitterrand, mais c'est une attitude logique, puisqu'en donnant un gage de Résistance à son ami, Arbellot se dédouane lui-même.

Pourtant, Simon Arbellot, parrain de Mitterrand, ne peut s'empêcher de lancer contre celui qu'il semble défendre la pointe suivante : « L'histoire s'écrit lentement. Celle de François Mitterrand, jalonnée de dates, de luttes, de sauts d'obstacles (allusion aux grilles des jardins de l'Observatoire ?)... Ceux qui connaissent ses ressources ne peuvent douter qu'il saura toujours discerner ce qui peut concourir à sa réussite (9). »

Admettons, même un instant, que Mitterrand ait été un résistant de la première heure. Premièrement, il n'aurait pas reçu la Francisque en 1943, mais surtout il en aurait été radié.

Il ne manque pas, dans l'histoire de la Francisque, d'exemples de ces radiations. C'est le cas de Roger de Saivre, matricule 192, qui sera radié dès qu'il partira pour rejoindre la France combattante, le 19 janvier 1943. Pourtant, Roger de Saivre était considéré comme le « protégé » du Maréchal.

Sera aussi radié, mais pour gaullisme, le commandant Georges Loustaunau-Lacau, dit Navarre dans la Résistance et supérieur hiérarchique de Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance. Pierre de Leusse, consul de France, connaîtra le même sort le 11 décembre 1942, pour dissidence.

Quant à François Mitterrand, matricule 2202, il ne sera jamais radié... et pour cause.

Déjà deux fers au feu

Revenons une fois encore sur les déclarations de Charles Moulin : « Au début de l'automne 1943, le gouvernement de Vichy entreprit une opération de séduction à l'égard des différents organismes bienfaisants ou corporatifs. »

Moulin commet une erreur volontaire dans les dates.

François Mitterrand a reçu la Francisque non pas, comme

tendent de le faire croire ses hagiographes, en décembre 1943, mais le 16 août 1943.

Nous en possédons la preuve. Nous avons retrouvé un autre détenteur de la Francisque, Monsieur P..., qui s'est vu attribuer le matricule 2243, le 9 septembre 1943.

Soit exactement 41 numéros après celui de François Mitterrand. Mitterrand n'a donc matériellement pu recevoir la Francisque en décembre, date à laquelle il séjournait à Londres. C'est bien le 16 août qu'il a été accepté par l'amiral Platon. Cela, d'ailleurs, coïncide parfaitement avec les déclarations de Simon Arbellot.

Nous pouvons donc tenir pour nulle la version de Moulin, lorsqu'il déclare : « Cette Francisque ne jouera d'ailleurs pas son rôle protecteur, car si elle fut réellement attribuée, elle ne lui sera jamais remise, puisqu'il était à Londres quand sa nomination parut. »

Version tout uniment reprise par Frédéric Grendel, qui déclarait, sur Europe 1, au lendemain du « Scandale Madelin-Toubon-d'Aubert » à l'Assemblée (2 et 3 février 1984) :

« Tel opposant dit : « François Mitterrand a été décoré de la Francisque par Vichy. » Si la gauche pousse des cris d'orfraie, les gens se poseront des questions.

« Si elle dit simplement la vérité, elle fera rire les Français. Mais quelle est la vérité ? Quand Vichy l'a décoré de la Francisque, François Mitterrand était à Londres avec le général de Gaulle. »

Ce qui fera surtout rire les Français, c'est la maladresse de ce mensonge et la curieuse logique surréaliste du raisonnement. De deux choses l'une : ou Mitterrand a demandé et a reçu la Francisque pour camoufler ses activités de résistant. Et on comprend qu'il ait été décoré alors qu'il était encore à Vichy, c'est-à-dire en août ; ou il a reçu la Francisque alors qu'il était déjà, en décembre, passé à Londres et on ne peut croire que ce soit pour camoufler des activités de résistance que son départ pour l'Angleterre avait fait connaître à tous.

La vérité est bien plus simple. Comme toujours, Mitterrand avait deux fers au feu : il donnait des gages de fidélité et de loyauté à Vichy avec une telle ardeur que les plus hautes fonctions lui ont été accordées et que la Francisque lui a été décernée.

Dans le même temps, il prenait des contacts avec la Résistance et lui rendait des services qui lui permettraient, le moment venu, de se présenter comme un héros méconnu.

Des milliers de Français, à la même époque, ont fait la même chose. Ce n'est ni bien glorieux, ni vraiment honteux. Cela permit de voir, à la Libération, le même homme condamné à l'indignité nationale pour collaboration et décoré pour faits de Résistance.

Et quarante ans plus tard, le même, Président porteur de la Francisque, allait poser une rose au Panthéon, sur la tombe de Jean Moulin. Sans rire.

Sans rire et même avec, au fond du cœur, la secrète inquiétude de voir se dresser, dans la foule, un homme prêt à dénoncer l'imposture.

Cela faillit déjà arriver en 1948. Dans le journal « La voix du Maquis », organe bi-mensuel de la Fédération nationale des maquis, on lisait, à la date du 10 avril 1948, un article intitulé : « Mitterrand rend l'hommage de Vichy :

« Le 21 mars 1944, le militant socialiste Pierre Brossolette, pionnier de la Résistance, arrêté par la Gestapo, se donnait la mort pour échapper à ses tortionnaires.

« Quatre ans ont passés.

« Le 21 mars 1948, en présence de Monsieur le président de

la République, une plaque était inaugurée à sa mémoire à la porte de Saint-Cloud, 77 bis, rue Michel-Ange.

» Au cours de la cérémonie, M. Christian Pineau, compagnon de la Libération, prit la parole pour dire qui fut son camarade, ce que fut son action, et l'exemple qu'il nous a légué.

» Mais un autre personnage y allait aussi de son discours, Monsieur François Mitterrand, ministre des Anciens combattants et victimes de guerre.

» Eh bien ! Si nous ne savions pas encore que le ridicule ne tue plus en France, cette fois, nous en sommes convaincus. Comment ! De quel droit M. Mitterrand prétend-il célébrer la mémoire de Pierre Brossolette, compagnon de la Libération, héros de la Résistance, mort pour la France et la Liberté ?

» Est-ce au nom de ses fonctions ministérielles ? Certainement.

» C'est pourquoi nous crions bien haut notre désapprobation et nous disons tout le dégoût que la présence de M. Mitterrand en un tel lieu, à une telle heure, nous inspire.

» Allons ! M. Mitterrand, allez usez vos talents oratoires aux congrès des Anciens combattants, ceux d'ailleurs bien rares, où l'on veut bien vous recevoir si cela vous fait plaisir. Mais ayez un peu de pudeur à l'avenir.

» Votre place n'est pas là où on se recueille devant le sacrifice sublime de ceux qui ont tout donné, sans arrière-pensées, à leur Patrie, tellement était grand leur amour de la liberté humaine, du devoir national et de la pureté !

» Vous êtes titulaire de la Francisque du chef de l'Etat de Vichy, M. Mitterrand, si vous l'avez oublié en allant à la cérémonie de dimanche dernier, nous ne l'oublions pas pour autant. Et qui plus est, lorsqu'on l'a reçue, cette haute dignité, à l'âge qui était le vôtre à l'époque, c'est que l'on a donné des gages de sincérité au régime. Des gages qui comptent pour le restant des jours.

» C'est pourquoi, M. Mitterrand, nous vous prions de vous éloigner désormais des pieuses cérémonies réservées à nos grands morts. Vous ne pouvez communier avec nous dans une pensée fraternelle. Votre place n'est pas là, malgré vos fonctions publiques. »

L'auteur de ces lignes terribles ? Le colonel Henri Romans-Petit, héros de la Résistance, fondateur des maquis de l'Ain et

du maquis des Glières. Organisateur du fameux défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax et inventeur de la guérilla de harcèlement contre les troupes d'occupation. Un homme qui savait parfaitement à quoi s'en tenir sur le rôle de Mitterrand pendant l'occupation.

Dix ans plus tard, le « Progrès social du Centre, hebdomadaire de la Fédération socialiste de la Nièvre, titrait : « De la Francisque à l'extrême gauche, buvant le calice jusqu'à la lie, Mitterrand le déloyal va au comble de l'abjection. »

Pour le cas où l'on n'aurait pas compris, le journal ajoutait sous une caricature de Mitterrand en « Duce » cravache au poing, le revers orné d'une Francisque et d'une faucille et d'un marteau : « Cet homme est malhonnête... cet homme est un arriviste forcené... Cet homme est un Janus à double face... le prototype du combinard exécuté de la IV^e défunte... Un renégat. » Suivait le décret d'attribution de la fameuse Francisque.

Chevalier de la Légion d'honneur et Croix de guerre 39-45, l'auteur de ce pamphlet savait également à quoi s'en tenir pour Mitterrand. Malheureusement, on peut douter qu'aujourd'hui, il consente à de croustillantes confidences.

Il s'appelle Daniel Benoist et a été nommé secrétaire d'Etat chargé des Personnes âgées.

Par Mitterrand.

Ce qui prouve que le président de la République n'est pas rancunier.

Et que le silence est d'or.

(1) Henri Noguères, « Histoire de la Résistance », Robert Laffont.

(2) Dossier « Prisonniers de guerre » établi par Jean Védrine.

(3) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Fayard.

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Stock.

(5) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.

(6) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Robert Laffont.

(7) Henry Coston, « Dictionnaire de la politique française », chez l'auteur.

(8) « Le Crapouillot » n° 20, mars-avril 1972.

(9) Simon Arbellot, « Ecrits de Paris », n° 244, janvier 1966.

(*) Laval suscite une violente réaction de Pétain en se déclarant partisan d'une collaboration plus étroite avec Hitler qu'il a rencontré à Montoire le 22 octobre 1940. L'entourage du Maréchal obtient son arrestation le 13 décembre. Il sera libéré peu de jours plus tard sur intervention d'Otto Abetz.



Son départ pour Londres

LES TRIBULATIONS D'UN AVION FANTÔME



Le 23 mai 1984, à Seiches-sur-le-Loir, près d'Angers, Mitterrand fait un pèlerinage sur les lieux supposés de son embarquement. Les résistants locaux n'ont gardé aucun souvenir de cette page d'histoire.

L'ACTIVITE de Résistance aux Allemands dont se targue François Mitterrand connaît trois moments forts. On signale tout d'abord sa présence aux réunions de Montmaur où il aurait, selon ses biographes, exhorté ses camarades à la lutte armée contre les Allemands, puis son geste « courageux et téméraire » salle Wagram où, seul devant le haut état-major de la collaboration, le jeune Mitterrand aurait crié à la trahison et pour finir son départ pour Alger, via Londres, et sa rencontre avec le chef de la France libre.

Voilà résumée « sa » Résistance. Ce n'est déjà pas si mal. Mais encore faudrait-il que tout cela soit exact. Avant d'étudier encore une fois les versions établies bien des années plus tard par certains écrivains complaisants, laissons à Michel Cailliau, résistant authentique, neveu du général de Gaulle et animateur du premier mouvement de Résistance des anciens prisonniers de guerre et déportés, le soin de définir sa « part de vérité (1) » :

« A mon sens, Mitterrand n'a jamais « fondé un réseau » de Résistance comme vous l'écrivez par erreur. Il n'y a eu pendant la guerre qu'un seul réseau de Résistance d'anciens prisonniers de guerre, évadés ou rapatriés, et de beaucoup d'autres

patriotes; c'est le réseau « Charette », qui a bien entendu été homologué par la France combattante. Le qualificatif de « réseau de Résistance » a un sens précis. Mitterrand n'a jamais fait partie du réseau « Charette ». Charette était l'un de mes pseudonymes, et j'aurais tout de même su si Mitterrand avait fait partie d'un réseau de Résistance.

» Certaines personnes et lui-même ont tenté de faire croire que François Mitterrand aurait été un « grand résistant » sous l'Occupation de façon à lui créer une légende dorée... Pour ma part, je crois qu'avant le 15 mars 1944, il est absolument faux de dire et d'écrire qu'il a été un « grand résistant ».

» Ce n'est pas parce que Mitterrand s'est occupé de 1942 à 1944 de centres d'entraide pour prisonniers de guerre ou même de l'un ou l'autre des centres d'accueil de prisonniers de guerre évadés, qu'il aurait été un résistant. L'accueil et l'entraide, ce furent deux objets essentiels du Commissariat aux prisonniers de guerre de Vichy dont Mitterrand était le fonctionnaire ou le contractuel, payé pour cela, et ce furent aussi deux objets essentiels des « Maisons du prisonnier ». Ces organismes de Vichy constituaient, surtout pour nous autres, vrais résistants,



Le public de la salle Wagram (ci-contre) lors de la réunion des dirigeants de Maisons du prisonnier, le 10 juillet 1943. A la tribune, Laval est accueilli par André Masson, dont le discours aurait été interrompu par Mitterrand. Malgré l'affluence, personne ne peut témoigner de l'esclandre.



des centres de propagande de la politique de Vichy, c'est-à-dire en faveur d'une politique totalement opposée à la Résistance. Les communistes ne comprendront certainement.

» Certains journaux ont dit qu'il était « le fondateur du Mouvement national de Résistance des prisonniers de guerre » en 1942. D'autres l'ont dit pour 1943. Tout cela est absolument faux.

» Vous écrivez vous-même que Mitterrand organise après le 26 février 1944 le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD). Il est exact que ce mouvement a été créé à la mi-mars 1944 par la fusion de trois autres organismes. Mais il est inexact de dire que Mitterrand a organisé ce mouvement. Il n'en a pas la paternité. Il n'en a pas non plus été le chef. Nous sommes en plein roman créé par lui et quelques personnes toujours pour sa légende dorée.

» La vérité est que Mitterrand, en mars 1944, à son retour de son seul voyage à Londres et à Alger, a fait partie de l'équipe dirigeante de ce MNPGD, ce qui est tout à fait différent. Et il est absolument erroné d'écrire que ce MNPGD, créé à la mi-mars 1944, comprenait 50 % de délégués pour le mouvement dit « de Mitterrand », 25 % pour mon réseau et 25 % pour les communistes. Tout cela est encore faux.

» ...On a tenté de faire croire que si Mitterrand est resté au Commissariat aux prisonniers puis au Commissariat à la jeunesse à Vichy sous l'Occupation, c'était à la demande de la Résistance. Croyez-vous que la police politique de Vichy n'aurait pas procédé à son arrestation s'il avait eu une activité vraie de Résistance ?

» ...S'il a été un vrai résistant à partir de la mi-mars 1944 jusqu'à la Libération de Paris, soit pendant trois mois environ, ce n'est pas mal. D'autres n'en ont même pas fait autant. Il n'y a pas de quoi pour ses partisans et lui s'approprier la victoire, à moins de monter, point par point, toute une légende dorée.

Voilà ce qu'écrivait le neveu du général de Gaulle, véritable animateur du premier — et seul — réseau de Résistance pour les prisonniers de guerre et déportés. Mais quelle est donc cette « légende dorée » élaborée par François Mitterrand et ses amis ?

Premier mensonge, celui de Claude Manceron : « En marge, Mitterrand fonde le réseau « Morland » qui va devenir le nœud du Mouvement de résistance des prisonniers et évadés. La plupart de ses membres proviennent tout naturellement des centres d'entraide, où se regroupent les évadés d'Allemagne, déjà doués d'un certain esprit subversif, et entraînés à la clandestinité par les péripéties de leur évasion. En moins d'un an, il a pu implanter ça et là, sur tout le territoire, des petits groupes de prisonniers devenus résistants (2). »

À l'unanimité des « grands résistants », il apparaît que le réseau « Morland » n'a jamais existé. On n'en trouve trace

nulle part, et jamais tel réseau n'a figuré sur une liste de la France combattante. S'il est exact de dire que Morland fut bien le pseudonyme de François Mitterrand, le réseau « Morland » est une pure invention.

D'ailleurs, seul Manceron en fait état. Les autres « historiens » sont plus discrets sur ce point.

Il est exact, en revanche, de dire que Mitterrand a déclaré aux Anglais, lors de son séjour de novembre 1943, être à la tête d'un tel réseau. Londres, avant d'envoyer les armes et les subsides que François Mitterrand exigeait, a commandé une enquête à un de ses agents, « Aimé », lequel, à son retour, a dévoilé la vérité : il n'existe pas de réseau « Morland », pas plus que n'existent les maquis que Mitterrand prétendait diriger. C'est la raison principale pour laquelle Mitterrand et ses amis ne reçurent jamais d'armes.

La réunion de Montmaur

Selon Védrine et Claude Manceron, François Mitterrand aurait assisté, à une date terriblement incertaine, à une réunion d'anciens prisonniers de guerre, réunion au cours de laquelle on aurait discuté de l'entrée en résistance des PG.

Jean Védrine situe cette réunion le 15 août 1942. Claude Manceron, lui, penche pour « l'été 1943 ».

Selon Védrine, « François Mitterrand et plusieurs de ses camarades évadés ou rapatriés engagés dans les activités clandestines (au début 1942, alors que Mitterrand vient d'arriver à Vichy et qu'il collabore étroitement avec la politique du commissariat) se réunissent autour de Mauduit, à Montmaur. Cette réunion sera la première manifestation organisée du groupe de Résistance PG, qui deviendra ultérieurement le RNPGD. Leur premier objectif est d'établir des relations régulières entre les groupes de PG, évadés ou rapatriés, déjà engagés dans l'action contre l'occupant et de coordonner et de développer cette action (3). »

La version de Claude Manceron ne diffère de celle-ci que sur la date et sur le lieu. « Il (François Mitterrand) prend contact avec Mauduit, un catholique fervent, mystique même, qui fonde à Montmain (?), dans les Hautes-Alpes, un phalanstère d'évadés d'apparence farfelue, tout à fait dans le style « retour à la terre et méditation sur les cimes » propre à séduire les autorités de Vichy. En fait, ce phalanstère, c'est le premier maquis de France. L'été 1943, on y entraîne des résistants au maniement des armes et on forme des compagnies. « Morland » ne peut longtemps s'y exercer à la guerre (2). »

Outre la mise en évidence de certaines contradictions, ce texte apporte une précision : « Ce phalanstère est propre à séduire les autorités de Vichy. »

Vichy serait donc à l'origine de cette réunion. Dans un tel cas, la présence de Mitterrand s'expliquerait facilement... Il ne venait pas pour résister mais bien pour contrôler, au nom de l'Etat français, ce qui se passait dans ce camp.

Ni Védrine ni Manceron n'en font état. Pourtant, Marcel Haedrich, dans un article paru dans « Paris-Match » juste après les élections présidentielles et intitulé « Mon ami François Mitterrand », soulève un coin du voile :

« Que faisons-nous à Montmaur (en février 1943) ? Montmaur était le fief d'un personnage fascinant et drôle, Mauduit, un jeune industriel du Nord, un peu zinzin. A plus de trente ans, avant la guerre, il avait abandonné ses affaires, sa famille aussi, pour s'engager dans la Légion, afin, expliquait-il, de retrouver l'homme... Il parcourait à genoux les dernières grimpées de Notre-Dame de La Salette.

« ... Mauduit avait loué le château de Montmaur grâce à une subvention de Vichy. Les évadés qui venaient s'y refaire une bonne santé, en principe, travaillaient un peu dans la forêt... On faisait du charbon de bois, revendu à l'administration. L'administration fournissait des pommes de terre et, plus intéressant, des conserves avec lesquelles on constituait des dépôts de réserve, dissimulés dans les montagnes.

« Il faut préparer une guerre de chouans », disait Mauduit.

« ... A Montmaur, lors de cette réunion de février 1943, Michel Cailliau représentait le noyau actif de la Résistance « Prisonnier » (ce qui confirme sa déclaration citée plus haut)... Pour Cailliau, les anciens prisonniers de guerre se



Six mois s'écoulèrent entre l'incident de Wagram et l'allusion qu'y fit Maurice Schumann au micro de Radio-Londres. Le temps, sans doute, que Mitterrand lui en communique les détails.

rassemblaient pour intensifier ce qu'il appelait l'« action directe »...

« François Mitterrand parlait pour une majorité plus réservée. Arrivé à Vichy après sa troisième évasion, il avait trouvé dans l'administration un poste que l'on m'avait proposé...

« François Mitterrand jugeait que les structures officielles créées pour les prisonniers, utilisées avec intelligence, permettraient d'agir sur les mentalités par une propagande appropriée. Le désaccord entre les deux hommes (Michel Cailliau et François Mitterrand) existait déjà, qui allait aboutir à un procès en diffamation intenté par Cailliau à Mitterrand. Condamné en première instance, Mitterrand ne fit pas appel pour ne pas risquer une aggravation de la peine qui l'eût rendu inéligible... Il est piquant de relever que Mitterrand fut amnistié par Giscard d'Estaing après l'élection de 1974. »

Quelles conclusions tirer de ce texte ? Tout d'abord, la

réunion de Montmaur, ayant pour but de faire entrer la Résistance PG dans la Résistance active, Mitterrand y assiste en tant que représentant de Vichy, et « parle pour une majorité plus réservée ». D'autre part, ce témoignage d'un participant à cette réunion dit de Michel Cailliau qu'il « représentait le noyau actif de la Résistance », ce qui dément parfaitement les déclarations de Manceron concernant le pseudo réseau « Morland », noyau de la résistance PG ». Quant au procès en diffamation... Mitterrand devait le perdre.

Contrairement aux déclarations de Védrine et Manceron, la réunion de Montmaur ne saurait être portée à l'actif « Résistance » de Mitterrand. Et il faut en convenir avec Michel Cailliau : « A cette date, Mitterrand n'avait pas encore choisi la Résistance. Lors de la réunion, Mitterrand a déclaré qu'il était farouchement contre l'entrée en clandestinité. « Vous feriez alors le jeu des Anglais (1). »

Comme par hasard, c'est justement ce que pensait Vichy de la Résistance en ces années 1942-1943. Mais c'est amusant de la part d'un homme à qui, un an plus tard, de Gaulle reprochera justement ses liens avec l'Intelligence Service.

Un perturbateur discret

Examinons maintenant la deuxième preuve du résistancialisme aussi viscéral que précoce de François Mitterrand. Elle est tout d'abord avancée par Claude Manceron : « Sa combativité sera mise à contribution à l'automne 1943... Aux prisonniers évadés se mêlent, dans les « centres d'entraide », les prisonniers libérés au titre de la « relève ». Bonne occasion pour Vichy de refondre à son profit les organisations de prisonniers, de les noyauter et de les convertir à « l'Ordre Nouveau ».

» Pierre Laval et André Manceron organisent un grand meeting à Paris, salle Wagram, où tous les dirigeants des différents mouvements sont conviés. Il est un temps pour se taire et un autre pour manifester. On demande à Mitterrand, pour la première fois de sa vie, d'être celui qui pousse le cri nécessaire.

» Il se rend à Paris avec les papiers de l'un de ses compagnons, Pierre Roussel. Dans la grande salle ornée de plantes vertes et d'hommes moroses et passifs, Mitterrand et le petit groupe de résistants se trouvent face à l'ennemi ; sur l'estrade, tout l'état-major de la collaboration (Laval, Déat, Scapini, de Brinon, Darnand). Masson fait un long discours à la gloire du Maréchal. Dans la salle, les miliciens assurent le service d'ordre. On est apparemment entre Français, mais les Allemands sont dans la rue. Les journaux de Paris, publiés sous le contrôle d'Abetz, se préparent à imprimer qu'une manifestation d'unanimité a groupé tous les organismes de prisonniers, partisans de la collaboration franco-allemande. Mais...

» — Non, ce n'est pas vrai ! Vous mentez ! La France n'est pas derrière vous...

» Les gens de Vichy restent bouche bée. Ils sont contraints de supporter la contradiction sous peine d'apparaître comme des dictateurs. Le service d'ordre hésite à intervenir. Mitterrand martèle ses mots, se libère de tout ce que les Français doivent supporter depuis trois ans. La salle, surprise d'abord, réagit, s'anime, applaudit. C'est comme si un instant de cauchemar se dissipait et que l'on se retrouvait en République. Laval ne pourra faire voter au soir la motion d'unanimité prévue. Quelques jours plus tard, à la radio de Londres, le « porte-parole des Français libres », dont bien peu de gens savent alors qu'il s'appelle Maurice Schumann, apprendra à l'Europe entière qu'il s'est trouvé un Français pour défier les Allemands et leurs amis en plein Paris occupé (2). »

Avant d'analyser ce récit qui campe un « jeune homme tout fâché qui commence ici une longue carrière d'orateur »,

regardons ce qu'en disent les autres biographes présidentiels.

Jean-Marie Borzeix déclare, non sans finesse, dans son « Mitterrand lui-même » : « Le capitaine Morland, rebaptisé capitaine Monier en passant à Londres pour céder aux exigences du fichier de la France libre, se souvient difficilement qu'il s'appelle François Mitterrand, fils de Joseph Mitterrand et d'Yvonne Lorrain, né dans une petite ville du Sud-Ouest, loin de la politique et plus loin encore de la guerre. Tout a été si vite ! Est-il bien réel ce saut brutal, il y a quelques semaines dans la nuit et la peur de la clandestinité, poussé par un irrésistible besoin de hurler à Laval, Darnand, Déat, Brinon, alignés comme pour un jeu de massacre sur l'estrade de la salle Wagram, qu'ils ne sont pas la France, qu'ils mentent et qu'ils trahissent ? Sont-elles bien réelles ces évasions où la liberté s'est donnée sans réserve pour mieux se faire désirer après avoir bêtement tourné court devant la frontière suisse, puis à Metz dans une chambre d'hôtel ? Comment démêler la fiction de la réalité (4) ? »

Judicieuse question, en vérité. Et Moulin, que dit-il ?

« Comme il (Mitterrand) vient de remonter à Paris, le gouvernement Laval organise un grand rassemblement (ils sont trois mille cinq cents) de prisonniers rentrés et particulièrement de ceux qui sont revenus grâce à la « relève », ainsi que des responsables de leurs organisations. C'est le 10 juillet 1943. L'ordre est assuré à l'intérieur par la milice et à l'extérieur par les Allemands... C'est le bureau qui applaudit : Scapini, Brinon, Darnand et le commissaire général aux prisonniers de guerre, André Masson.

» ... Soudain, un homme se lève et crie : « Non, ce n'est pas vrai ! Vous mentez, la France n'est pas derrière vous ! » Il ajoute : « Nous n'acceptons pas le honteux marché que vous appelez la relève et qui se sert de nos camarades restés là-bas comme moyen de chantage pour justifier la déportation des Français... »

» ... L'affaire fera du bruit et Maurice Schumann en rappellera les termes essentiels à Radio-Londres le 12 janvier 1944 (5). »

Revenons sur la déclaration de Claude Manceron : « Sa combativité sera mise à l'épreuve en automne 1943. »

La seule réunion de prisonniers de guerre ou plus exactement de dirigeants de Maisons du prisonnier — ce qui n'est tout de même pas la même chose — n'a jamais eu lieu en automne 1943, mais le 10 juillet. Ce n'est donc pas en automne mais bien au cours de l'été 1943. Pourquoi une telle confusion ? Tout simplement parce que dans les lignes qui précèdent, Manceron reconstitue l'itinéraire résistancialiste de Mitterrand avec, selon lui, une certaine logique. En juillet 1943 (en fait, en juillet 1942, et pour des raisons qui n'ont alors rien à voir avec la Résistance), réunion de Montmaur ; au automne 1943, réunion de la salle Wagram et, dans la foulée, départ de Mitterrand pour Alger via Londres.

Il est très important pour Manceron que les dates coïncident, démontrant ainsi la continuité de l'action de Mitterrand.

L'impression sur le lecteur ignorant et confiant serait toute autre si on pouvait lire : pendant l'été 1942, Mitterrand assiste à une réunion dans le sud de la France ; un an plus tard, il participe à la réunion de la salle Wagram où il fait un esclandre avant de partir pour Londres plus de quatre mois après... La continuité serait irrémédiablement brisée.

Mais Manceron va plus loin dans la « reconstitution », rejoint en la circonstance par Moulin : « Sur l'estrade, tout l'état-major de la collaboration : Laval, Déat, Scapini, Brinon, Darnand. »

Nous avons retrouvé les journaux de l'époque et particulièrement le journal « Toute la France » (le journal des prisonniers).

On y lit le compte rendu de la réunion du 10 juillet 1943 et la liste des personnes présentes : à 10 h 30, André Masson, commissaire général aux prisonniers de guerre et déportés, fait un long discours.

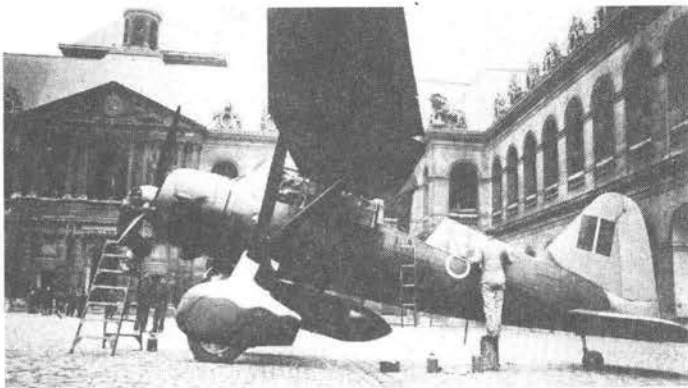
— J.-P. Maxence, directeur des services sociaux, prend ensuite la parole.

— René Durand, directeur des centres d'entraide.

— Jacques Zaepfels, directeur des Maisons du prisonnier.

Déjeuner regroupant les trois mille six cents directeurs des centres d'entraides et des Maisons du prisonnier.

A 15 h 30, reprise de la séance avec Paul Creyssel, secrétaire général à la Propagande et à l'Information.



Même un passager complètement ignare ne pourrait confondre l'avion léger Lysander (en haut) avec le moyen porteur Hudson (en bas).

— Prennent ensuite la parole, M. Racine, secrétaire particulier du maréchal Pétain, le chanoine Polliman et l'abbé Rhodain, aumônier général des prisonniers et président du Secours catholique.

— 17 h 15, arrivée de Pierre Laval suivi de MM. de Brinon et de Cathala.

— Vers 19 heures, fin de la réunion et remerciement, très court, d'André Masson.

Telle est la relation faite à l'époque de la réunion de la salle Wagram. Comme on peut le constater, la présence de Déat, de Scapini et de Darnand n'y est pas mentionnée. Oubli inexplicable dans les circonstances du moment, sauf si Manceron, dans son apologue, a succombé à la tentation d'« en remettre » en refaisant la tribune après l'Histoire. En outre, les comptes rendus officiels et non corrigés — que nous tenons à la disposition des curieux — ne font aucune allusion à un « incident » survenu en présence de Pierre Laval. Sur ce point, le zélé Manceron commet une nouvelle inexactitude : « Masson fait un long discours à la gloire du maréchal. Sur l'estrade, l'état-major de la collaboration. » Pierre Laval n'est arrivé qu'à

17 h 15 et le discours de Masson a eu lieu à 10 h 30. Sept heures séparent donc les deux événements !

Nous avons rencontré deux témoins survivants de cette réunion. Aucun ne se souvient d'un tel incident et pourtant, à en croire Claude Manceron et Charles Moulin, la salle aurait soutenu, voire protégé, Mitterrand.

Autre inexactitude : « Il (François Mitterrand) se rend à Paris avec les papiers d'un de ses compagnons, Pierre Roussel. » Passons sur le fait que personne n'a plus jamais entendu parler de Pierre Roussel... Mais comment admettre que Mitterrand ait eu besoin de papiers d'emprunt pour entrer dans cette salle, alors que, de son propre aveu, il fabriquait des faux papiers ; alors qu'il était depuis plus de quinze mois à Vichy, occupant des fonctions très officielles ; alors que responsable des prisonniers et vice-président des comités d'entraide, il était connu des directeurs de l'administration comme des caciques de Vichy présents à cette réunion. Ainsi de Paul Creyssel, ami de Gabriel Jeantet, et qui signait à côté de Mitterrand dans « France-Revue de l'Etat nouveau » ?

Quant à la caution apportée par Maurice Schumann, elle se retourne contre François Mitterrand. En effet, Manceron la situe « quelques jours plus tard, à la radio de Londres »...

Quelques jours plus tard ? Exactement, le 12 janvier 1944. Soit six mois plus tard. On sait que les communications entre la France et l'Angleterre passaient parfois avec difficulté, mais devoir attendre plus de six mois, alors que dans la semaine Schumann relatait les arrestations et les défaites allemandes successives sur le territoire national, ce n'est plus de la lenteur, c'est de l'immobilisme.

Et, comme par hasard, Mitterrand arrive à Londres en novembre 1943 et y revient au début de l'année 1944, juste avant que Schumann ne fasse ce fameux compte rendu...

Détail supplémentaire : « Claire » Lejeune, sœur du dessinateur Effel et secrétaire, à l'époque, de Schumann qui a conservé la sténo de toutes les interventions du porte-parole de la France libre au micro de la BBC, ne garde aucun souvenir et ne retrouve aucune trace de ce prétendu hommage au... « jeune homme en colère »

Y a-t-il un passager dans l'avion ?

Le « troisième » acte de Résistance de François Mitterrand, c'est son départ pour Londres et sa rencontre à Alger avec le chef de la France libre, le général de Gaulle. C'est un fait acquis, officiel, et on devrait, pour une fois, être sûr que tout s'est bien passé comme le relatent ses hagiographes.

Et pourtant, une fois encore, en guise de lumière nous devons nous contenter de la semi-obscurité pour ne pas dire de la nuit complète.

Pour une fois, Claude Manceron s'efface devant François Mitterrand. Autant l'actuel président de la République n'a pas daigné donner des explications ni des détails sur ses activités de Résistance, autant il est prolixe sur les conditions de son départ pour Londres et sa rencontre avec de Gaulle.

« De fil en aiguille, on me chargea de mission pour Alger. Un petit avion Lysander me récupéra dans une prairie près d'Angers une nuit de novembre 1943 (6). »

Passons sur le « de fil en aiguille » qui ne signifie rien, ainsi que sur le « on » dont Mitterrand ne précise pas l'identité. C'est même de cette incertitude que naîtra le premier désaccord avec de Gaulle. Qui a chargé François Mitterrand de partir pour Alger ?

Il ne s'agit pas des services français. En effet, lors de son

arrivée à Londres, personne ne le connaît et les services de la France libre commenceront par le faire croupir dans une cellule. Si le BCRA et le cagoulard Dewavrin alias Passy avaient demandé ou exigé la présence de François Mitterrand à Londres, cette mésaventure ne lui serait jamais survenue. D'autre part, son réseau est encore totalement inconnu... Rien d'étonnant, puisque le réseau « Morland » n'existe pas.

Alors qui ? Une seule possibilité. Le SOE des Anglais. Bien que Mitterrand ne figure dans aucun dossier des réseaux anglais agissant en France, c'est l'unique explication rationnelle et surtout la seule qui justifierait le traitement de Mitterrand par les Français de Londres.

Si on ne sait pas qui a envoyé Mitterrand à Alger, on ne sait pas plus quand il est parti. Il dit : « Une nuit de novembre 1943. » Védrine précise : « Le 15 novembre 1943, François Mitterrand part pour Londres sous le nom de capitaine Monier (*), dans un avion Lysander qu'il prend dans une prairie d'Anjou (3). »

Moulin, tout en prétendant répondre à la question, donne la même date : « Les choses se sont finalement arrangées avec la venue de De Gaulle à Alger, l'ORA est rentrée en grâce et c'est avec l'un de ses membres que François Mitterrand s'envolera le 15 novembre d'un terrain sis sur le territoire de Seiches-sur-le-Loir, entre Angers et La Flèche à bord d'un Lysander anglais pour gagner Londres où on le nommera capitaine Monier (5). »

Retenons la date du 15 novembre. Plus exactement de la nuit du 15 au 16 novembre 1943.

Cette précision est très importante. Nous allons voir pourquoi. Si Mitterrand est parti dans la nuit du 15 au 16 novembre 1943, son nom doit figurer dans la liste de Hugh Verity. En effet, ce dernier, pilote de la RAF, a effectué ou dirigé un nombre considérable de missions en France. Il lui incombait particulièrement de transporter les agents britanniques en France et de prendre à son bord les Français désireux de rencontrer les chefs de la Résistance extérieure.

Cette filière fonctionnait parfaitement, non sans danger, comme on imagine.

En 1981, Hugh Verity retrace ses aventures dans un livre, « We Landed by Moonlight ». Bizarrement traduit par « Nous

(*) On notera, nouvelle contradiction, que Mitterrand a expliqué à Borzeix que le surnom de Monier lui avait été imposé à Londres. Il ne pouvait donc pas partir sous ce pseudonyme !

atterrissions de nuit ». A la fin de l'ouvrage se trouvent récapitulés tous les départs et toutes les arrivées avec, en marge, le nom de code de l'opération, le lieu d'atterrissage et l'identité ou les pseudonymes des personnes transportées.

Que trouve-t-on pour la date qui nous intéresse, la nuit du 15 au 16 novembre 1943 ?

Effectivement, il y a eu un atterrissage dans la région.

Mais l'avion n'est pas du type Lysander. L'appareil piloté par le lieutenant-colonel Hodges et le commandant Wagland est un Hudson. La différence est d'importance puisque si le Hudson contient une dizaine de passagers, le Lysander ne peut en transporter que deux. Toute confusion est donc impossible, même pour le plus ignare des amateurs.

Cette opération baptisée « Conjuré » et placée sous la responsabilité d'un certain Derricourt a pour objet de déposer en France cinq personnes et d'en conduire une dizaine en Angleterre. Hugh Verity donne la liste des passagers embarqués. Or, Mitterrand n'y figure ni sous son nom ni sous aucun de ses pseudonymes, du moins dans la version originale du livre parue en anglais en 1981.

Reportons-nous à présent à la traduction de ce livre publiée aux éditions France-Empire en 1983.

Le récapitulatif des atterrissages et décollages figure également en fin de volume. La date est la même, le lieu de l'opération est le même, le type de l'appareil est identique (un Hudson), les noms des pilotes et copilotes n'ont pas changé ; le nom de code de l'opération est toujours « Conjuré », la liste des passagers débarqués et embarqués est semblable à l'original à un détail près : François Mitterrand figure sur la liste des personnes embarquées.

Examinons de plus près les deux versions — anglaise et française — du texte de Verity. Voici l'original :

« Bob Hodges navigated by Wagland was flying a Hudson toward them, with five or six passengers on board including Jean Manesson, Paul Pardi and Maugenet. The only comment on this operation in the 161 Squadron official records — apart from the number of passengers... »

No Mitterrand !

Découvrons maintenant la traduction française : « Bob Hodges, avec Wagland comme navigateur, pilotait un Hudson transportant cinq ou six passagers dont Jean Manesson, Paul Pardi et Maugenet. Devait débarquer François Mitterrand,

15/16 Nov 43 Hudson	Wg Cdr Hodges Sqn Ldr Wagland	CONJURER Déricourt	Angers	(5) Victor Gerson, Edward Levine, Jean Manesson, Paul Pardi, Maugenet	(10) + ? Cammaerts, Chartrand, Mulsant, Mme Fontaine, Barrett, Charles Rechenmann, 5 pilots	Watched by Kieffer and other Germans from a distance. (pp 141, 166)
15/16 nov. 43 Hudson	Lt Col Hodges Cdt Wagland	CONJURER Déricourt	Angers	(5) Victor Gerson, Edward Levine, Jean Manesson, Paul Pardi, Maugenet Fille Lambie ?	(10) + ? Cammaerts, François Mitterrand, Chartrand, Mulsant, Mme Fontaine, Barrett, Charles Rechenmann, 5 pilotes ?	Observé par Kieffer et autres Allemands à distance (pp. 219-220)

Les deux versions des listes publiées par Hugh Verity. A la date du 15-16 novembre 1943, dans la liste anglaise, le nom de Mitterrand n'est pas mentionné. Il apparaît dans la liste de l'édition française.

alors chef des prisonniers de guerre et aujourd'hui président de la République. Le seul commentaire... »

A vouloir trop bien faire, on en arrive à décrire Mitterrand DEBARQUANT d'un avion dans lequel il prétend avoir EMBARQUE !

Nous avons demandé à Hugh Verity de s'expliquer sur cette traduction à géométrie variable. Selon lui, il a ajouté Mitterrand à la demande « d'amis » de ce dernier (il a refusé de nous indiquer *qui* étaient ces amis) qui lui avaient assuré que Mitterrand faisait partie de ce vol.

Seulement voilà, Hugh Verity ajoute : « *J'ai accepté parce que j'ai compris que j'avais confondu avec Maugenet.* »

Ce qui est impossible. Pour deux raisons : d'abord, Verity cite Maugenet, puis Mitterrand. Il n'a donc pas confondu.

Ensuite, Maugenet a été arrêté, dès après l'atterrissage, par l'Allemand Kiefer, chef de la Gestapo qui « surveillait l'opération à distance ».

On en arrive donc à cette conclusion : le seul témoin de l'envol de Mitterrand à bord d'un Lysander est un Anglais qui raconte, à la demande d'amis de l'intéressé, qu'il a débarqué d'un Hudson !

Aucun tribunal n'accepterait un témoignage aussi contradictoire !

Mais le plus beau reste à venir. Devant recevoir Mitterrand à Londres, Margaret Thatcher avait cru de bonne politique d'exalter, par un geste symbolique, son passé de résistant. Les services du protocole ayant cherché leurs informations dans les diverses biographies de son illustre visiteur, le Premier ministre britannique fit à Mitterrand la surprise d'inviter à une soirée officielle le pilote du Hudson, Hodges.

Lequel, toisant Mitterrand, laissa tomber : « *Vous n'avez jamais volé dans mon avion !* »

Tête de l'intéressé, panique des assistants, vertige du protocole britannique qui voit poindre l'esclandre. C'est mal connaître Mitterrand. Dans un magnifique sursaut, il explique alors froidement que cela n'a rien d'étonnant puisqu'il n'a pas été transporté par un Hudson mais, la même nuit, par un Lysander.

Hélas, les services britanniques interdisaient, pour des raisons évidentes de sécurité, que deux opérations soient effectuées le même jour au même endroit.

Mais Mitterrand persiste. Après avoir fait intervenir des amis pour apparaître sur la liste des passagers de l'Hudson, il soutient avoir voyagé en Lysander.

Il le soutient mordicus. Exemple : tentant d'éclaircir ce point d'histoire, Marie-Madeleine Fourcade, fondatrice du réseau « Alliance », téléphona récemment à l'un de ses camarades de résistance, Amadieu. Lequel fit cette réponse troublante : « *C'est curieux, je viens de recevoir un coup de fil de Grossouvre qui m'a expliqué qu'il ne fallait plus que je dise que Mitterrand avait voyagé dans un Hudson, mais dans un Lysander.* »

Question : puisqu'il est patent que Mitterrand a atterri à Londres, pourquoi cache-t-on les circonstances exactes de son voyage ?

La raisons qui poussent à choisir la version « Lysander » plutôt que la version « Hudson » sont claires : elles limitent le nombre des témoins puisque le Lysander n'est qu'un biplace. Et nous voulons bien parier que jamais l'on ne retrouvera le pilote qui assura ce transport... Alors que plusieurs des dix passagers du Hudson vivent encore pour affirmer que Mitterrand n'était pas là.

Mais cela ne suffit pas expliquer l'obscurité entretenue autour de ce vol.

Faut-il alors en chercher la raison dans le reproche adressé par de Gaulle à Mitterrand d'avoir « voyagé dans un avion anglais », reproche qui ne pouvait avoir de sens que si l'on entendait « avion des services britanniques non affrété par la France libre » ?

Il faut savoir que lesdits services travaillaient en étroite liaison avec un réseau français opérant à partir de la Suisse, le réseau « Gilbert ». Son animateur n'était autre que le colonel Groussard, un des fondateurs de la Cagoule qui avait, jusqu'à son passage dans la clandestinité, servi fidèlement Vichy puisqu'il fonda les Groupes de protection du maréchal, véritable garde prétorienne, et dirigea l'arrestation de Laval.

Bien que l'on ignore la date réelle de son départ et les conditions exactes de son transfert à Londres, une chose est certaine : Mitterrand arrive bien à Londres. Que dit-il de l'accueil qui lui est réservé ?

« *Je connus Londres et les services français du comité d'Alger. On soumit à ma signature un registre qui m'engageait dans la France libre. Je renâclai. On m'abandonna dans une chambre sans porte ni fenêtre avec mes brodequins crottés de la boue angevine et ma chemise de trois semaines (6).* »

Trois constatations.

« *On soumit à ma signature un registre qui m'engageait dans la France libre. Je renâclai.* » Etrange résistant, en vérité, que cet homme qui débarque du ciel, dont on ne connaît ni le nom ni le réseau, qui n'emprunte pas les voies françaises de départ et qui, lorsqu'on lui demande d'adhérer à la France libre, « renâcle ». Une telle attitude avait de quoi surprendre. A moins que Mitterrand veuille nous faire croire qu'il était déjà un anti-gaulliste farouche...

Thèse qui expliquerait peut-être son départ par l'ORA, organisation résistante bien réelle, mais de tendances giraudiste, cagoularde et pro-américaine reconnues... Quid de l'hospitalité anglaise ?

« *On m'abandonna dans une chambre sans porte ni fenêtre.* »

Il serait amusant que Mitterrand nous explique comment il a pu entrer dans cette chambre sans porte ni fenêtre. Quant « à ses brodequins crottés de la boue angevine », il doit s'agir d'une obsession dont seule la psychanalyse pourrait révéler le mécanisme : c'est déjà à cause de brodequins crottés que Mitterrand faillit passer en conseil de guerre.

La rencontre avec de Gaulle

Moulin écrit à propos de ce voyage : « *C'est la première étape, elle lui réserve des surprises. Les fonctionnaires gaullistes de la France libre veulent lui faire signer un engagement dans les forces de la France combattante... Le petit jeu aurait pu durer longtemps si le capitaine Courson, ses amis de l'ORA, des membres du réseau Buckmaster et le colonel Passy ne lui avaient facilité les choses en lui permettant de prendre place sur un « bristol » qui emmenait à Alger un membre du cabinet de Henri Bonnet, chargé de l'Information (5).* »

Première constatation : une fois de plus, la Cagoule vient au secours de la Cagoule. En effet, dès qu'il a le moindre ennui, François Mitterrand fait appel à ses amis de l'ancienne organisation secrète. Ici, c'est au colonel Passy qu'il demande ce service. Service qui sera récompensé bien plus tard, Mitterrand une fois président de la République lui fera décerner

le Grand Cordon que l'obscur affaire des « Fonds du BCRA » où Passy fut un moment accusé d'avoir manqué de rigueur comptable, lui avait jusque-là interdit d'arborer en dépit de ses exploits militaires.

La méfiance des services de la France libre installés à Londres à l'égard de François Mitterrand provient du fait que nul n'avait jamais entendu parler de lui et s'il était parvenu à établir certains contacts avec Henry Frenay, ce dernier était à Alger où il avait suivi le général de Gaulle.

La procédure suivie à l'encontre de François Mitterrand n'avait rien qui pût surprendre. Elle touchait, en effet, tous les Français qui venaient, à partir de 1940, rejoindre la France libre. Ces précautions se comprenaient parfaitement à cette époque. Aux yeux des Anglais, et en l'absence de toute référence, Mitterrand pouvait fort bien n'être qu'un espion nazi.

Reprenons le récit de François Mitterrand : « *J'atteignis cependant Alger après quelques détours. Le général de Gaulle me reçut. Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport en avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité de cet avion et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal (6).* »

Admirez l'ellipse !

Ce que signifie « après quelques détours », on ne le saura sans doute jamais. Mais quand Mitterrand écrit « de Gaulle me reçut », il jongle avec les approximations. En fait, de Gaulle le convoqua. Mais comment pourrait-il le reconnaître, lui qui prétendait « traiter en égal avec le chef de la France libre » et qui, à propos de son entrée en Résistance, manifestait sa défiance à l'égard de De Gaulle en écrivant : « *Ce n'est cependant pas par rapport au général de Gaulle que je me suis déterminé. Il était loin. Il parlait beaucoup. Il était général. La France me paraissait plus proche et plus grande (6).* »

Dès cette première rencontre, de Gaulle tance son visiteur. Pourquoi ?

Le premier à avoir parlé de Mouvement uni des prisonniers de guerre, c'est le neveu du général de Gaulle. Au cours de l'été

1943, il parvient à convaincre son oncle que la France libre doit s'intéresser de très près à ces hommes. En effet, les prisonniers de guerre, évadés, rapatriés ou encore en Allemagne sont près de deux millions. Avec leurs familles, on arrive rapidement au double, voire au triple.

D'autre part, le général de Gaulle ayant donné le poste de commissaire de l'Intérieur à d'Astier de La Vigerie, il convient de « caser » Henry Frenay. L'idée de Michel Cailliau séduit donc le général, lequel décide de nommer à la tête du Commissariat des combattants et prisonniers de guerre le bouillant chef du réseau « Combat ».

À l'époque, la direction de la France libre est encore dualiste et Michel Cailliau, suivant les conseils de son oncle, doit se rendre auprès du général Giraud pour obtenir son accord.

Quand Michel Cailliau rentre en France pour poursuivre ses activités au sein du très réel réseau « Charette », la nomination de Frenay n'est pas encore décidée. Ce qui est décidé, en revanche, c'est que tous les mouvements de Résistance Prisonniers de guerre doivent s'unir pour ne former qu'un seul et même mouvement. Innocemment, Cailliau pense qu'il est l'homme de la situation. Son réseau existe bel et bien, il n'a jamais été fonctionnaire de Vichy et, surtout, il milite dans les rangs de la Résistance depuis l'origine.

Après le retour en France de Cailliau, Mitterrand part pour Londres et Alger.

Mais, à ce moment, Frenay est nommé. Or, malgré toutes ses qualités, il ne connaît strictement rien au problème des prisonniers de guerre. Mitterrand, en revanche, n'en ignore rien pour l'avoir « abordé » à Vichy pendant près de vingt mois.

C'est donc accompagné de Frenay que de Gaulle reçoit Mitterrand. Moulin avoue d'ailleurs : « *A Alger où il arrivera le 3 décembre, il n'est pas perdu ; il retrouve son frère Jacques, Henry Frenay et d'Astier de La Vigerie devenus, depuis le 9 novembre, le premier commissaire aux prisonniers de guerre et le second commissaire à l'Intérieur, tandis que son ami Georges Dayan, mobilisé comme aspirant à Alger, accourt le voir. Tout de suite, Mitterrand fait demander une audience à de Gaulle par l'intermédiaire de Frenay, qui l'accompagnera quand, après, il se rendra sans préjugés à la villa des Glycines.*



A Alger, de Gaulle (ici avec Giraud) fit grise mine à Mitterrand. Est-ce parce que ce dernier n'avait pas emprunté, pour le rejoindre, la filière de la France libre ?



Le 22 février 1982, André Dewavrin, alias Passy (deuxième en partant de la gauche), l'homme qui permit à Mitterrand de s'envoler pour Alger, recevait le Grand Cordon de la Légion d'honneur des mains du président de la République.

L'entretien sera déroutant, cordial et rude ; il finira plutôt mal (5). »

Interrogeons-nous maintenant sur le sens de la dispute qui oppose le général de Gaulle et Mitterrand. « *Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport par avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal.* »

A l'évidence, de Gaulle ne pouvait pas reprocher à Mitterrand d'avoir fait le voyage entre Londres et Alger sur un avion anglais puisqu'il n'existait aucun autre type d'appareil effectuant ce genre de transport.

Noyauté par les communistes ?

Alors, que penser de l'« étonnement » du général de Gaulle ? Pour Jean-Marie Borzeix, il s'agit d'une plaisanterie : « *Décontenancé par une remarque aussi saugrenue dont il ne perçoit pas sur-le-champ l'humour.* » Et pourtant, ce n'est certainement pas d'humour qu'il est question ce jour-là.

Quand de Gaulle s'étonne du mode de transport de Mitterrand, il ne songe pas au voyage entre Londres et Alger, mais au périple de France en Angleterre. Quant aux avions britanniques, de Gaulle fait allusion aux services secrets britanniques, filière utilisée par Mitterrand.

Les péripéties de François Mitterrand à Alger sont loin d'être terminées. Il dit lui-même : « *J'eus par la suite de la peine à regagner la France. Je dus organiser moi-même mon retour en Angleterre, d'où je partis fin février 1944. Une vedette MTB qui m'avait pris en charge en Cornouailles me lâcha à proximité de Bec-an-Fry, sur la côte du Finistère Nord.* »

Encore une fois, on retrouve un Mitterrand persécuté. Non, décidément, ces gens de la France libre ne l'aiment pas. Quand il vient, tardivement, rejoindre l'Angleterre, on l'enferme « dans une chambre sans porte ni fenêtre » et quand il veut, tel un héros du Moyen Âge, se porter au secours de la France occupée, on lui fait les pires difficultés. Heureusement, il a de la ressource et triomphe seul des obstacles dressés sur sa route.

En fait, et c'est désormais une certitude, Mitterrand n'a jamais rien fait tout seul. Quand il rentre au service de Vichy, c'est « par un ami de la famille » ; lorsque parvenu à Londres et qu'enfermé il veut rejoindre Alger, c'est « sur l'intervention de Passy, de Buckmaster et d'amis de l'ORA » ; et quand il veut échapper à Alger, c'est nous, dit Védérine, « *par le général de La Chenelière, ami de sa mère et membre du cabinet du général Giraud, alors commandant en chef, qu'il part dans un avion de transport militaire pour Marrakech, d'où, grâce à l'aide de Joséphine Baker, volontaire des FFL, il peut regagner Londres avant qu'on se décide à lui procurer les moyens de rejoindre ses camarades à Paris (3).* »

Donc, et contrairement à ce qu'affirme Mitterrand, ce n'est pas *seul* qu'il organise son retour à Londres. Moulin donne une version à peu près similaire de cet épisode. Toutefois, il précise,

et ce n'est pas sans importance : « De là, il gagne Londres où il lui faudra encore patienter quelque trois semaines au cours desquelles il nouera de nombreux contacts, notamment avec Waldeck Rochet (5). »

Ce détail explique enfin l'attitude de François Mitterrand à son retour en France lorsqu'il prend la direction d'un mouvement de résistance PG (créé le 13 mars 1944).

En effet, lors de la constitution du bureau du MNPGD, on trouve un représentant du CNPG, d'obédience communiste. Durant des années, on va s'interroger sur la nécessité ou non de faire entrer des communistes dans ce rassemblement alors qu'ils étaient pratiquement absents des cercles Prisonniers de guerre.

Voici ce que dit à ce propos Henry Frenay, dans « La nuit finira » : « Non sans mal nous parviendrons à un accord (entre Michel Cailliau et François Mitterrand), et la fusion en France sera réalisée au mois de mars 1944. Malheureusement, et à mon insu, elle ne se fera pas dans les conditions que nous avions arrêtées. François Mitterrand affirmera à son retour en France, qu'il avait reçu d'Alger des instructions pour faire entrer dans le mouvement fusionné un groupe très réduit dont j'ignorais jusqu'à l'existence et qui n'était autre qu'une émanation du parti communiste français. Devant cette exigence présentée comme venant du CFNL, ses camarades s'inclineront. Le comité directeur du Mouvement prisonnier unifié comprendra cinq membres dont deux communistes, le secrétaire général et Bugeaud, membre actif du PC que j'apprendrai à connaître, après la libération de Paris, comme l'un de mes adversaires les plus déterminés.

» Cette initiative que j'ignorai jusqu'après la guerre,

permettra le noyautage des prisonniers et déportés. Il aura, nous le verrons, de sérieuses conséquences.

» Pourquoi et comment François Mitterrand a-t-il ainsi tourné et dénaturé l'accord que nous avions conclu ? J'en suis réduit à deux hypothèses. Il était resté absent de France trois mois et demi passés surtout à Londres. A Alger, il avait rencontré les députés communistes de l'Assemblée et, en Angleterre, Waldeck Rochet. Avait-il subi leur influence ou délibérément fait leur jeu (7) ? »

Mais Henry Frenay, dont on a pourtant affirmé qu'il était l'ami de François Mitterrand (ne portera-t-il pas un de ses fils sur les fonts baptismaux ?) dira de lui : « Malgré son caractère secret, il ne m'avait pas été difficile de déceler sa froide ambition, mais je n'avais pas discerné son habileté manœuvrière dont sa carrière politique donnera par la suite de remarquables exemples (7). »

On ne saurait en effet mieux dire.

Mais on conviendra qu'en fait de citation à l'ordre de la Résistance, on a déjà fait mieux...

(1) Michel Cailliau répond à un article paru dans le journal « Minute » sous le titre « Le vrai visage de Mitterrand ».

(2) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Robert Laffont.

(3) Jean Védrine, « Dossier Prisonniers de guerre ».

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Stock.

(5) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.

(6) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Fayard.

(7) Henry Frenay, « La nuit finira », Robert Laffont.



Dessin
de
Vassilieff

Sa Libération

ARME AU POING, LE JOUR DE LA TRÊVE

SELON ses hagiographes, Mitterrand, une fois rentré de Londres, se consacra entièrement à ses activités de Résistance. Il était temps, car s'il avait attendu encore quelques mois, cette Libération aurait eu lieu sans lui.

Durant cette période, Mitterrand va consacrer le plus clair de son temps à peaufiner les structures de son Mouvement des prisonniers de guerre, il sait déjà qu'une telle activité pourra lui être utile après la Libération.

Il a déjà un objectif. Etre nommé ministre des Anciens combattants et prisonniers de guerre. Il pense, il espère qu'Henry Frenay sera promu à d'autres fonctions et qu'en conséquence, étant le plus compétent dans ce domaine, le portefeuille sera pour lui.

Mais, la Libération, c'est pour François Mitterrand l'époque de l'amour. C'est à ce moment-là, en effet, qu'il rencontre Danielle Gouze qui, dans quelques mois, deviendra Danielle Mitterrand.

Cette première rencontre nous est rapportée avec moult détails par plusieurs auteurs. Nous ne reprendrons que deux versions. D'abord, celle de Charles Moulin : « Ces tâches ne comblaient sans doute pas son activité puisqu'il va pouvoir encore les agrémenter d'une idylle. Un jour de mars 1944, il dîne avec son ami et collaborateur, Patrice Pelat (le colonel

Patrice de la Résistance), venu avec Madeleine Gouze (la productrice Christine Gouze-Renal, madame Roger Hanin), résistante elle-même, qui lui montre au cours du repas une photographie de sa jeune sœur Danielle. La légende familiale veut qu'il ait été si troublé par ce visage, qu'il se serait écrié : « C'est elle que j'épouserai », en tous cas, il n'a de cesse que la grande sœur ne fasse venir sa cadette de Cluny, où elle réside, à Paris, à l'occasion des fêtes de Pâques et qu'ils ne se rencontrent pour un déjeuner « chez Beulemans », boulevard Saint-Germain.

» A la sortie, Danielle ne sait pas très bien où elle en est, mais lui, il est conquis et veut la revoir. Comme son ami de captivité et de résistance Bernard Finifter va se marier à Toulouse, il décide de l'emmener avec eux. Encore faut-il son assentiment et celui de ses parents. Il organise donc des déplacements, indispensables pour son action, de façon à passer par Cluny et à se retrouver en fin de parcours à Toulouse (1). »

Dans le « Danielle Mitterrand — portrait » de Michel Picard et Julie Montagnard, la version diffère, naturellement. Tout d'abord ce n'est pas au cours d'un déjeuner avec Patrice Pelat venu avec Christine Gouze, mais lors d'une « réunion chez elle (Christine) rue Campagne-Première. Elle allait s'avérer décisive dans la vie de François Mitterrand.



Tandis que la France se libère, Mitterrand se met un fil à la patte en convolant avec Mlle Danielle Gouze, le 28 octobre 1944.



Mitterrand, lors d'une cérémonie de la Libération : à 29 ans, il rêve déjà d'être ministre.

« Ils sont quatre ou cinq à se rendre chez Christine en ce jour de mars 1944... alors qu'il converse avec Christine, François Mitterrand s'approche d'un meuble Boulle sur lequel se dresse la photographie d'une jeune fille.

— Qui est-ce ? demande Mitterrand.

— Ma sœur.

— Elle est ravissante, je l'épouse (2). »

François et Danielle convoleront, en effet, après divers contretemps, le 28 octobre.

A l'assaut d'un immeuble vide

Mais c'est aussi à cette époque que se situe le grand fait d'armes de François Mitterrand. A la tête d'un petit groupe, il prend d'assaut le Commissariat général aux prisonniers installé 3, rue Meyerbeer.

Que dit Jean Védrine en lieu et place de François Mitterrand dans le « Dossier prisonniers de guerre » ?

« Le 19 août 1944, François Mitterrand, qui a été, en mai, nommé secrétaire général provisoire, correspondant du ministre des Prisonniers, déportés, réfugiés (H. Frenay) en attendant son arrivée, prend ses fonctions avec un commando, arme au poing, en occupant l'immeuble, 3, rue Meyerbeer, à Paris, où siège le commissaire général aux PG (3). »

Une chose, cependant, ne laisse pas de nous étonner. Jean Védrine nous avait jusqu'à présent habitués à plus de détails, erronés certes, mais tout de même. Or là, à un événement aussi exceptionnel que la prise d'un ministère, arme au poing et à la tête d'une petite troupe, il ne consacre que cinq lignes.

Pourquoi cette discrétion ?

Claude Manceron, certes peu avare de longues confidences,

n'en parle même pas. Ce silence est vraiment extraordinaire. Nous nous trouvons en présence de l'unique exemple de François Mitterrand résistant une arme à la main et combattant de toute sa fougue et de toute son ardeur, les troupes allemandes. Et les chroniqueurs, qui nous avaient habitués à plus d'enthousiasme, n'en parlent que du bout des lèvres.

Nous avons voulu en savoir davantage.

Une fois de plus, c'est Charles Moulin qui, involontairement, vend la mèche.

« François Mitterrand et les dirigeants du MNPGD restés à Paris, sont pratiquement coupés de leurs équipes provinciales. Il leur reste à se préparer pour la libération de la capitale. On suit attentivement l'avance des armées de Leclerc et de Patton qui frappent les coups du destin : Saint-Lô, le 15 juillet ; Avranches, le 30 ; Rennes, le 5 août ; Le Mans, le 9 ; Alençon et Chartres, le 10 ; Orléans, le 15, comme l'armée de Lattre de Tassigny débarque en Provence ; Dreux, le 19... L'arrivée des alliés à Paris est donc imminente. Le 18, sont placardées des affiches de mobilisation générale signées du gouvernement provisoire de la République, des réunions de dirigeants se font à la préfecture de police, changée en camp retranché de la Résistance. François Mitterrand y participe activement.

« Le 19 août, sous les ordres du colonel Rol-Tanguy, l'insurrection commence. Les FFI doivent éviter les bâtiments fortifiés où se sont réfugiés les ennemis, mais les harceler, s'emparer de l'Hôtel de Ville, des mairies, des bâtiments publics, des dépôts.

« Le 20 août, tandis que Parodi et le consul Nordling négocient une trêve avec le responsable allemand, le général von Choltitz, trêve qui sera conclue et dénoncée aussitôt par les comités de Libération et les FFI, Paris commence à construire des barricades et François Mitterrand, avec un des commandos

ETAT FRANÇAIS

CE QUI A ÉTÉ FAIT PAR LE GOUVERNEMENT DU MARÉCHAL POUR LES PRISONNIERS DE GUERRE

Dans les semaines qui ont suivi l'Armistice, le Maréchal a créé :

LA DIRECTION DU SERVICE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé la Direction du Service des Prisonniers de Guerre, placée sous son autorité directe. Elle a pour mission de coordonner et de superviser toutes les actions du Gouvernement français en faveur des prisonniers de guerre.

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé la Direction du Service des Prisonniers de Guerre, placée sous son autorité directe. Elle a pour mission de coordonner et de superviser toutes les actions du Gouvernement français en faveur des prisonniers de guerre.

Le SERVICE DIPLOMATIQUE des PRISONNIERS DE GUERRE

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé le Service Diplomatique des Prisonniers de Guerre, placé sous l'autorité de la Direction du Service des Prisonniers de Guerre. Il a pour mission de traiter les questions diplomatiques relatives aux prisonniers de guerre.

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé le Service Diplomatique des Prisonniers de Guerre, placé sous l'autorité de la Direction du Service des Prisonniers de Guerre. Il a pour mission de traiter les questions diplomatiques relatives aux prisonniers de guerre.

Le COMMISSARIAT GÉNÉRAL aux PRISONNIERS DE GUERRE RAPATRIÉS et aux FAMILLES de PRISONNIERS DE GUERRE

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé le Commissariat Général aux Prisonniers de Guerre Rapatriés et aux Familles de Prisonniers de Guerre, placé sous son autorité directe. Il a pour mission de coordonner et de superviser toutes les actions du Gouvernement français en faveur des prisonniers de guerre rapatriés et de leurs familles.

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé le Commissariat Général aux Prisonniers de Guerre Rapatriés et aux Familles de Prisonniers de Guerre, placé sous son autorité directe. Il a pour mission de coordonner et de superviser toutes les actions du Gouvernement français en faveur des prisonniers de guerre rapatriés et de leurs familles.



Activité de M. l'Ambassadeur de France Georges Scapini

Le 15 août 1945, le Maréchal a créé le Service Diplomatique des Prisonniers de Guerre, placé sous l'autorité de la Direction du Service des Prisonniers de Guerre. Il a pour mission de traiter les questions diplomatiques relatives aux prisonniers de guerre.

Une affiche de Vichy, vantant l'action de l'Etat français en faveur des prisonniers de guerre. L'« activité du commissariat général » y figure en bonne place.

de Jean Munier, dit Rodin, s'empare, revolver au poing, de l'immeuble du Commissariat aux prisonniers, rue Meyerbeer, et s'y établit en responsable (1). »

Donc, selon Charles Moulin, c'est le 20 août que François Mitterrand s'empare du Commissariat, « revolver au poing ».

Cette date n'est pas sans importance. En effet, dans le livre de Pierre Bourget et Charles Lacretelle, « Sur les murs de Paris », on trouve la précision suivante :

« Mais, cette proclamation du général von Choltitz, ne sera pas portée à la connaissance de la population : le commandant de la Wehrmacht à Paris a admis, en effet, le dimanche 20 août, par l'intermédiaire du consul de Suède à Paris, Monsieur Raoul Nordling, le principe d'une trêve entre les Forces françaises de l'intérieur et ses troupes, au cours d'une négociation dramatique poursuivie avec Monsieur Parodi, représentant du général de Gaulle dans la capitale. Et, toute réflexion faite, il sursoit à l'ordre de faire imprimer sa proclamation.

» Dans l'après-midi du 20, on voit, collés sur des murs et sur des arbres, des avis ronéotypés annonçant une « suspension du feu ». Puis, des autos de la préfecture de police munies de haut-parleurs, montés par des FFI et des agents de police agitant des linges blancs et suivies d'automobiles dans lesquelles des soldats allemands ont pris place, parcourent les quartiers. Elles diffusent la nouvelle d'une « suspension de feu contre l'occupant jusqu'à l'évacuation totale de la ville ».

» Cette « suspension » vaut parfois aux Parisiens d'étonnantes spectacles tel celui qu'offrent, non loin de la préfecture de police, des FFI porteurs de brassards et des Allemands en uniforme, discutant avec méfiance certes, de cette pause soudaine.

» ... Le lundi 21 août, la trêve est pratiquement rompue dans la capitale (4). »

On comprend mieux alors, le silence des historiens sur cette période. En effet, si Mitterrand a commis un fait d'armes, c'est d'abord sous la responsabilité de Jean Munier et de sa petite troupe et, de plus... cet événement s'est produit durant la trêve.

Une chose est pratiquement certaine. Les hommes de ce

commando n'ont pas eu grand mal à effectuer cet assaut au moment où « FFI et Allemands en uniforme discutaient de la pause ». En effet, au 3, rue Meyerbeer, ne siégeait que l'antenne du commissariat général aux Prisonniers. Le véritable ministère se trouvait à Vichy.

Passons...

Un protecteur mal récompensé

Voilà donc Mitterrand investi des fonctions de secrétaire général... Mais hélas, il n'est que secrétaire général PROVI-SOIRE. Dans « La nuit finira », Henry Frenay raconte cette période et le rôle de Mitterrand, pour ce qu'il en sait, et pour ce qu'on lui a rapporté.

« Ainsi que nous en avons décidés, par une ordonnance de mai dernier, chaque département ministériel, de la Libération à notre arrivée, a été pris en main par un secrétaire général nommé par le gouvernement depuis déjà quelques mois. J'avais demandé et obtenu, pour mes propres affaires, que la fonction soit remplie par François Mitterrand.

» Il a choisi de s'installer au siège parisien du commissariat général aux Prisonniers de guerre, 3, rue Meyerbeer, à l'ombre de l'Opéra. Lui et ses hommes (?), pendant l'insurrection de la capitale, s'en sont emparés de vive force, en ont chassé les occupants et, des fenêtres, faisaient le coup de feu (5). »

Une précision, toutefois. Frenay ne reviendra à Paris que le 1^{er} septembre. Entre-temps, les amis de Mitterrand auront eu le temps de récrire l'histoire. Cette anecdote des coups de feu n'étant rapportée que par Frenay... idem celle concernant les occupants qu'on aurait chassés. Mais Frenay poursuit :

« Mitterrand doit avoir environ vingt-six ans. De sa jeunesse il a su dominer la spontanéité et maîtriser les élans. Je suis heureux de le revoir, mais mon sentiment ne me semble pas partagé. Il avait espéré, me dit-on, que je serais appelé à d'autres fonctions gouvernementales et qu'il pourrait ainsi devenir le ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Si c'était là son espoir, il était évidemment déçu.

» Je souhaite cependant m'attacher ses services, car son intelligence est vive et l'on devine en lui un caractère d'une grande opiniâtreté. En outre, dans les milieux prisonniers, s'il est discuté, il dispose d'une équipe solide et d'une réelle influence.

» Je lui offre alors de rester auprès de moi en qualité de secrétaire général, donc à un poste de responsabilité essentielle... C'est le placer au plus haut niveau de la hiérarchie administrative. L'offre, me semble-t-il, est alléchante, presque inespérée pour un homme de son âge et de sa formation. Elle est cependant déclinée, car les ambitions de François Mitterrand sont ailleurs et plus grandes encore. En se servant des milieux prisonniers et de leurs associations comme tremplins, il visait à une carrière politique, brûlant de pouvoir y donner sa mesure (5). »

Certes, Mitterrand « va donner sa mesure ». Comme nous allons le voir dans le passage qui suit, il n'aura de cesse de faire partir Henry Frenay.

La gratitude n'est probablement pas la qualité dominante de François Mitterrand. Car s'il n'a pas été « épuré » à la Libération, c'est grâce à Henry Frenay qui l'a pris sous sa protection. Avec la caution d'Henry Frenay, ses activités pendant l'Occupation, ses fonctions officielles dans l'organisation de Vichy, sa Francisque même passaient au second plan.

Quel sera le remerciement de Mitterrand ?

Pour le savoir, donnons la parole, encore une fois à Frenay :

« Le 12 juin 1945, en présence de tous les membres du bureau politique du Parti, un grand meeting réunit, salle Pleyel à Paris, plusieurs milliers de militants, parmi lesquels de nombreux déportés communistes, Jacques Duclos en appelle à tous les prisonniers, à tous les déportés pour seconder les efforts de son parti ou, mieux encore, pour entrer dans ses rangs. André Marty reprend toutes les attaques contre mon

ministère, énumère les revendications non satisfaites et, sous les ovations de l'assistance, cloue au pilori « Henry Frenay, l'homme qui cache son nom ».

» Pourquoi veulent-ils que je sois le comte de Clermont-Tonnerre (*) ? Je n'en sais rien. Sans doute pour me faire passer pour un affreux « ci-devant », un aristocrate, ennemi du peuple. La campagne qui commençait sur ce thème fut si bien orchestrée que, deux ans plus tard, des gens me demandaient quel est mon vrai nom !

» Inévitablement la masse des captifs subit l'influence de cette campagne si magistralement menée. Vingt ou vingt-cinq mille prisonniers rapatriés, réclamant pêle-mêle des vêtements, l'épuration, leur pécule, défilent en juillet sous mes fenêtres, en scandant « Frenay, démission » et parfois « Frenay au poteau ! »

» Naturellement les communistes sont à leur tête, mais je suis quelque peu surpris et peiné d'y reconnaître François Mitterrand (5). »

On comprend la surprise de Frenay... et sa peine, bien que cela ne nous étonne pas. Quoi qu'il en soit, devant les attaques répétées dont Frenay est l'objet, particulièrement de la part des communistes qui n'hésitent pas à le diffamer en le comparant aux « maîtres de Berlin », de Gaulle se décide à intervenir personnellement.

Souvenons-nous qu'un jour, François Mitterrand étant l'objet d'attaques de parlementaires qui scandent : « La Francisque ! La Francisque ! » il leur avait répondu : « Je vous renvoie à la citation qu'a bien voulu faire à mon propos le général de Gaulle. »

En fait, de Gaulle, dans le tome II de ses Mémoires cite

(*) C'est effectivement la rumeur que le PC faisait courir sur Frenay !



Gare de l'Est, Henry Frenay (en haut à droite) accueille les prisonniers de retour d'Allemagne. Pendant ce temps, avenue Foch, Mitterrand conspue celui dont il a vainement convoité le portefeuille.



Paris se libère.
C'est le moment
pour les héros de
la onzième heure
de s'emparer des
troupes
allemandes... au
faible esprit
combatif.

Mitterrand parmi les « chargés de missions allant et venant entre Alger et la métropole ». Mitterrand n'étant venu qu'une seule fois à Alger, la confusion (qui pourrait n'être pas tout à fait involontaire), témoigne du peu d'importance de ce « résistant »...

Mais dans le tome III des Mémoires, de Gaulle expose la suite du récit de Frenay :

« A Paris même, des cortèges sont formés, parcourent les boulevards, défilent avenue Foch sous les fenêtres du ministère des Prisonniers aux cris de « Frenay ! au poteau ! ».

« ... (...) A mon bureau je convoque les dirigeants du Mouvement. « Ce qui se passe, leur dis-je, est intolérable. J'exige qu'il y soit mis un terme et c'est vous qui m'en répondrez ». « Ils s'agit, m'affirment-ils, d'une explosion de la colère justifiée des prisonniers. Nous-même ne pourrions l'empêcher. » Je leur déclare : « L'ordre public doit être maintenu. Ou bien vous êtes impuissants vis-à-vis de vos propres gens ; dans ce cas, il vous faut séance tenante, me l'écrire et annoncer votre démission. Ou bien vous êtes effectivement les chefs ; alors vous allez me donner l'engagement formel que toute agitation sera terminée aujourd'hui. Faute qu'avant que vous sortiez d'ici j'aie reçu de vous soit la lettre, soit la promesse, vous serez dans l'antichambre, mis en état d'arrestation. Je ne puis vous accorder que trois minutes pour choisir ». Ils vont conférer entre eux dans l'embrasure d'une fenêtre et reviennent aussitôt : « Nous avons compris. Entendu ! Nous pouvons vous garantir que les manifestations vont cesser. » Il en sera ainsi le jour même (6). »

Notons qu'à l'époque de la parution de ses Mémoires, le général de Gaulle n'avait pas éprouvé le besoin de donner plus de détails sur cette étrange affaire. Il avait tu volontairement le

nom des participants à cette réunion. Et pourtant, le chef de cette délégation, c'était... François Mitterrand.

Cette discrétion, voulue par de Gaulle, sera enfreinte par les hagiographes de Mitterrand, qui veulent à tout prix lui conférer une stature de héros fermement opposé au général de Gaulle. Encore une fois il s'agit d'expliquer que Mitterrand traitait d'égal à égal avec le général.

Et Jean Védrine écrit : « François Mitterrand, vice-président de la FNPG, participe à une importante manifestation des PG de la région parisienne pour protester notamment contre l'insuffisance de l'habillement alloué aux rapatriés. C'est la première manifestation de cette importance depuis la Libération et le gouvernement, le ministre et même le général de Gaulle en sont très irrités.

« Le 5 juin 1945 (flottement chronologique entre cette date et celle indiquée par Frenay), le général de Gaulle (...) du gouvernement provisoire accorde une audience à des représentants de la FNPG : il reçoit François Mitterrand, Jean Cornuau, Georges Thévenin. Il reproche violemment à la délégation ses prises à partie contre le ministre Frenay qui « ne le mérite pas » et il accuse les trois délégués de faire de la démagogie et de nuire ainsi au redressement du pays. Les trois délégués se contentent de préciser que ces articles ne sont pas violents, mais fermes et qu'ils ne font qu'exprimer ce que ressentent les rapatriés et qu'il est de l'intérêt bien compris de l'Etat et du gouvernement de le savoir et d'en tenir compte.

« Le récit de ces entretiens dans les Mémoires du général de Gaulle (tome III, le Salut) ne correspond pas au souvenir des autres personnes qui n'ont aucunement cédé aux injonctions du chef du gouvernement provisoire, ce que les faits ont démontré (3). »

Ce que les faits n'ont justement pas démontré. Car, à partir de cette date, le gouvernement provisoire n'aura plus à se plaindre des prisonniers de guerre, exception faite d'Henry Frenay, toujours poursuivi par la vindicte des communistes et de « l'Humanité » en particulier. Quant à Mitterrand, il disparaîtra de la Fédération nationale des prisonniers de guerre après en avoir été élu vice-président, six mois plus tard.

De Gaulle témoin à charge

Cette version de l'entretien « houleux » avec le général a été naturellement écrite après la mort du général de Gaulle, puisque la biographie de Védrine n'a été établie qu'en 1978.

C'est donc, impunément le croyait-il, que Védrine traite de Gaulle de menteur. Ce qu'il ne savait pas, c'est que de Gaulle avait une nouvelle fois relaté cette anecdote à Michel Droit qui la rapporte dans son livre « Les clartés du jour ».

Cette fois, le nom de Mitterrand y figure ainsi que son rôle exact.

C'est de Gaulle qui parle : « Ah, si Mitterrand n'était pas ce qu'il est et ne représentait pas ce qu'il représente ! Tenez, je vais vous confier une anecdote sur lui qui situe le personnage. En 1940, il a été fait prisonnier. Il ne fut pas le seul. Puis, il s'est évadé. Tous ne l'ont pas fait. Donc, jusque-là, très bien. Il est alors arrivé à Vichy où il s'est occupé des prisonniers. Normal. Il a même tellement donné satisfaction à ses employeurs qu'on lui a remis la Francisque. Et puis, il a fondé dans la clandestinité — vous voyez ce que je veux dire — le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. De mieux en mieux. Alors, il est arrivé à Alger, en 1943. Je lui ai dit : « Puisque vous connaissez les questions de prisonniers, vous allez travailler avec Frenay. » Parfait. Il est même reparti, à un certain moment, en mission pour la France occupée, ce qui était courageux. Pourtant, un jour de juin 1945, alors que la plupart de nos prisonniers et de nos malheureux rescapés des camps de la mort étaient revenus, v'là-t-y pas que j'apprends que le dénommé Mitterrand, qui

avait occupé les fonctions officielles de secrétaire général aux prisonniers de guerre, déambulait tous les jours avenue Foch, sous les fenêtres du ministère de Frenay, à la tête d'un cortège de manifestants de tous poils en criant : « Frenay, au poteau, Frenay, au poteau. » Rien que cela ! Je fais ni une ni deux. Je convoque le dénommé Mitterrand rue Saint-Dominique où il arrive flanqué de deux acolytes, et je lui dis : « Qu'est-ce que c'est que cela ? Du tapage sur la voie publique en temps de guerre, alors que si les hostilités ont pris fin en Europe elles se poursuivent en Extrême-Orient, vous savez ce que ça vaut ? » Il me répond : « Mon général, je n'approuve pas ces hommes. Je vais seulement avec eux pour les empêcher de faire des bêtises. » Je lui dit : « Alors, si vous vous désolidarisez d'eux, vous allez me l'écrire. Voilà un bout de papier, un coin de table, une plume, allez-y ! » Il me fait : « Mon général, ça demande réflexion ! » Je lui réplique : « Tout à fait juste. Je vous donne trois minutes, si vous n'avez rien écrit et signé, vous sotirez de cette pièce et serez mis aussitôt en état d'arrestation ». Alors, il se lève, avec ses deux acolytes, se dirige vers l'embrasure d'une fenêtre, leur dit quelques mots et revient vers moi : « Mon général, nous avons compris, je signe ». Voilà ce que c'est le dénommé Mitterrand (7). »

Frenay confirmera l'anecdote point par point dans une lettre publiée par « le Figaro-Magazine » et le gendre de De Gaulle, de Boissieu, celui-là même qui préféra démissionner de son poste de grand chancelier de la Légion d'honneur plutôt que d'avoir à remettre le grand cordon au résistant Mitterrand, confirma dans ses Mémoires : « Je suis passé dans le bureau (du général) quand Mitterrand faisait sa page d'écriture. »

(1) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.

(2) Michel Picard et Julie Montagnard, « Danielle Mitterrand—portrait », Ramsay.

(3) Jean Védrine, « Dossier prisonniers de guerre ».

(4) Pierre Bourget et Charles Lacretelle, « Sur les murs de Paris », Hachette.

(5) Henry Frenay, « La nuit finira », Robert Laffont.

(6) Charles de Gaulle, « Mémoires de guerre », Plon.

(7) Michel Droit, « Les clartés du jour », Gallimard.



De Gaulle et Frenay rendent hommage aux prisonniers et déportés disparus en Allemagne. Le chef du gouvernement provisoire devra intervenir pour mettre fin aux intrigues de Mitterrand.

LA JEUNESSE DE MITTERRAND

Certes...
... Certes le livre de **Péan** sur la jeunesse du président de la République apporte un certain nombre de données, qu'il serait stupide d'ignorer ou de minimiser.

Et d'abord qu'il a été le premier à obtenir de **François Mitterrand** plusieurs entretiens au cours desquels celui-ci a consenti à s'expliquer sur cette période de sa vie. Ce qu'il n'avait jamais fait avec quiconque. Dès lors, le dossier Mitterrand s'enrichit de nouvelles pièces.

Au nombre de ces pièces, la photo inédite, figurant à juste titre sur la couverture du livre (1), du maréchal **Pétain** et du jeune François, face à face.

Il convient aussi de citer la collaboration du même personnage, devenu historique, mais qui n'était alors qu'un étudiant, en tant que critique littéraire à un quotidien, d'une certaine importance à l'époque, *L'Echo de Paris*, dirigé par **Henri de Kerillis**.

Cette collaboration avait jusqu'alors échappé à tous les observateurs. Un détail ? Oui et non. Elle n'a pas d'importance quant au jugement que l'Histoire peut porter aujourd'hui et demain sur un homme politique nommé Mitterrand.

Il faut quand même tenir compte que les journalistes — et parmi eux les critiques littéraires — ne manquent pas à l'époque. Qu'un jeune étudiant venu de province réussisse à placer ses papiers, faut le faire : cela dénote un certain entêtement.

Révélation ?

Cela dit, lorsque les médias sont saisis par l'extase et parlent à l'envi de *révélation*, et qu'un tas d'hommes politiques, journalistes, politologues, sociologues et *tutti quanti* exhibent leurs états d'âme, et font mine de découvrir — dont certains avec effroi —, le passé vichyste du président de la République, il y a de quoi hurler de rire.

Car ce passé, depuis l'évasion douteuse de François Mitterrand de son « stalag », ses fonctions à Vichy, ses liaisons cagoulardes peut-être discutables, mais néanmoins persistantes après la Libération, avec des témoins comme **Schueller** et **Méténier**, sa collaboration à une publication maréchaliste, *L'Etat Nouveau*, l'attribution dont il a bénéficié sous le numéro matricule 2 002, de la Francisque, **attribution dont la condi-**

tion première était de se porter candidat, ce que le jeune François ne put manquer de faire, avec comme parrains l'ancien cagouillard **Gabriel Jeantet** — que je retrouverai beaucoup plus tard au Parti des Forces Nouvelles, et **Simon**

Arbelot, ancien membre de l'**Action Française**, tout cela, oui tout cela était connu, archi-connu, avait été révélé — et superbement ignoré — à maintes reprises.

Et dans cette révélation, qui ne ménageait personne, une publication non conformiste, a joué un rôle capital...

... *Le Crapouillot*

Eh ! oui.

Dans plusieurs numéros de cette publication, mais en particulier dans le numéro 104 H (Hors Série) **Mitterrand très secret**, dont nous reproduisons les cinquante premières pages.

Là, presque tout est dit. En tout cas, tout l'essentiel.

Quand ce numéro est sorti en 1990, qui donc a réagi ? **M. Jacques Lang ? M. Emmanuelli ? M. Lionel Jospin ? M. Attali ? M. Bérégovoy ? M. Rocard ? M. Fabius ? M. Mauroy ? M. Marchais ? M. Delors ? Madame Veil ? M. Jean-François Kahn ? M. Kouchner ? Madame Anne Sinclair ? M. le**

grand rabbin Sitruk ? M. Chirac ? M. Balladur ? M. Pasqua ? Gisèle Halimi ? Mémé Rebérioux ? etc. etc.

Personne.

Et, aujourd'hui, après ce tapage, provoqué par le livre de Péan, après le passage à *Antenne 2* avec **Elkabach**, du président de la République, émission suivie, nous dit-on, par huit millions de téléspectateurs...

... Personne !

C'est ça la désinformation.

Il reste que l'affaire est là, qu'elle est à l'ordre du jour. Que tout le monde ou presque s'interroge sur le passé du président de la République, le défend ou le condamne, qu'à travers ce cas, c'est le régime de Vichy qui ressurgit, et qui provoque les réactions de ceux qui ont vécu cette période dramatique, ou qui, trop jeunes, en ont simplement entendu parler, mais cherchent à comprendre.

Alors, voyons cette affaire.

Sans tabous.

(1) *La Jeunesse de Mitterrand*, Fayard ed.



Mitterrand sous l'occupation.



Eugène Deloncle, patron de la Cagoule

LA CAGOULE ET L'ORÉAL

Quand on voit le tumulte, au demeurant parfaitement, ou plutôt, odieusement hypocrite soulevé par les « révélations » sur le passé de Mitterrand, on se dit qu'il était difficile à l'intéressé d'avouer son appartenance à cette organisation, et que les « Volontaires Nationaux », c'était tout juste acceptable.

Mitterrand, donc, nie. Et Péan partage ce point de vue. Il donne d'ailleurs, pour contester cette appartenance, un argument qui ne manque pas de poids. Il cite en effet des extraits d'une liste « **Corre** » de membres de la Cagoule, celle qui concerne la lettre M. Elle comprend quatorze noms. Celui de Mitterrand n'y figure pas. (1)

Soit. Il semble toutefois douteux que la Cagoule n'ait compté, à la lettre M., que quatorze membres. Et les dossiers épurés, ou qui ont disparu, ça n'est pas tellement rare quand on a le bras long. La preuve : le dossier que nous avons publié sur l'affaire de l'Observatoire — et sur lequel les confrères ont observé une discrétion remarquable — toutes pièces qui ont disparu des archives du ministère de la Justice.

En fonction (en particulier de la liste « **Corre** »), Péan aboutit à cette conclusion : « On se souvient qu'à l'époque où j'enquêtais en vue de rédiger la biographie du docteur **Martin**, la famille de celui-ci m'avait raconté par le menu le rôle qu'était supposé avoir joué François Mitterrand dans ces attentats. Rien ne permet de confirmer ces allégations et je suis convaincu que le jeune François n'a nullement transporté des bombes rue de Presbourg (2), pas plus qu'il n'a fait partie de la "Cagoule"... » (3)

Pourquoi cette conviction ? Après tout, quand on considère l'épisode de l'Observatoire, monté avec la complicité d'un **Pesquet**, c'est-à-dire d'un homme de sac et de cordes, on pourrait se dire que François Mitterrand a connu un retour de flamme, et qu'il a été tenté de vivre une aventure qui lui rappelait certains épisodes de sa jeunesse.

Une chose frappe en tout cas quand on lit *Une Jeunesse française*, c'est la place que tiennent dans la vie de Mitterrand, certains dirigeants de la Cagoule ou de l'Oréal, entreprise fondée par un ancien cagouillard, **Eugène Schueller**.

Amis de jeunesse

Il suffit de se reporter à la place occupée, dans l'index de cet ouvrage, par certains noms. **André Bettencourt** (dirigeant de l'Oréal) est cité 19 fois ; **Jean Bouvyer** (cagouillard), 31 fois ; **Jacques Corrèze** (cagouillard), 9 fois ; **François Malle** (étudiant comme Mitterrand chez les maristes et futur dirigeant de l'Oréal), 19 fois ; **Eugène Deloncle** (dirigeant de la Cagoule), 14 fois ; **Gabriel Jeantet** (cagouillard, parrain de Mitterrand pour la Francisque), 15 fois ; **François Méténier** (cagouillard), 32 fois ; **Eugène Schueller**, 6 fois.

Autant de personnes que le chef de l'Etat a pour la plupart connues dans sa jeunesse, avec qui il a conservé des contacts soit amicaux, soit professionnels, jusqu'à leur mort.

Liens purement amicaux ? On peut en douter.

Le doute, à mes yeux, existe dans deux cas : celui de Bouvyer et celui de Gabriel Jeantet.

— **Bouvyer**. Les Mitterrand ont fait la connaissance de la famille Bouvyer en 1933 à Rouillac. La mère est une monarchiste fanatique. Le fils **Jean** a participé aux manifestations du 6 février 1934. Puis, il passe à la Cagoule.

On va le retrouver mêlé à l'exécution de **Navachine**, Soviétique, dirigeant de la Banque Commerciale de l'Europe du Nord, exécuté par le tueur numéro 1 de l'organisation clandestine, **Filliol**.

Par la suite, Jean Bouvyer se vante d'avoir assisté à l'assassinat des frères **Rosselli**. Ceci revient aux oreilles d'un inspecteur de police **Bascou**, lequel n'aura pas grand mal à faire parler Bouvyer : lequel reconnaît sans difficultés que, pour le compte d'un cagouillard, nommé **Tenaille**, il a exercé une surveillance des frères **Rosselli**. « Les meurtriers — déclare-t-il — disposaient d'une automobile Peugeot, une 402 noire. L'après-midi, nous sommes allés à Alençon pour filer les frères

Rosselli ; j'étais avec **Fauran** dans sa voiture. Les quatre assassins occupaient la 402. C'est au retour que le meurtre a eu lieu. Fauran et moi y avons assisté d'assez loin. J'ai très nettement entendu deux coups de feu. Les occupants de la Peugeot sont : Filliol, **Jacubiez**, **Puisieux** et un inconnu... » (4)

Cette affaire bouleverse François, qui va voir plusieurs fois Jean Bouvyer à la Santé, où il est détenu. Comment a-t-il obtenu le droit de visite, puisqu'il n'est pas un membre de la famille ?

Incidemment, on peut noter cette phrase de lui dans une lettre écrite à une amie : « J'aime le risque, sinon je m'ennuie ».

La question qui reste posée aujourd'hui, c'est-à-dire un demi-siècle environ après les événements : l'intérêt que porte le jeune Mitterrand au jeune Bouvyer (qui a tout « balancé ») est-il simplement celui d'un ami ou celui d'un *complice*, engagé lui-même dans les opérations de la Cagoule et qui peut craindre que son « pote » ait la langue trop longue ?

Une seconde piste qui a retenu mon attention est celle qui mène à Gabriel Jeantet. Gabriel, cagoulard, sera un des deux parrains de Mitterrand, pour la Francisque, le second étant **Simon Arbellot**, fort proche de « l'Action Française ».

Ainsi, ce double parrainage n'est pas celui de deux gentils Volontaires Nationaux, quasiment inodores.

J'ai connu Gabriel Jeantet, assez tardivement, dans le milieu des années 1970. Gabriel et moi appartenions alors à la direction du Parti des Forces Nouvelles. Un soir que nous revenions, en métro, d'une réunion du PFN, je l'interrogeai sur son parrainage de Mitterrand et sur ses liens avec lui.

A vrai dire, il ne fut pas prodigue en confidences. J'en retins qu'il conservait une grande estime de Mitterrand.

Un troisième aspect au sujet duquel je me questionne, c'est l'introduction du jeune François dans les services de Vichy.

Le colonel Cahier

Voyons : le 16 décembre, après s'être évadé (évasion contestée), il passe la ligne de démarcation, près de Chambly. Il a raconté ce retour dans un article publié dans le journal *Métier de chef* (5) des « Compagnons de France », en avril 1943, un texte remarquablement écrit.

Qui va introduire François Mitterrand à Vichy où il occupe un « petit emploi » (6) à la documentation générale du directeur de la Ligue des Combattants et des Volontaires de la Révolution nationale (ouf !) ? Le colonel **Cahier**.

Et qui est le colonel Cahier ?

Entre autre, le père d'une certaine **Edith**, qui, le 6 décembre 1939, épousera **Robert Mitterrand**, frère de François. Les Mitterrand ont connu le colonel Cahier (alors commandant) à Rouillac, chez les Bouvyer. Cahier a une sœur, **Mercédès**. Elle n'est autre que la femme d'Eugène Deloncle, « patron de la Cagoule, chef de Jean Bouvyer et de François Méténier. Ces trois derniers sont alors emprisonnés à la Santé ». (7)

Bref ! On est en famille. La grande famille cagoularde. Péan apporte, il est vrai, cette restriction : « par son frère, François Mitterrand vient donc de tisser un fil supplémentaire avec les milieux cagoulards. Mais un fil ténu, car les Cahier, depuis quelques années, ont pratiquement rompu leurs relations avec les Deloncle — notamment leur repas hebdomadaire en commun — par suite de l'engagement politique d'Eugène ». (8)

Possible ! Cela n'en fait pas moins beaucoup de liens ténus — ou moins ténus — avec la famille cagoularde. Ajoutons que **Mercédès**, sœur Cahier, devenue veuve d'Eugène Deloncle, deviendra après la Libération, la femme de Jacques Corrèze, futur représentant de l'Oréal aux Etats-Unis.

Le monde est vraiment très petit.

Les Cahier et les Deloncle étaient peut-être divisés avant-guerre. La Cagoule va connaître des péripéties autrement importantes avec la défaite de 1940. Si certains cagoulards, dont **Saint-Jacques**, se retrouvent à Londres aux côtés de **De Gaulle**, Deloncle, Eugène Schueller, patron de l'Oréal, Jacques Corrèze, Henry Charbonneau, et bien d'autres, fondent avec **Marcel Déat**, en 1941, le Rassemblement National Populaire, première version. Je viens de m'évader du convoi qui m'emmenait en Allemagne. J'assisterai au Vélodrome d'Hiver au meeting du RNP où est annoncée la création de la LVF. Je me souviens encore d'Eugène Deloncle (très mauvais orateur), disant d'une voix emphatique : « Oui ! L'heure est solennelle, est solennelle !... », des applaudissements qui crépitaient pour le leader de la Cagoule, mais qui se font beaucoup plus discrets pour le directeur de l'Œuvre...

Je viens de l'extrême-gauche. Je n'aime pas Vichy. La Cagoule, ce n'est pas ma tasse de thé. Je n'adhérerai au RNP qu'en février ou mars 1942, après la rupture avec les Deloncle, Schueller, Corrèze et compagnie.

Si j'évoque cet épisode, c'est pour montrer que les rapports sous l'Occupation, entre Vichyssois et collaborationnistes, entre ceux qui venaient de la droite et ceux qui étaient issus de la gauche, voire de l'extrême-gauche, étaient loin d'être simples.

A partir de 1942, et notamment après le débarquement en Afrique du Nord, les choses vont basculer. Deloncle est abattu à son domicile par la Gestapo. Une bonne partie des anciens cagoulards vont passer dans le camp de la Résistance. A Vichy, Gabriel Jeantet montera un projet d'attentat contre **Hitler**.

Je constate simplement que l'évolution de François Mitterrand accompagne ce processus. Hasard ? Concertation ? Je n'en sais rien.

Schueller et compagnie

Ici, il convient de parler de l'Oréal et de son patron (ainsi que de Mon Savon), Eugène Schueller. Au RNP, première manière, il donnait des conférences où il expliquait : « On n'est pas général, parce qu'on est fils de général ; on ne doit pas être patron, parce qu'on est fils de patron. » Il accordait quelques articles à *La France au Travail*, quotidien de zone Nord, très antisémite, et à *L'Atelier*, hebdomadaire socialiste nuance RNP, à l'agence Inter-France à laquelle collabore une foule de journalistes. (9)

C'est Eugène Schueller qui, après la Libération, confiera la direction de *Votre Beauté* à François Mitterrand.

Il faut signaler autre chose, fort peu connue, et qui n'a guère attiré l'attention. Dans notre numéro 110 « La gauche dans la collaboration », nous avons publié une reproduction d'un placard publicitaire de l'Oréal paru en 1944 à Alger, dans *Les Cahiers antiracistes*, publication de la LICA (Ligue Internationale contre l'Antisémitisme), dirigée avant-guerre par **Bernard Lecache**.

Les Cahiers faisaient évidemment état des persécutions endurées par les juifs en métropole, mais aussi des aides qu'ils trouvaient auprès de certains chrétiens.

Comment l'Oréal de Schueller, le « collabo », a-t-il eu le moyen de glisser sa « pub » dans cette revue ? François Mitterrand serait-il intervenu par hasard pour arranger les choses ?

Mais un « détail », comme celui que nous venons de citer, prouve que l'histoire réelle est singulièrement plus complexe que l'image sommaire et stéréotypée que nous en donnent les médias.

Et c'est une des fonctions du *Crapouillot* de réagir contre ces simplifications, auxquelles le livre de Péan, et l'interview de Mitterrand à *Antenne 2*, viennent de porter un rude coup.

La fille d'Eugène Schueller, qui est aujourd'hui une des plus riches familles de France, a épousé un certain **André Bettencourt**. Dans la classe de 1ère du professeur **Gauthereau** à Henri IV, j'ai connu un certain Bettencourt, que nous appelions familièrement « Bébête », bien qu'il ne fut pas bête du tout. Je ne sais si c'est le même.

Bettencourt fut membre des Indépendants et Paysans après la Libération, député à l'Assemblée Nationale et ministre de **Mendès-France**. Il fit ensuite partie des députés qui soutinrent la répression de De Gaulle contre les insurgés d'Alger.

On aura vu, par ailleurs, page ?????, la reproduction d'un appel qu'il publie sous l'Occupation. Pas triste !

Inutile de dire que le couple Bettencourt a toujours été fort bien reçu à l'Elysée.

Quoi encore sur l'Oréal ? Un de ses principaux pontes n'est autre que **François Dalle**, qui connut Mitterrand avant-guerre chez les maristes.

Jacques Corrèze, qui est mort récemment, était le représentant des intérêts de l'Oréal aux Etats-Unis. Il est mort peu après une polémique qui le mettait en cause.

Frydman contre l'Oréal

Cette polémique succédait à un différend entre **Jacques Frydman**, qui occupait des fonctions importantes à la direction de *Europe 1*.

Frydman, d'origine juive, que d'aucuns disent lié aux services de renseignements israéliens, et qui, selon certaines rumeurs, aurait appartenu au groupe qui, à la fin de l'Occupation, abattit **Philippe Henriot**, engagea une action judiciaire contre l'Oréal, pour des motifs financiers, en accusant cette entreprise de boycotter Israël pour pouvoir conserver des marchés avec les Etats arabes. A cette occasion, Frydman « découvrit » que Schueller et Jacques Corrèze avaient été « collabos ».

Encore un qui était, jusque là, mal informé.

L'affaire s'enlisa. Ses origines restent assez mystérieuses. Il n'est pas impossible qu'au-delà de l'Oréal, l'offensive Frydman ait visé le Chef de l'Etat. Elle coïncidait, en tout cas, avec une période où François Mitterrand était vivement attaqué par certains milieux juifs, en raison du dépôt de gerbe sur la tombe de **Pétain**.

Ajoutons, enfin, toujours selon certaines rumeurs, que l'Oréal aurait dépanné en Espagne, Eugène Filliol, un des anciens, sinon le principal tueur de la Cagoule.

Ce qui reste sûr en tout cas, c'est que pendant près d'un demi-siècle, aucune enquête approfondie n'a été menée sur l'Oréal et le passé de ses dirigeants.

Les confrères, parfois, ne sont pas curieux.

VALTERUS

(1) p. 109.

(2) A l'époque siège du patronat français, contre lequel la Cagoule organisa un attentat censé avoir été accompli par l'extrême-gauche.

(3) o.c. p. 109.

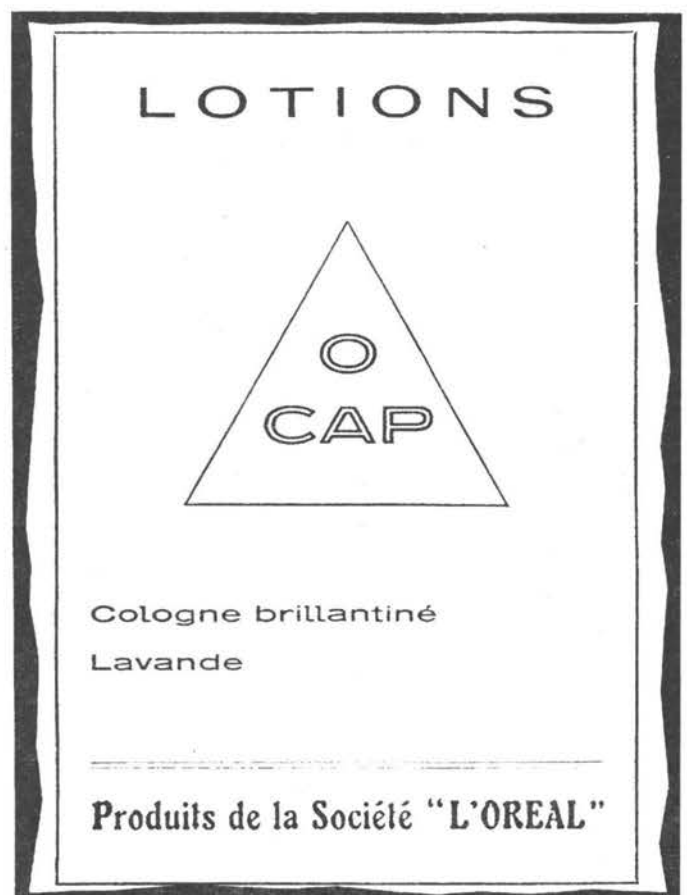
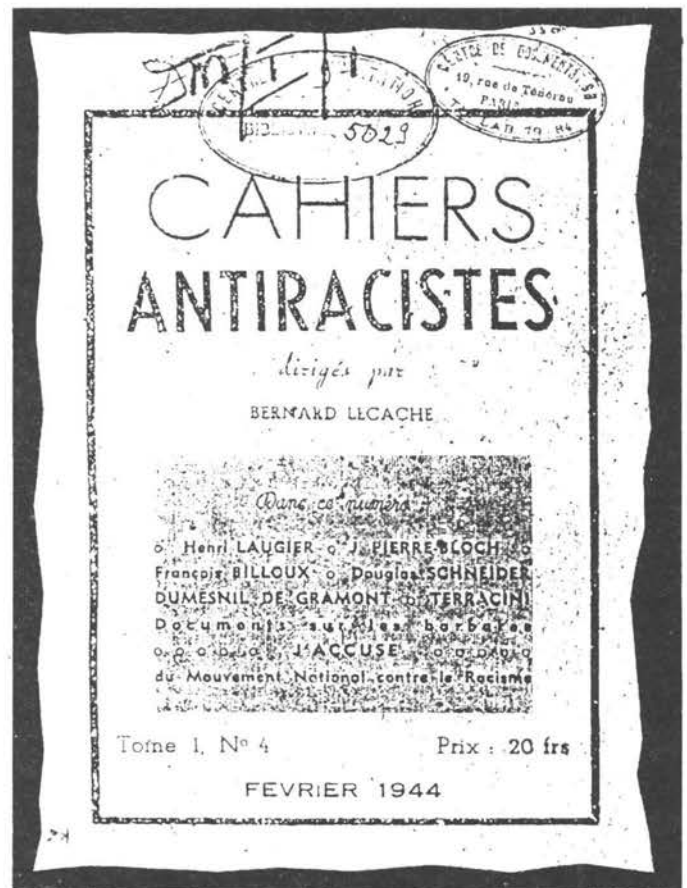
(4) o.c. p. 107.

(5) Quel titre fasciste !

(6) o.c. p. 173.

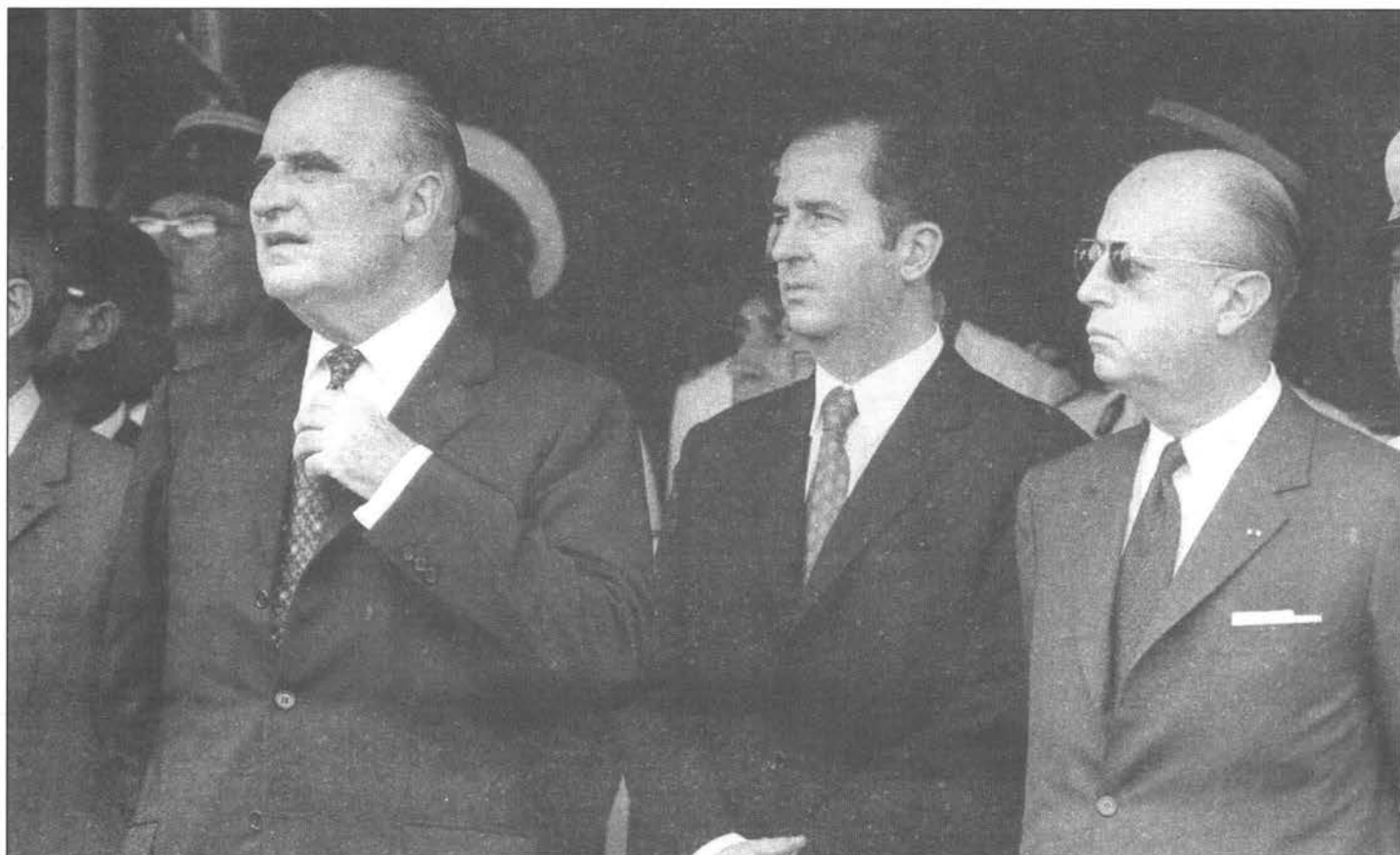
(7) p. 110.

(9) Ces renseignements sont extraits de *Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*, somme remarquable publiée sous la direction d'Henry Coston.



Ci-dessus : la "pub" de "L'Oréal" dans les "Cahiers antiracistes" publiés à Alger.

BALLADUR... ... ET VICHY



Balladur dans l'ombre de Pompidou.

Interrogé à 7 sur 7, le dimanche 11 septembre, par **Anne Sinclair**, Balladur, de sa voix douce, n'y est pas allé par quatre chemins.

Pour lui, c'est tout simple : en gagnant Londres, en appelant à la Résistance, de Gaulle avait raison à cent pour cent.

Et Vichy était condamnable, du début à la fin, et de A jusqu'à Z.

Un jugement catégorique, qui est une sorte de coup de pied de l'âne feutré décoché à Tonton.

Sur quoi, il convient de s'interroger sur les relations de « Balla » avec quelques personnages importants qui ont vécu cette période.

Apparemment, le Premier ministre n'a pas eu d'état d'âme quand il s'est retrouvé à l'Elysée aux côtés du président de la République, **Georges Pompidou**.

Lequel n'a quand même pas eu un parcours résistant très soutenu pendant les quatre années d'occupation.

A l'Elysée, le brave « Balla » a certainement eu l'occasion de croiser maintes fois un certain **Georges Albertini**, secrétaire général, sous l'Occupation, du RNP de **Marcel Déat**.

Albertini était dans les meilleurs termes avec **Marie-France Garaud** et avec **Juillet**... tous deux conseillers de Pompidou à l'Elysée. Et quand Juillet quittait ces lieux pour aller paître ses moutons en province, Albertini occupait son bureau, y donnait ses coups de téléphone, y recevait ses visiteurs.

C'était lui qui avait placé comme responsable de la sécurité à la présidence de la République, un de ses protégés le commissaire **Massoni**.

Il est impossible que Balladur et Georges Albertini, à l'époque, ne se soient pas croisés et n'aient point échangé quelques propos.

Faut-il rappeler en outre que ce fut Balladur qui reçut à l'Elysée **Monseigneur Ducaire**, venu plaider la grâce du milicien **Touvier**, que Pompidou finit par accorder. A accorder à un homme, qui, à l'instigation des communistes, a été jugé et condamné pour crimes contre l'Humanité. Ce qui incite, par contrecoup, à se poser des questions sur l'attitude du président de la République à cette époque.

Balladur a certainement une opinion sur cette attitude. D'autre part, ayant reçu Mgr Ducaire, il sait certainement des choses sur l'affaire Touvier.

Ceci étant, convoqué au procès Touvier, pour y témoigner, **il ne vint pas.**

Les avocats de la partie civile se gardèrent de s'en émouvoir.

Le président du Tribunal se garda bien d'insister.

Ce qui prouve que les magistrats qui ont jugé et condamné Touvier en 1994, et ceux qui ont acquitté Bousquet en 1949 ne sont vraiment pas curieux.

... et Albertini

Quand **Mitterrand** était Garde des Sceaux et ministre de la Justice, sous la IV^e République (1956-1957), les liens se nouèrent entre lui et Georges Albertini. J'atteste, ici, qu'il fit amnistier **Henri Barbé** et **Pierre Celor**, tous deux dissidents du Parti communiste français. Le premier avait rallié le Parti populaire français de **Jacques Doriot**, avant-guerre, puis, sous l'Occupation, le RNP de Marcel Déat. Par l'intermédiaire de l'Allemand, **Boemelburg**, il fit libérer le dirigeant communiste **Marcel Cachin**, alors détenu à la Santé, ce que *L'Humanité*, avec une belle constance, omet de rappeler.

Le second ne rallia le PPF que sous l'Occupation, après qu'Henri Barbé, avec lequel il était brouillé, en eut donné sa démission.



Georges Albertini, ancien secrétaire général du R.N.P....,



...lié à Chirac

Tous deux furent condamnés après la Libération, à des peines de travaux forcés.

Mitterrand les fit amnistier à la demande d'Albertini. Les pièces de son intervention auraient disparu des archives du ministère de la Justice. Comme les pièces de l'affaire de « l'Observatoire » que *Le Crapouillot* a retrouvées et publiées, dans un numéro hors-série, et dont les grands médias se sont soigneusement abstenus de parler.

Il est logique de penser que la bonne volonté de Mitterrand à l'égard d'Albertini a eu sa contrepartie. Financière ? Albertini, à l'époque, dirigeait *Est et Ouest* l'après-midi, boulevard Haussmann, mais était, le matin, un des principaux seconds, avec le colonel **Passy**, un des grands acteurs de la Résistance, d'**Hippolyte Worms**, à sa banque, située, elle aussi, boulevard Haussmann.

Sur ce côté (financier), des rapports entre Georges Albertini et François Mitterrand, je suis hors d'état d'attester quoi que ce soit.

... et Chirac

Georges Albertini étant étroitement lié avec Marie-France Garaud, et avec Juillet, l'a été nécessairement, par ces intermédiaires, avec **Jacques Chirac**. Du moins jusqu'au jour où les relations entre Marie-France et le cher Jacques se sont, brusquement et violemment, dégradées.

C'est le moment où le rôle « d'homme de l'ombre » de Georges Albertini s'efface. Très vite **Giscard**, pour des raisons que j'ignore, ne veut pas le compter au nombre de ses conseillers.

C'est la fin de cette influence occulte. Albertini en souffrira beaucoup jusqu'à sa mort survenue en 1983.

Roland GAUCHER

L'AFFAIRE BOUSQUET



Bousquet et les militaires allemands. Qu'est-que qu'on rigole !

On trouvera (page 62) la fiche biographique de **Pierre Bousquet**, ami de **Mitterrand**, et principal responsable de la déportation des juifs sous l'Occupation, pour le compte du gouverneur **Laval**.

Extraite du *Whos Who* (Editions 1977-1978-13e édition), elle est éloquente : Bousquet a été Conseiller technique, Secrétaire général, directeur, puis directeur général adjoint de la Banque de l'Indochine et de Suez (Indosuez). Il a été président du Crédit Foncier de la Nouvelle-Calédonie et de la Société des plantations réunies de l'Ouest africain, administrateur de l'Union électrique d'Outre-Mer, de la Société des caoutchoucs de l'Indochine, de la Banque française pour le commerce, de la Société financière pour la France et les pays d'Outre-Mer (Soffo), de la Banque française de l'Asie, de l'UTA. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre 39-45. Il a en outre la médaille d'or du courage et du

dévouement (à quoi et à qui?).

Bref un personnage d'une envergure incontestable sur le plan financier. Qui possède de multiples relations.

Il faut ajouter, ce que ne dit pas le *Whos Who*, que Bousquet est aussi une puissance journalistique. Il a été l'ami de **Jean Baylet**, directeur de *La Dépêche du Midi*, important organe régional de tendance radicale. Après la mort de Jean Baylet en 1959, il va entrer au Conseil d'administration de *La Dépêche*, « devenant ainsi — écrit **Edwy Plenel** — l'homme-orchestre du quotidien toulousain dans l'ombre de **Mme Baylet** ». (1)

Dans l'ombre (qui est aussi une ombre maçonnique), on peut faire beaucoup de choses. Aussi, quand on lit aujourd'hui un communiqué de *La Dépêche*, assurant qu'en somme on a à peine vu Bousquet dans ce journal, et qu'il ne faisait que passer, on peut se permettre de sourire.

On peut, en revanche, être secoué par l'hilarité quand on

entend à *Europe 1*, **Antoine Veil**, époux de **Simone**, expliquer avec assurance que depuis 1970 il siégeait au même Conseil d'administration que l'infâme Bousquet, et qu'il n'a appris ses crimes qu'en 1978, après leur révélation par une enquête de *L'Express*.

Suffoqué, il a aussitôt donné sa démission.

Enfin, Darquier de Pellepoix vint

Qui a nourri l'enquête de *L'Express* en révélations ?

L'antisémite et ancien « collabo » **Darquier de Pellepoix**. Selon cette enquête, Darquier révèle pour la première fois le rôle joué par l'infâme Bousquet dans la déportation des juifs.

On lit dans l'article de Plenel : « Brusquement, cet antisémite professionnel (Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives de Vichy) rafraîchissait les mémoires en rappelant le rôle actif de Bousquet dans l'organisation des graves rafles anti-juives de juillet 1942 ».

Ainsi donc, à croire ce récit, s'il n'y avait pas eu un infâme « collabo » réfugié en Espagne, antisémite jusqu'au bout des ongles, sur le point de casser sa pipe, qui, saisi d'une sorte de prurit, se met à faire des confidences sur le rôle de Bousquet, on ne saurait rien. Il n'aurait jamais été poursuivi pour crimes contre l'Humanité. Maître **Serge Klarsheld** aurait pu remballer ses réquisitoires. Et l'illuminé (illuminé ? illuminé ? vous avez dit illuminé ?) qui « dessouda » Bousquet à son domicile, aurait pu rengainer son « flingue », ou chercher d'autres cibles.

Mais enfin, de qui se moque-t-on ? Les services de renseignements israéliens passent pour les meilleurs du monde. Et jusqu'en 1978 — très exactement jusqu'au 28 octobre de cette année, date de la publication du numéro de *L'Express* — ils ignoraient tout du rôle joué par l'abominable Bousquet ? **Jean-Yves Camus** et **René Monzat** publient un livre bourré de renseignements très précis (hommes et organisations) sur *Les Droites nationales et radicales en France* (2). L'essentiel de la documentation, les auteurs l'indiquent eux-mêmes, leur a été fourni par la section française du « B'nai Brith ». Et cette section n'avait jamais enquêté sur le responsable de la rafle des juifs au Vel d'Hiv ?

Et le pauvre Antoine (Veil) ? Pendant quelque dix ans il a siégé au même Conseil d'administration que René Bousquet. Et il ne lui est jamais venu à l'idée de lui demander : « Dites-moi, cher ami, j'espère que vous n'avez aucun lien de parenté avec cet affreux homonyme qui travaillait à Vichy contre notre communauté ? ». Ou, s'il reculait par timidité devant cette interpellation, de se renseigner discrètement ici et là ? Dans ce cas, de deux choses l'une : ou bien le sieur Veil, Antoine, époux de la dame Simone, prend ses auditeurs pour des cons, ou bien il est lui-même un sacré nigaud.

La Haute Cour lave très blanc

On pourra s'étonner, de même, de l'indulgence dont ont fait preuve en 1949 les membres de la Haute Cour de Justice, à l'égard de René Bousquet.

Et ici, reportons-nous une fois de plus à l'article d'Edwy Plenel dont nous avons fait mention plus haut :

« ... le président de la Haute Cour, **Louis Noguères**, rappela à l'accusé le recensement des juifs auquel procéda la police française sous les ordres de Bousquet, ainsi que les communi-

cations à l'occupant des fichiers des étrangers... Bousquet se défendit comme un beau diable, avec aplomb et superbe. » Les Allemands ne parlaient pas de déportation — assurait-il —, ils employaient les mots transfert, regroupement, rapatriement. Puis il ajoute : « J'ai soutenu les lois raciales, comme la corde soutient le pendu ».

Apparemment, cet argument de défense passe très bien. A l'époque (1949), il n'y a guère dans la presse que la communiste, **Madeleine Jacob**, pour écrire dans *Libération* (qui n'a rien de commun avec le *Libération* de **Serge July**) et laisser « percer sa colère ». Elle écrit : « Le procureur général, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, a, d'ores et déjà, signifié qu'il ne retiendrait pas dans son réquisitoire ce dont nous venons de parler (les persécutions antisémites). Au banc des jurés (tous parlementaires), l'un de ces messieurs confectionne, avec une attention soutenue, des flèches en papier, un autre rêve à la francisque que, paraît-il, il porta gaillardement à la boutonnière. (3) Dans la salle, le gendre de Laval, **René de Chambrun**, suit les débats de cet ami de la famille... »

Rappelons la suite : Bousquet, condamné à l'indignité nationale, mais aussitôt relevé de cette déchéance. Il a rendu, paraît-il, d'éminents services à la Résistance.

A quoi attribuer cette exceptionnelle indulgence ? Plenel pense qu'il faut « la replacer dans son contexte. En 1949, les gaullistes n'étaient plus au pouvoir et les communistes étaient l'ennemi désigné.



Simone Veil et son époux : " Bousquet ? Bousquet ? Inconnu au bataillon ! "

BOUSQUET (René), Administrateur de sociétés. Né le 11 mai 1909 à Montauban (T.-et-G.). Fils d'Emile Bousquet, Notaire, et de Mme, née Adrienne Lortal. Mar. le 7 août 1932 à Mlle Raymonde Carné (1 enf. : Guy). Etudes : Lycée de Montauban, Faculté de droit de Toulouse. Dipl. : Docteur en droit. Carr. : Chef de cabinet du préfet du Tarn-et-Garonne (1929), Detaché à la présidence du Conseil pour la reconstruction des départements du Sud-Ouest (1930), Chef de cabinet du ministre de l'Intérieur (1932), Sous-préfet (1933), Secrétaire général de l'Aménagement de la région parisienne (1934), Directeur général du cabinet du ministre de l'Agriculture (1935), Sous-préfet de Vitry-le-François (1938), Secrétaire général de la Marne (1939), Préfet de la Marne (1940), Préfet régional de Champagne (1941), Secrétaire général du ministère de l'Intérieur et Conseiller d'Etat en service extraordinaire (1942), mis en disponibilité (1943) à la Banque de l'Indochine : Conseiller technique (1950), Secrétaire général (1950), Directeur (1952) puis Directeur général adjoint (1960) et Délégué de la direction générale pour les agences et filiales extérieures (1974) de cet établissement puis Censeur (depuis 1975) de la Banque de l'Indochine et de Suez (Indosuez), Président du Crédit foncier de la Nouvelle-Calédonie et de la Société des plantations minières de l'Ouest africain (depuis 1968), Administrateur de l'Union électrique d'outre-mer (Unelco), de la Société des caoutchoucs de l'Indochine, de la Banque française pour le commerce, de la Société financière pour la France et les pays d'outre-mer (Soffo), de la Banque française de l'Asie, de l'U.T.A. Décor. : Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 39-45. Dist. : Médaille d'or du courage et du dévouement. Adr. : prof., 96 bd Haussmann, 75008 Paris; privée, 34 av. Raphaël, 75016 Paris.

« (...) Désormais désertée par les communistes, la Haute Cour elle-même était en bout de course, fort éloignée du climat d'épuration des lendemains de la Libération... »

Ah ! Quel malheur d'avoir changé de climat ! Ce climat qui permit de fusiller **Brasillach**, d'acculer **Drieu la Rochelle** au suicide, de faire massacrer de jeunes miliciens au grand Bornand, de prendre en otages, au lendemain de la Libération madame **Brasillach** mère et sa fille, l'épouse de **Maurice Bardèche**. (4)

Ce climat, gaullardo-communiste, qui aurait peut-être conduit l'ex-déserteur **Thorez** et **Marcel Cachin**, libéré par le patron du Sichertien, l'Allemand **Boemelburg**, à siéger à la Haute Cour de Justice.

Une Haute Cour qui, par son « climat », aurait passablement ressemblé aux tribunaux de Moscou qui, avant-guerre, firent condamner à mort **Zinoviev** et **Kamenev**, d'ordre de **Staline** et de **Vychinski**, et qui aurait eu la bénédiction, hier, de feu Madeleine Jacob et, peut-être aujourd'hui, d'Edwy Plenel.

Comment alors expliquer l'extraordinaire indulgence de la Haute Cour de 1994 ? Peut-être parce que — la chose est aujourd'hui très oubliée — la quasi totalité des magistrats qui présidèrent les tribunaux de l'épuration, avait prêté serment au Maréchal. A l'exception du président **Didier**, compagnon de route du Parti communiste, et de quelques autres qui se comptent sur les doigts d'une seule main.

Et rappelons que le procureur général **Mornet**, qui requit contre le Maréchal et contre Laval, sous Vichy, avait sollicité de requérir contre les accusés de Riom (**Blum**, **Daladier**, **Gamelin**, etc.).

Ces magistrats, flanqués des jurés communistes dans les cours de justices, avaient été sévères au cours des années précédentes, contre les petits accusés, poursuivis pour faits de collaboration. Ils virèrent leur cuti en présence de Bousquet.

A noter qu'on ne trouve aucun commentaire sur ce procès survenu le 22 juin 1949, dans le livre de **Vincent Auriol** *Mon septennat 1947-1954 — Notes de journal présentées par Pierre Nora et Jacques Ozouf*. (5) A la date du 9 juin, figure une brève remarque sur la « situation économique aux Etats-Unis ». Et l'on passe illico au 24, avec « le général **Revers**, retour d'Indochine ». Le procès Bousquet et donc la déportation des juifs n'a pas retenu l'attention d'un président de la République, pourtant socialiste. Ou alors faut-il croire que ce sont **Nora** et **Ozouf** qui ont « caviardé » ses commentaires, et pourquoi ?

Laval et Bousquet

Peut-être faut-il aussi retenir le poids d'influences maçonniques. Dans son livre *Les Francs-maçons et le pouvoir, de la Révolution à nos jours* (6), **Jean-André Faucher** note ceci :

« Un autre jour, c'est à son vieil ami **Anatole de Monzie** que Laval se plaint du comportement de l'amiral **Platon** : "Il y avait un fanatique à mes côtés, c'était l'amiral Platon. C'est un très grand soldat et un homme de caractère. Je l'admire. Mais c'est un vrai camisard. J'ai voulu l'apprivoiser ! Rien à faire ! C'est un Cévenol, un homme de pierre. J'ai voulu l'écarter. Il a fait intervenir des protecteurs puissants. Alors, j'ai supprimé son emploi par décret. Sais-tu qu'il avait révoqué, sans m'en prévenir et sans que cela fut en son pouvoir, deux de mes préfets, **Coldefy** et **Pelletier** ? Ils étaient un peu franc-maçons, bien sûr, et ils avaient fait de fausses déclarations (7). Mais c'étaient d'excellents sujets. **Platon** alla jusqu'à mettre l'un de ses agents aux troussees de Bousquet, mon secrétaire général à la police. Il voulait à toute force lui découvrir une appartenance maçonnique. (8) Mais Bousquet n'a pas froid



*Evelyn Baylet propriétaire
de la Dépêche du Midi et grande amie
de Bousquet*

aux yeux. Il a fait arrêter ce faux policier pour usurpation de fonctions. Ce dernier est encore en prison. Il y restera. » (9)

Il résulte de ce passage que les choses sous Vichy, comme en zone nord, à *L'Atelier* (publication hebdomadaire), au COSI (Comité Ouvrier de Secours Immédiat), et au RNP de **Marcel Déat** (10) où opéraient de nombreux maçons, étaient loin d'être simples.

Bousquet était-il franc-maçon ? Comme les Baylet. Nous ne savons.

Il reste qu'en 1949 les faits concernant le fichage et la déportation des juifs n'étaient peut-être pas tous connus. Mais qu'ils l'étaient, en tout cas, pour l'essentiel. Et que l'opinion juive, à cette époque, après l'acquiescement de Bousquet ne s'est pas mobilisée, et lui a laissé tranquillement accomplir une fort belle carrière.

Pourquoi ? Nous ne le savons pas davantage.

Mais que les Antoine Veil, Serge Klarsfeld, **Strauss-Kahn**, **Moscovici**, aient attendu les « révélations » d'un Darquier de Pellepoix, pour découvrir les crimes de Bousquet, et qu'ils feignent le malaise, voire l'horreur, quand ils font semblant d'apprendre l'amitié entre Mitterrand et l'ancien policier de Vichy, c'est se moquer des lecteurs, des auditeurs et des téléspectateurs pris, une fois de plus, pour cibles d'un formidable bourrage de crânes.

Michel ROLAND

(1) *Le Monde*, 14 septembre 1994.

(2) Presses Universitaires de Lyon, ed.

(3) Comme Mitterrand ?

(4) C'est cette arrestation qui conduisit Brasillach à se livrer à la police.

(5) Gallimard, ed. Collection « Témoins ».

(6) Perrin, ed.

(7) Souligné par nous.

(8) Idem.

(9) o.c. p. 228.

(10) Cf. sur ce sujet *Le Crapouillot* n° 110 « La gauche dans la collaboration ».



*Bousquet
à Vichy
remettant un
fanion à un
commandant
de GMR.*

LES TARTUFFES

Répétons-le ! Avant les « révélations » de **Péan**, l'essentiel de l'activité de « Tonton » sous l'Occupation était largement connu ; ses contacts, probables, avant-guerre avec « la Cagoule », son « évasion », fort sujette à caution, ses fonctions à Vichy, l'attribution de sa Francisque, l'identité de ses parrains, etc., etc. Oui, tout cela avait été déjà largement révélé par *Le Crapouillot* avant tout, dans une série de numéros, par *Minute*, par **Henry Coston**, notamment dans *Lectures Françaises*, par **Rivarol**, etc. Que ceux que nous omettons de nommer ne nous en veuillent pas.

A la séance inaugurale du Conseil régional de Franche-Comté, le groupe du Front national (le docteur **Jacquot**, **Algrin**, **Moriconi** (1), **Jean-Marc Brissaud** et moi-même) se leva pour brandir une photo de **Mitterrand** tendant le bras comme pour esquisser un salut fasciste, et sa Francisque.

C'était, à vrai dire, une photo-montage que j'avais fait effectuer. Mais l'attribution de la Francisque ne pouvait être niée par personne. Et elle ne le fut pas. Le groupe adverse composé par les représentants de la majorité, les socialistes (mitterrandiens ou chevènementistes) et les « Verts », en resta sans voix.

L'Est Républicain expédia le lendemain cet incident de séance en quelques lignes embarrassées. Je rappelle ici, comme je l'ai dit dans les couloirs du Conseil régional à **Tenoux**, journaliste de *L'Est Républicain* qui ne souffla mot (et pour cause), qu'un des actionnaires de sa feuille n'est autre que **Robert Hersant**, le « Papivore », ex-collabo sous l'Occupation.

Mais il y a « collabos » et « collabos ». Ceux qui apportent des « picaillons » au vertueux *Est Républicain* sont assurément bien vus. Et l'ineffable historien — sic — **Joseph Pinard**, l'homme-pipi du Service des Eaux à la mairie de Besançon, se garda bien de faire la moindre allusion à cet épisode.

Personne, en tout cas, à Besançon, n'osa nier l'appartenance du président de la République aux services de Vichy.

Et aujourd'hui que voit-on ? Un tas de gugusses qui, en particulier chez les socialistes, ou dans les rangs de la gauche, feignent de découvrir le passé de Mitterrand, et font mine que cette « révélation » leur donne la nausée.

Il faut épingler ici : **Pierre Moscovici**, **Manuel Valls**

(rocardien), l'ancien ministre de l'Industrie **Dominique Strauss-Kahn** (époux d'**Anne Sinclair**), **Jean-Christophe Cambadélis**, et les **Gilles Martinet** (beau-père d'**Alain Krivine**) nommé ambassadeur à Rome par Mitterrand, **Serge Klarsfeld**, **Bernard Kouchner**, qui ressent (le pauvre !) un

« malaise », **Jacques Julliard** dans *Le Nouvel Observateur* et puis, à droite, **Raffarin**, **Deniau** (qui « se sent un peu triste »), et l'ancien objecteur de conscience **Léotard**, et néanmoins ministre de la Défense nationale, qui est vraiment mal placé pour donner des leçons de morale à qui que ce soit.

A nous, c'est ce ramassis de tartuffes qui donne la nausée.



Hubert Beuve-Méry ancien directeur du Monde, quand il était à l'Ecole Nationale des cadres d'Uriage (septembre 1940 - 31 décembre 1942)

La palme à Jospin

Mais dans cette bande de « faux derches », justement stigmatisés par quelques dirigeants du PS, comme **Roland Dumas**, ou **Emmanuelli**, la palme revient sans doute à **Lionel Jospin**.

D'apprendre quel a été le passé de François Mitterrand a été, pour lui, « rude ».

Voyons ! Voyons ! Il est difficile de croire que la « révélation » du passé de Mitterrand ait été pour lui un rude coup. Pour deux raisons :

1) D'abord parce que le coup lui avait déjà été porté quand il apprit (2) le passé de son honorable père, pacifiste convaincu.

Dans un fragment du *Journal de Marcel Déat*, que nous avons publié dans le numéro 120 du *Crapouillot*, « La Libération dans tous ses états », il apparaît que dès le retour de **Déat** en zone nord, papa Jospin vint lui rendre visite à *L'Œuvre*, au début de l'année 1941.

Visite sans lendemain ? Que non pas ! On retrouve le papa au Comité de rédaction de *Germinal* en 1944, hebdomadaire de la gauche collaborationniste, dirigé alors par **Paul Rives**, un des principaux seconds de Marcel Déat, ancien député socialiste, et, tout à fait accessoirement, franc-maçon.

Mieux, Jospin père va être nommé par Vichy adjoint au maire de Meudon, le 27 mai 1944, soit quelques mois avant la Libération, et dix jours avant le débarquement.

On est en pleine lutte de la Milice contre le maquis.

Après la guerre, militant aux côtés de **Louis Lecoq** (anarchiste) en faveur des objecteurs de conscience, il a fait l'objet (selon *L'Encyclopédie politique française* d'**Emmanuel Ratier**, p. 362) d'un film de **Bernard Baissat** en 1989.

Ces informations ne suscitent aucun démenti de Lionel Jospin.

Certes, il est fort possible que l'ancien ministre de l'Education nationale ait ressenti douloureusement le passé de son père. Mais il est inconcevable que les deux hommes n'en aient point parlé, et qu'au cours d'une de ces conversations, le nom de Mitterrand et l'évocation de son passé vichyste n'aient pas surgi à un moment ou un autre, que Robert n'ait pas dit à fiston Lionel : — Tu me reproches d'avoir été « collabo » (à supposer que l'autre le lui ait reproché), mais dis donc, tu crois que ton François avec sa casserole en forme de francisque, il est tellement net ? »

Après cela, les leçons de morale « résistouillarde » données par un Lionel Jospin, non ! Vraiment, non !

Les embarras du Monde

Mais la palme de la tartufferie revient sans doute au *Monde*.

A cet égard, citons l'article du *Monde* (3) **François Mitterrand**, sous-titre : « A l'heure où le passé du chef de l'Etat ressurgit chacun s'interroge sur la manière dont a été observé le parcours de ce "personnage de roman" » (p. 1 et 9), dû à la

plume d'**André Laurens**. Il est difficile de concevoir prose plus entortillée.

On découvre d'abord une sorte de plaidoyer sur la façon dont l'honorable journal de **Beuve-Mery** a conçu son rôle d'information.

On lit qu'un « journal comme *Le Monde*, né en 1944, au sortir de la guerre, ayant comme ambition d'informer ses lecteurs de la manière la plus sérieuse possible... l'a fait, en servant l'information, mais en assurant aussi, tantôt ouvertement, le plus souvent implicitement, un rôle politique, au sens large du terme... Sur les choix graves, *Le Monde* s'est souvent cherché avant de se prononcer, et à maintes reprises (?) laissé deviner (ah ! le petit cachotier !) ses penchants (vilains ?) en les présentant sous forme de questions posées à lui-même et à ses lecteurs. »

Pourtant, quand on lisait : « L'heure slave a sonné au cadran de l'Histoire », c'était une affirmation. Ce n'était pas une question. Mais qu'il y ait eu là quelque penchant, sans aucun doute !

Poursuivons : « ...les prises de position des éditorialistes du *Monde* peuvent être diverses... (mais) le ton général du quotidien... traduit une ligne commune, ou du moins largement partagée ».

Ainsi « au *Monde*, il est arrivé que les directeurs soient à l'avant de leurs collaborateurs (des "planqués" ?), ou qu'ils aient à corriger leurs éventuelles dérives (corriger comment ?) ; il est arrivé aussi que l'équipage tire l'attelage par la seule dynamique de ses pressions répétées et conjuguées. » (Ah ! les pressions répétées d'**Edwy Plenel**, **Olivier Biffaud**, **Alain Rollat**, **Isabelle Vichniac** sur... sur qui au fait ? Sur **André Laurens**, **Colombani** aujourd'hui, hier **Jacques Lesourne** ou **Jacques Fauvet**... Quels grands moments ! On demande un dessin).

Laissons ce bla-bla et venons-en à Mitterrand. On apprend que « Tonton » et *Le Monde* « ont, si l'on peut dire, fait carrière ensemble. » Mais c'est tout à fait normal, si l'on songe que pendant que le président de la République faisait un bout de chemin à Vichy, l'ancien directeur du *Monde*, **Hubert Beuve-Mery** était à l'école des cadres d'Uriage, contrôlée et payée par le même Vichy ; qu'ils ont donc été, l'un et l'autre, au courant du statut des juifs sous l'Occupation, d'une façon, il faut le reconnaître, un peu plus approximative que **Maurice Duverger**, autre honorable collaborateur du même quotidien vespéral, qui le détailla avec minutie. (4)

De Mitterrand, on apprend ainsi qu'« il était un ministre sans doute plus intéressant que d'autres, un personnage affirmé et peu connu (? !) en dehors des liens qui pouvaient le rapprocher de certains journalistes. Le véritable lien était, du reste, **Georges Dayan** qui le faisait bénéficier de sa caustique convivialité. Il est significatif qu'un des premiers portraits que *Le Monde* ait publié de **François Mitterrand**, en 1965, ait été intitulé : « Un personnage de roman ». Cela montre qu'on en savait peu à son sujet. » (souligné par nous).

Journalisme « mondain » : ne pas chercher à savoir

Suit dans la foulée, cette phrase : « Et, à la lecture du texte, qu'on ne cherchait pas à en savoir plus, par exemple, sur l'authenticité de la fameuse francisque. A chaque époque sa curiosité ».

Il y a vraiment de quoi tomber à la renverse ! Mais, chers



NOUVEAU - BEAU - PRATIQUE

Vous l'ouvrez et le refermez rapidement d'une seule main. A l'aide du pouce pour les droitiers, de l'index pour les gauchers.

Sa lame en acier Sandwick 12C 27 est un véritable rasoir. Vous l'utilisez en toute sécurité grâce à sa platine auto-blocante (cran de sûreté lame ouverte).

Il est livré avec un étui cuir, se portant horizontalement à la ceinture.

Un beau couteau n'a rien à cacher. Cet Akma est entièrement démontable.

Conçu par le designer D. Lemaire, gage de qualité, irréprochable, ce couteau deviendra vite votre compagnon de tous les instants.

Garantie : si après avoir reçu ce couteau vous n'étiez pas totalement emballé, retournez-le immédiatement. Il vous sera remboursé sans discussion.

Vous ne risquez rien.

Alors n'attendez pas.

Profitez du prix de lancement.

Lame 8 cm.

Manche alu : 250 F

Manche bois : 269 F

BON D'ESSAIS À RETOURNER À : BAS, BP 38, 13330 PÉLISSANE

Veuillez m'adresser : _____ couteaux à : _____ = _____

Veuillez m'adresser : _____ couteaux à : _____ = _____

J'ajoute les frais de port = 30 F

Ci-joint mon chèque de _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ CP _____ Ville _____



Le comité de rédaction du Monde : au garde-à-vous devant le patron. Un héritage de Beuve-Méry ?

confrères, chers confrères larbins du pouvoir, domestiques de la gauche, c'est le devoir premier du journaliste d'en **savoir plus**, d'être curieux. Vous n'avez pas cherché sur la francisque de François, non pas parce que vous ne vouliez pas savoir, mais parce que vous saviez, et que vous ne vouliez pas publier. Vous n'avez pas voulu en savoir davantage sur le passé du Facharbeiter **Marchais**. *Minute* a été plus curieux que vous, et je me flatte d'avoir fortement contribué à cette enquête, que vous n'avez jamais menée.

La suite n'est pas triste. En dépit du faux attentat de « l'Observatoire » qui n'a pu passer aussi inaperçu que la calamiteuse francisque, Laurens reconnaît, avec embarras, que *Le Monde* soutient Mitterrand comme leader de l'opposition. Puis vient cet aveu : « Après la victoire de la gauche en 1981, *Le Monde* a vécu pleinement l'état de grâce (5). Six mois après l'élection de François Mitterrand, Jacques Fauvet rend hommage à l'humanisme du chef de l'Etat qui vient de s'exprimer sur divers sujets dans une conférence présidentielle ».

Le Monde, par la suite, serait devenu plus distant à l'égard du chef de l'Etat, mécontentant tantôt ses lecteurs de gauche, tantôt ses lecteurs de droite.

La vie est difficile, allez !

Il reste simplement ceci : c'est que dans ce grand journal, à la réputation mondiale, disposant d'énormes moyens financiers, ayant succédé après la Libération au *Temps* et héritant de ce trésor inappréciable, **les archives du Temps**, complétées par la suite par un demi-siècle d'autres archives, *Le Monde* a été

incapable, ou plutôt n'a pas voulu mener, alors qu'il en avait tous les moyens, sur le passé du chef de l'Etat, une enquête comparable à celle d'une publication aux moyens modestes, comme *Le Crapouillot*, qu'il n'a jamais commenté nos révélations, et qu'il faut attendre le livre de Péan et les aveux de Mitterrand lui-même, pour que ce « grand » journal se décide enfin à en faire état.

Avant la guerre de 14, parut en France un livre, introuvable aujourd'hui, d'un certain **Raffalovitch** qui s'intitulait *L'abominable vénalité de la presse*. Ouvrage, plein de documents, qui révélait comment « l'Okhrana » (la police du tsar) avait « avoiné » copieusement nombre d'organes de la presse française.

Nous n'écrivons pas ici que *Le Monde* fut « avoiné » par l'Elysée, ou par Bousquet. Nous n'en avons aucune preuve. Nous concluons simplement à « l'abominable servilité » du journal *Le Monde* de Beuve-Méry et de Maurice Duverger, de Lesourne, de Fauvet et... de combien d'autres.

(1) Qui a donné depuis sa démission.

(2) Sans doute, à son adolescence, au début des années 50.

(3) 11 septembre 1994.

(4) Sur le passé de Beuve-Méry pendant l'Occupation, voir *Le Crapouillot*, « La gauche dans la collaboration », numéro 110. D'autre part dans « La Libération dans tous ses états », nous avons reproduit intégralement le commentaire inoubliable du professeur Duverger.

(5) Sic. Souligné par nous.

Lettre à François Mitterrand

PAR SERGE KLARSFELD*

Monsieur le Président, quand nous nous sommes trouvés face à face dans la Maison d'Izieu, le 27 avril dernier, après un long silence vous avez renoncé à vous exprimer sinon par un grand geste des deux bras traduisant l'immobilité d'un dialogue et le reproche de mon comportement à votre égard. Vous saviez pourtant que je n'étais jamais intervenu à votre rencontre jusqu'à ce triste jour de 1990 où vous avez voulu faire obstacle au cours de la justice dans l'affaire Bousquet.

Je connaissais pourtant de longue date vos liens avec l'ancien chef de la police de Vichy, mais les relations amicales que François Mitterrand avait nouées avec cet homme d'une « *carrière exceptionnelle* » n'engageaient que l'homme et le pont le président.

J'ai fait obstacle à cette intervention de votre part pour protéger votre ami et d'apporter son dossier vers une fantomatique Haute Cour de justice. J'ai fait alors savoir haut et clair que si votre parcours de la droite maréchaliste vers une active résistance antiallemande était tout à fait honorable, votre adhésion à Vichy en 1942 sans tenir compte de l'antisémitisme d'Etat de ce régime et de son concours efficace à la réalisation de la Solution finale de la question juive par le III^e Reich ne vous autorisait pas à essayer d'empêcher le jugement de Bousquet sur son activité antijuive escamotée lors de son procès en 1949.

Sur le plan du droit, la chambre d'accusation de Paris et la Cour de cassation ont heureusement confirmé votre démission, condamnant le parquet général, qui libère des pressions de l'exécutif à produire ensuite un remarquable réquisitoire contre Bousquet, rendu inspiré par la disparition brutale de ce dernier.

En 1992, j'ai également décidé d'essayer de mettre fin à cette tentative de réhabilitation rampante de Philippe Pétain consistant à faire déposer 11 bouquets sur sa tombe une gerbe chaque 11 novembre. Lors de la cérémonie à la Madeleine du 11 novembre, j'ai demandé à notre ami Roland Dumas de vous prévenir de ne point répéter désormais ce geste, sinon nous causerions un scandale intéressant. Quelques jours plus tard, afin de donner à ce scandale la possibilité d'éclater, j'ai annoncé publiquement que vous veniez de me faire savoir que ce dépôt de gerbe serait définitivement interrompu. C'était ce que l'opinion publique attendait de vous et je vous donnais ainsi l'occasion d'être enfin moins fidèle à vous-même qu'à l'égard de ceux qui ont tant souffert de la politique de collaboration et d'antisémitisme de Vichy. Si, de votre côté, vous décidiez de révoquer quand même votre acte, je salue que l'opinion publique y réagirait d'autant plus mal qu'elle ne s'y attendait plus.

Ne croyant pourtant pas que vous vous laisseriez imposer une volonté opposée à votre compréhension et à votre indulgence à l'égard de l'ex-maréchal, j'ai pris la précaution de me rendre le 11 novembre sur place à l'Île d'Yeu, avec les Fils et Filles des déportés Juifs de France et avec les Enfants Juifs de France pour obliger le préfet de Vendée à ce dépôt de gerbe dans les plus mauvaises conditions et côté à côté avec celle de Le Pen. Le scandale a été immense et, dans la foulée, ce doit être votre cas, j'en suis sûr, vous avez transmis à l'association de la Cour de cassation.

Vous avez ainsi institué une commémoration nationale de l'ignominieuse ruelle du Vel d'Hiv opérée par la police de la préfecture sur demande allemande, mais avec, la nécessaire accord de Bousquet, Laval et Pétain.

Ce que vous avez accompli, monsieur le président, pour la mémoire juive tant méprisée et méprisée. Vous avez accepté, à mon insistante demande, que soit organisé le retour forcé de Klaus Barbie en France, vous des vœux et reviens, le premier des individus, à l'empêchement du Vel d'Hiv; vous avez créé la Maison des enfants d'Izieu. Il n'y a pas un mot à changer au texte de votre décret désormais gravé au centre des chefs-lieux de nos départements de notre pays : « À la mémoire des victimes des persécutions anti-

cela sous pression, mais vous l'avez accompli et en, moi-même et conscience, je pense qu'un autre président de la République en votre temps ne l'aurait pas accompli.

Il n'y a eu venue l'insolence d'évoquer seul votre passé à Vichy et de vous manipuler pour vous diriger dans le bon sens, une lecture vraie des crimes consentis par Vichy ?

Parce que j'ai tracé le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance et même l'adresse de chacun des 75000 Juifs déportés de France, dont 11000 enfants, et que ma fidélité à l'égard de ces victimes, dont la survie est accrochée à l'insouciance de notre mémoire, est au moins aussi forte que votre fidélité à vous-même que vous osez révéler enfin.

Cette insolence aussi, elle se justifie parce que le 12 février 1943, quand vous avez fait partie de cette réunion des Juifs au château de Montmarault dans les Hautes-Alpes, où vous êtes intervenu ouvertement en Résistance sous l'influence d'Antoine Mauduit, j'étais moi aussi à Montmarault, où pendant plusieurs mois dans l'annexe du château, au Petit Trianon, et à la demande de Mauduit, mon père, ma mère, ma sœur et moi, avec des faux papiers au nom de Blanchard, nous avons joué le rôle de couverture pour que l'on ne se doute pas que l'impression des faux papiers du réseau La Chaîne se faisait dans notre cave. J'avais sept ans.

Aujourd'hui beaucoup d'indignés de ces révélations sur votre parcours politique et de votre active amitié pour Bousquet au point que s'ils les avaient vues plus tôt, ils n'auraient pas voté pour vous. Ils auraient dû mieux se souvenir qu'ils ont mieux renseignés par la classe politique. Ce qui m'interpelle, c'est plutôt l'impression que devant l'Histoire, vous tenez de faire accablant que si le comportement exceptionnel du général de Gaulle est la référence de la France soustraite aux hitlériens, comme elle le fit naguère avec Jeanne d'Arc, votre adhésion sincère à Vichy précédant votre engagement dans la résistance antiallemande, expriment pour sa part le comportement des Français.

Si votre parcours de la droite maréchaliste à la Résistance était tout à fait honorable, votre adhésion à Vichy en 1942 sans tenir compte de l'antisémitisme d'Etat de ce régime ne vous autorisait pas à essayer d'empêcher le jugement de Bousquet.



POURQUOI ?

Reste à se poser une question.

Pourquoi ?

Pourquoi, alors que pour François Mitterrand l'heure de la mort approche — c'est un délai de quelques années, voire de quelques mois peut-être — pourquoi, oui pourquoi, s'est-il décidé à parler à Péan et à répondre, sur A2, à l'interrogatoire du commissaire Elkabbach.

Il est trop tôt sans doute pour répondre à cette question, qui mériterait une enquête approfondie. Nous la ferons peut-être. Il ne faut pas trop compter sur un Edwy Plenel, ou sur un autre de ses confrères du *Monde*, pour la mener à bien.

Je me contenterai ici de reproduire un certain nombre de phrases extraites d'un article de Serge Klarsfeld, publié dans *Libération*.

Comme on peut le voir, sur la reproduction de ce texte, les passages soulignés l'ont été par nous.

Ils sont parfois à l'égard du président de la République d'un toupet inouï : « ...l'insolence d'évoquer seul votre passé de Vichy... et de vous manipuler (sic) pour vous diriger dans le bon sens ».

On croit comprendre ainsi que l'annonce que le dépôt de gerbe à l'Île d'Yeu serait cette année, annulée, a été un bluff destiné à narguer le président de la République.

Transposons cette scène. Le comportement d'un simple citoyen Serge Klarsfeld à l'égard du chef de l'Etat, concernant le Maréchal, Bousquet et les Juifs de France, est exactement celui d'un homme du milieu à l'égard d'un autre homme du milieu :

— *Ecoute, mec, t'as compris, y en a marre avec ton Bousquet. Ah ! Tu t'obstines à ne pas le faire dessouder. Eh ! bien tu vas voir avec ton parquet. Mes potes et moi, on va manipuler ta Cour de Cassation et tu l'auras dans le dos ! Et puis y en a marre aussi avec ta gerbe à l'Île d'Yeu. Tu veux un scandale ? Eh ! Fais-moi confiance, mon con, tu vas l'avoir ! Oui, oui, je sais : t'as fait revenir Barbie pour être jugé. Eh ! bien c'était la moindre des choses. Je te le répète, mes potes et moi, on en a ras le bol, définitivement ras le bol de ton comportement. Définitivement ! A bon entendeur, salut !*

On comprendra peut-être que ce comportement ait rendu le cher François fou de rage. Et qu'avant sa mort, il ait décidé de faire un éclat, ne pas rester sur cet affront.

C'est du moins l'explication qui me vient à l'esprit, en relisant l'article de Klarsfeld.

En tous cas, affaire à suivre.

Pas dans *Le Monde* !

Roland GAUCHER

ENCORE DISPONIBLES

COCHEZ LES NUMÉROS DEMANDÉS

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

ANCIENNE SERIE : (50 F + PORT)

- ☐ N° 52 : Folies 39
- ☐ N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- ☐ N° 55 : Les Affaires scandaleuses
- ☐ N° 56 : La Grande Bouffe
- ☐ N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- ☐ N° 58 : Les Homos
- ☐ N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- ☐ N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- ☐ N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- ☐ N° 63 : Les Femmes fatales
- ☐ N° 65 : Esprit es-tu là ?
- ☐ N° 66 : l'argent à gauche
- ☐ N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- ☐ N° 68 : La bataille de Paris
- ☐ N° 69 : l'Ecole en guerre
- ☐ N° 70 : Le Pamphlet
- ☐ N° 72 : Les Supers Femmes
- ☐ N° 74 : Le choc Montand
- ☐ N° 77 : Les Fascistes
- ☐ N° 78 : Sexe et Magie
- ☐ N° 80 : Les Juifs
- ☐ N° 82 : Les Travestis
- ☐ N° 83 : La torture
- ☐ N° 84 : Les photos insolites
- ☐ N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- ☐ N° 87 : Le petit Barre illustré
- ☐ N° 88 : Les Auvergnats
- ☐ N° 89 : L'or
- ☐ N° 90 : Ah ! les beaux héritages
- ☐ N° 91 : Les coups d'Etat
- ☐ N° 92 : Les musulmans et nous
- ☐ N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- ☐ N° 94 : Les Bretons
- ☐ N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- ☐ N° 96 : Les anti
- ☐ N° 97 : Les mystères de Marseille

- ☐ N° 99 : Héros
- ☐ N° 100 : Les corrompus de la V^e
- ☐ N° 101 : Il était une fois la révolution
- ☐ N° 102 : Les collabos
- ☐ N° 103 : Les nouveaux monstres
- ☐ N° 104 : Qui est franc-maçon ?
- ☐ N° 105 : Les Fétichistes
- ☐ N° 106 : Les secrets des sectes
- ☐ HS3 : Le sexe
- ☐ HS4 : Les grandes gueules cassées
- ☐ HS6 : La petite histoire des maisons closes
- ☐ HS8 : Les francs-maçons

NOUVELLE SERIE : (36 F + port)

- ☐ N° 107 : Le diable est de retour
- ☐ N° 108 : Les secrets des R.G.
- ☐ N° 109 : La Guerre d'Algérie inconnue
- ☐ N° 110 : La gauche dans la collaboration
- ☐ N° 111 : La conspiration des sectes
- ☐ N° 112 : Drôle de Droite
- ☐ N° 113 : l'Histoire mutilée
- ☐ N° 114 : Saint-Tropez Secret
- ☐ N° 115 : Photo chocs clichés chics
- ☐ N° 116 : Homos et Pédophiles
- ☐ N° 117 : Mercenaires et volontaires
- ☐ N° 118 : Les morts mystérieuses
- ☐ N° 119 : Les nationalistes sont de retour
- ☐ N° 120 : La libération dans tout ses états
- ☐ HS9 : La France insolite (35 F + port)
- ☐ H10 : Mitterrand : le grand bétisier (30F + port)
- ☐ H2 : Mitterrand la vérité sur l'Observatoire

soitnuméros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal Ville

Ci-joint mon règlement par ☐ chèque bancaire
☐ chèque postal ☐ mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot
 + 15 Francs de frais de port, 30 F à partir de 10 numéros
 (nous n'acceptons pas les chèques tirés sur l'étranger)

A retourner au :

CRAPOUILLOT,
21, rue Tronchet 75008 PARIS
Tél. : 47 42 21 72

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

POUR RECEVOIR RÉGULIÈREMENT
LES PROCHAINS NUMÉROS

ABONNEZ-VOUS

Pour tout journal, l'abonné constitue un soutien privilégié.

Lorsqu'il rédige un chèque (150 francs) pour *Le Crapouillot*, il nous assure de sa fidélité pour une année entière.

Ce n'est pas rien, en cette période de crise de la presse, et compte tenu que *Le Crapouillot* ne peut espérer bénéficier que d'appuis publicitaires modestes.

Le Crapouillot, en effet, journal anti-conformiste par essence, qui se situe dans la ligne de **Jean Galtier-Boissière** et de **Jean-François Devay**, n'est pas un organe qu'on peut "acheter" (sauf dans les kiosques).

Il traite librement des sujets choisis par son comité de rédaction. Il n'est soumis à aucune pression politique ou financière. Il entend aborder librement tous les sujets d'enquête. Pour se développer, *Le Crapouillot* a donc besoin d'élargir son audience, et de compter sur des **concoures fidèles**.

L'abonnement reste, dans ce domaine, l'apport le plus important pour nous permettre de **maintenir et développer un titre, créé en 1915**.

Alors, n'hésitez pas ! Abonnez-vous ! Faites abonner vos amis ! A l'heure où la désinformation bat son plein, de façon éhontée, donnez les moyens au *Crapouillot* de devenir l'instrument numéro 1 dans la lutte contre le « bourrage de crânes ».

Roland GAUCHER

bulletin d'abonnement

Nom prénom

Adresse

.....
.....

Je désire m'abonner pour 5 numéros et joins mon règlement
par chèque bancaire ☐ postal ☐ libellé à l'ordre du **CRAPOUILLOT**

Date

Rédiger l'enveloppe au nom de J-C MULLER BP 32 - 33980 AUDENGE - Tél. 56 26 97 00

NON CONFORME...

— **Henry Coston**, décidément infatigable, vient de faire paraître *L'Argent et la Politique*, qui prend la suite des *Financiers qui mènent le Monde*, *Le Retour des 200 familles*, *Les 200 familles au pouvoir* et *La Fortune anonyme et vagabonde*. Cet ouvrage de quelque 150 pages porte comme sous-titre « D'où vient le fric des campagnes électorales ? »

Coston a dépouillé le rapport de la « Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques ».

Coston note que ce rapport est incomplet, que certains généreux donateurs sont souvent désignés par des initiales. Ce n'en est pas moins d'un grand intérêt. Département par département, nous savons — même si cette connaissance est incomplète — qui a payé qui pour sa campagne, et, par conséquent, à qui les heureux élus se doivent d'être reconnaissants.

Trois exemples parmi des centaines de cas.

— Dans la 2e circonscription des Alpes-Maritimes, le gaulliste **Estrosi** a touché 222 000 francs d'une cinquantaine de firmes (dont Botton Contrôle et Campenon Bernard).

— Dans la 9e circonscription du Pas-de-Calais, l'« anticapitaliste » **Jacques Mellick**, dont il fut beaucoup question dans l'affaire OM-Valenciennes, a reçu 575 000 francs de firmes « capitalistes » (Coquide, RCFC, Santerne, SOGEA, SPAP ONYX, Colas, UTH Nord-Ouest, Sphère SA, SUPAE, Cie générale de chauffage, Quillery, Transports de l'Artois, STED, Norpac, etc.).

— Le populiste **Bernard Tapie** est aussi bien loti dans la 10e circonscription des Bouches-du-Rhône : il a reçu 32 000 francs d'amis, 130 000 francs de son parti, 22 000 francs de son propre compte en banque (qui dirait, après cela, qu'il est radin ?) et 413 000 francs de sociétés et groupes divers (Caillol, Bouygues — mais oui ! —, J and J associés, Immoco, Pierre et Patrimoine, SICIM environnement, Teenflo, Automobiles Grandin, Realim, Pebehar, Productions Marouani (cinéma et télévision), Banque générale du commerce, etc.).

En revanche, d'autres ne reçoivent rien. Sauf quelques dons d'amis. C'est le cas, par exemple, des candidats du

Front national qui, au double boycott des médias et des autres partis politiques au second tour, peuvent ajouter celui des puissances d'argent.

Bref, un ouvrage indispensable non seulement pour les futurs candidats, mais pour *tout électeur qui veut connaître la liste des bienfaiteurs de son député* (1).

— **Qu'est-ce qui définit l'essence d'un populiste à la Tapie ?** Pas facile à dire. Plus facile à détailler.

Voyons, il possède un merveilleux hôtel particulier rue des Saint-Pères : 2 800 mètres carrés de surface habitable, plus un jardin de 900 mètres carrés. Son mobilier et ses œuvres d'art sont estimés à des sommes qui varient entre 250 et 300 millions de francs. Ceci comprenant des meubles des XVIIe et XVIIIe siècles, des pièces de style Empire et Directoire, un Modigliani, etc. Ajoutons que, selon *VSD* (4 août), « Nanard », recherchant gloire et symbole, ... posait volontiers avec sa femme au milieu de ses meubles.

Auparavant, il avait la folie des voitures de luxe : Rolls-Royce, Ferrari, Lamborghini, Jaguar, Mercedes... Dernière acquisition : une Porsche 259, série limitée, qui peut valoir 2 millions de francs.

N'oublions pas son yacht, le *Phoea* : bois précieux, or et marbre de Carrare. Estimé 100 millions.

Ajoutez ses indemnités de député européen, de député à l'Assemblée nationale, de conseiller régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de conseiller général des Bouches-du-Rhône. Soit quelque 150 000 francs mensuels. Une bricole !

Et avec tout ça, ce sacré Nanard a encore trouvé le moyen de ne pas payer sa taxe d'habitation. Faut le faire ! Et, en vendant la société Look à un tandem américano-suisse, il a encaissé 260 millions de francs, avec la bénédiction de **Bérégovoy**, en 1989. Et, la même année, il récupère 470 millions en vendant les piles Wonder à l'Américain UCAR.

Ces gros coups lui permettent de racheter différentes entreprises pour une misère. Dont Terraillon : 560 emplois qui passent à 30. Après ça, on peut toujours réclamer la suppression du chômage pour les jeunes.

Bref, c'est un homme comme vous et moi. Non ?

Après quoi, vous êtes libres, bien sûr, de voter pour ce « populiste », aux municipales de 1995, à Marseille.

— **Autre populiste en difficulté à La Havane : le nommé Fidel Castro.** De violentes émeutes ont éclaté. La récolte de sucre a été désastreuse. Seuls, les privilégiés de ce régime communiste, et en particulier les organisateurs du tourisme, s'en tirent.

A ce propos, je n'arrive pas à me rappeler les noms de deux nigauds, membres importants d'un parti nationaliste français, qui sont allés passer leurs vacances chez Fidel l'an dernier.

— Dans *La Lettre de Magazine-Hebdo* (9 septembre), on peut lire que « ancien élu du Front national et ancien directeur de *National Hebdo*, je souhaiterais également me séparer de mon trimestriel, *Le Crapouillot*, dont le prochain numéro consacré aux "mouvements nationalistes depuis la Libération", contiendrait de nombreuses révélations, et photos à l'appui, sur le passé nationaliste de personnalités politiques de la majorité ».



Me Vergès, défenseur, mais toujours d'attaque !

Il convient de préciser que si j'ai effectivement quitté la direction de *National Hebdo*, je suis toujours élu du Front, comme conseiller régional en Franche-Comté. Quelles que soient les difficultés financières du *Crapouillot*, je n'envisage pas, pour l'instant, de m'en séparer. Enfin, « les mouvements nationalistes depuis la Libération » ne feront pas l'objet d'un numéro du *Crapouillot* mais d'un livre, publié par moi, à compte d'auteur, et dont le tome I sortira avant la fin de l'année. *La Lettre de Magazine Hebdo* a raison, par ailleurs, de signaler que cet ouvrage contiendra des révélations sur le passé nationaliste de personnalités politiques de la majorité.

Je profite de cette mise au point pour m'excuser auprès de tous ceux qui ont souscrit au tome I. Sa publication était annoncée pour septembre. Pris par les difficultés du *Crapouillot*, et par la rédaction d'un prochain numéro sur **Mitterrand**, cet ouvrage sortira avec environ six semaines de retard.

Encore une fois toutes nos excuses aux souscripteurs, auxquels, par ailleurs, j'adresse une lettre.

— **Me Vergès, quel « tabac » !** Il a fallu les déclarations de Mitterrand sur son passé pour qu'on parle un peu moins de ce personnage fascinant. Les médias, me

semble-t-il, avaient entrepris de le boycotter, après sa plaidoirie pour **Barbie**. Il est revenu en force, avec quelle puissance.

Il y a le grand avocat, et puis il y a le militant qu'il fut, qu'il est peut-être toujours. A son propos, on a sorti des documents de la Stasi le concernant. Voilà qui est intéressant. Vergès n'est certainement pas le seul personnage français qui ait fait l'objet de rapports de cet organisme de renseignements de la RDA.

Pour prendre un seul exemple, l'écrivain communiste **Gilles Perrault** est allé faire, il y a quelques années (du temps du régime communiste), un petit séjour en RDA. La Stasi a certainement fait un rapport sur lui. Serait-ce trop demander à **M. Pasqua**, ou à **M. Méhaignerie**, de nous le communiquer ?

Et puis, il y a certainement des centaines, voire des milliers de Français, qui ont été « fichés » par la Stasi. Des noms ! Vite, des noms, car il n'y a pas de raison que le seul Vergès soit épinglé.

— **La corruption.** En 1978, j'ai fait paraître un numéro spécial d'*Initiative Nationale* : **La Gauche et son argent**. A l'automne 1991, j'ai traité le même thème dans un autre numéro spécial, cette fois de *National Hebdo* que je dirigeais alors.

Dans ce dernier numéro, sous le titre « Le Grand "Frère" par qui les sous arrivent », toute une page était consacrée à **Michel Reyt**, le patron de la SAGES qui, à l'époque, était un des bailleurs de fonds occultes, en concurrence avec Urba-Conseil, pour le parti socialiste.

Aujourd'hui, le nom de Reyt ressurgit mêlé à l'affaire **Longuet** et aux compromissions financières d'un parti de la majorité.

Cela prouve que nous avons affaire à un homme éclectique.

Ce que je n'ai lu nulle part, alors que tous les journaux parlent de lui — mais qui figurait dans le numéro de *National Hebdo* — c'est que Michel Reyt était un franc-maçon de haut grade « ...Michel Reyt est tout simplement le grand patron des Fraternelles maçonniques de France.

Né le 17 novembre 1952 à Paris 16e, cet ancien stewart a été initié au Grand Orient de France, où il a rapidement percé grâce à l'amitié de **Fred Zeller**, de **Guy Penne** et de **Roger Leray**. Il a été grand secrétaire aux Affaires extérieures en 1972. C'est dans les années 1970 qu'il prend en main le fichier du G.O. à partir duquel il va développer le réseau des Fraternelles.

A la tête des Fraternelles, Reyt exerce une grande influence et possède de précieux « fichiers » qui lui donnent accès à toutes sortes de milieux professionnels ou politiques. Ses bureaux professionnels étaient situés 3 rue de Constantine (1) et se trouvent aujourd'hui 241 bld Saint-Germain (adresse très proche des bureaux de l'Assemblée nationale et des sièges de divers partis politiques...). L'un des autres puissants piliers de Reyt, c'est



Michel Reyt, (1er en partant de la gauche) au temps de sa splendeur Maçonnique.

la loge **Victor Schoelcher**... Cette loge Schoelcher réunissait la quasi-totalité des inculpés du Carrefour du Développement. »... Toujours habile dans ses alliances, il (Reyt) fit désigner pour son successeur (à la tête de cette loge) un haut cadre de la Chase Manhattan Bank, membre du R.P.R.... (2)

— Interviewé dans *Info-Matin* (3), Michel Reyt se défend vigoureusement d'avoir eu la moindre accointance occulte avec le P.R. « ...que les choses soient claires. Pour moi, vieux militant socialiste, ils étaient des adversaires politiques. Je n'ai eu à traiter avec eux que dans cette histoire et il s'agissait d'une relation strictement commerciale et personnelle. Rien à voir avec un financement politique. »

Rappelons qu'en la circonstance Reyt a cédé, contre espèces bien sûr, versées sur son compte en caisse par le P.R. (Longuet et **Thomas**), le rez-de-chaussée qu'il occupait rue de Constantine.

Certes, jusqu'ici, il n'existe aucune preuve que des influences maçonniques aient pu jouer dans cette opération. Mais c'est peut-être aussi parce qu'on ne fait aucune recherche dans cette direction. L'article publié dans *N.H.* mettait nettement en valeur que Michel Reyt était à même de nouer des contacts dans des milieux politiques très divers.

— La photo a paru dans un grand magazine. Eloquente. **Barre** et Longuet y figurent de profil. Le premier, mielleux, esquissant un sourire bonasse, serre la main du second et lui sussure quelque chose qui a tout l'air d'un compliment empoisonné. Le second : c'est la rage. Muette. Sa bouche : une lame. Son œil : un poignard.

Derrière Longuet, savourant la scène, mi-curieux, mi-goguenard : **Giscard**.

C'est ça, la majorité.

— **Les (gentils) tueurs.** Dans *Libération* (17 octobre) enquête de **Michel Henry** sur **Audry Maupin** : « notre copain d'escalade ». Dévoué, souriant, super sympa, ce portrait est dressé par « ses amis d'escalade de l'Union sportive ouvrière de Bezons (qui) gardent de lui le souvenir de l'animateur soucieux de sécurité qui répondait présent à la moindre sollicitation ». Sa copine, Florence « assez réservée, au premier abord. Une fois le contact établi, très ouverte, très gentille ».

Conclusion de *Libé* : « Personne à l'Union sportive ouvrière de Bezons ne peut imaginer Audry tenant un fusil à pompe, encore moins tirant sur des flics ». Audry le doux, devenant Audry le dur ? « Impossible à comprendre, on n'a pas la clé. »

Si l'on suit ce raisonnement, comme Audry et sa copine sont incapables de la moindre violence, il faut en conclure, logiquement, que ce sont les trois policiers défunts, et le chauffeur de taxi (immigré) qui ont convaincus (quelle force de persuasion !) les gentils tueurs de leur tirer dessus.

— Si on n'accepte pas l'hypothèse ci-dessus, alors

les deux gentils potes redeviennent des **tueurs**. Pour des mobiles qui restent peu clairs. J'aurais tendance à penser qu'à eux deux ils forment une gentille petite bande à **Bonnot**. Un minuscule groupe « anar ».

Il faut se garder de prendre ce phénomène à la légère. Le couple Audry-Florence avec la complicité des médias qui propagent l'image d'un tandem émouvant et quasi exemplaire, est susceptible d'émouvoir un tas de jeunes. **Ernst von Salomon**, à propos des terroristes nationalistes allemands, après la guerre de 14-18, écrivait : « La Patrie brûlait sourdement dans quelques cerveaux hardis ». Dans cent, deux cents, trois cents petits groupes de "jeunes" qui se sentent exclus, l'image d'Audry et de Florence, magnifiée par les médias, doit brûler sourdement.

Perspective à ne pas négliger, si on la rapproche d'une insécurité constante dans de nombreuses banlieues, de l'implantation du FIS en France et de l'arrivée, déjà entamée, de milliers, voire de centaines de milliers d'Algériens.

Cette montée, très probable, d'un terrorisme nouveau, coïncide avec l'étalage de la corruption, dans une société qui se décompose.

— **Alain Peyrefitte** publie les notes qu'il a prises de ses entretiens avec **De Gaulle**. (4) On lit ceci : « ...La plupart de vos collègues se sont crus autorisés, eux, à militer pour l'Algérie française et l'intégration, et maintenant ils voudraient m'imposer de tenir les engagements qu'ils ont eu la légèreté de prendre. De toute façon, l'Algérie française c'est une victoire, et ceux qui préconisent l'intégration, sont des Jean-foutre ».

Ces propos sont tenus le 5 mars 1959.

Mais c'était bien le même homme qui, en 1958, avait dit aux Français d'Algérie : « Je vous ai compris ». Et il n'avait pas compris que ces Français étaient (à tort ou à raison) pour l'Algérie française et pour l'intégration ?

— Attitude du même pour les **Français rapatriés** en catastrophe. « Ce sont des **vacanciers**... Ils se débrouilleront comme ils voudront. C'est de la mauvaise graine, des blousons noirs... Il faut expulser les enfants et leurs familles. » Dans *Le Point* (15 octobre), qui commente ces propos effarants recueillis par Peyrefitte, on lit que « De Gaulle a néanmoins une idée : expédier les Français d'Algérie en Nouvelle Calédonie ou en Guyane, où l'on a besoin de main d'œuvre ». « C'est peut-être la seule occasion, ironise Alain Peyrefitte, où j'ai entendu le Général exprimer un sentiment positif à l'égard des pieds-noirs. »

Imaginez à présent que pour les Algériens — bénéficiant nous assure-t-on, de la bi-nationalité, réfugiés en France, presque tous partisans du FLN, et qui seraient, entre cinq mille et dix mille, quelqu'un propose qu'ils soient dirigés vers la Nouvelle Calédonie ou la Guyane, quel tollé ! Pour la plupart des organisations antiracistes, du MRAP, du PCF, des intellos de gauche, du *Monde*, de **Bernard-Henri Lévy**, des curetons façon **Gaillot** : ce serait l'horreur ! Une nouvelle déportation !



Florence Rey tueuse de flic.

— **Jean-Yves Camus**, co-auteur d'un livre sur l'extrême-droite (5) publié dans *L'Arche*, mensuel du judaïsme français, une longue analyse des mesures envisagées par **Patrick Gaubert**, contre le « racisme ».

L'essentiel figure dans un projet de loi qui doit être prochainement discuté à l'Assemblée nationale.

Je le résume.

1) Actuellement, en matière de délit de preuve, le délai de prescription est de trois mois. Dans le projet Gaubert, il est porté à **un an** « à partir de la constatation des faits, et non plus à compter de la date de la parution ».

2) Les amendes pourront être augmentées jusqu'à un **demi-million de francs**. Motif : ces journaux n'ont pas les reins financièrement solides.

Ce qui est rigoureusement exact.

3) Dans ce cas de délit, il sera possible de mettre les responsables « en détention préventive ».

4) Les groupes dits « racistes » seront assimilés à une association de malfaiteurs.

5) Les perquisitions pourront être effectuées sans limites dans les librairies dites « racistes ». « ...même les tracts racistes distribués sur la voie publique pourront être saisis ».

6) En plus de la citation directe, le « coupable » pourra comparaître immédiatement après procès-verbal.

7) Une concertation répressive est prévue avec les autres pays européens : « L'Allemagne en particulier se dote d'une véritable législation anti-raciste ».

8) Des journaux français peuvent être édités à l'Est. « ...Nous prendrons contact avec nos homologues russes ou d'autres pour pouvoir agir. » (Patrick Gaubert)

A la décharge du sieur Gaubert, il convient toutefois de souligner qu'on a fait mieux en matière d'atteinte à la liberté de la presse : en Union soviétique par exemple.

(1) o.c. p. 70.

(2) Numéro du 17 octobre.

(3) C'était De Gaulle. Ed. de Fallois.

(4) Editeur Presses Universitaires Lyonnaises (?).

L'EUROPE DES CASSEROLES

Dans son actuelle forme, le restaurant n'existe que depuis le second tiers du XVIII^e siècle. Jusqu'à là, le mot désignait une nourriture roborative. **Brillat-Savarin** classait dans les « restaurants » le consommé, la viande et le chocolat. Et l'on s'en restaurait chez lui comme dans les tavernes des villes et les auberges de campagne.

C'est vers l'an 1765 qu'un nommé **Boulangier**, dit « Champ-d'Oiseau », marchand de bouillon rue des Poulies (aujourd'hui partie de la rue du Louvre entre les rues de Rivoli et Saint-Honoré), inscrivit sur sa devanture : « *Venite ad me omnes stomacho laboreti et ego restaurabo vos* » (Venez à moi vous dont l'estomac est en peine et je vous restaurerai). Le restaurant était né.

Bientôt il se multiplia, et il se diversifia : les petits bistrotts et mastroquets (bouchons à Lyon), les plus grands (brasseries et bouillons, etc.), et, enfin, les **restaurants**.

Ces restaurants furent vite de deux sortes : les coûteux, remarquables par le service, le nombre du personnel, le chef de cuisine et de qualité, le patron, enfin, sachant animer l'ensemble ; puis les plus humbles et les plus petits : le patron lui-même à la tâche, visant quelquefois plus haut et quelquefois se satisfaisant d'être simplement « le restaurant du coin apprécié de la clientèle, ce qui lui permettait un avenir confortable de retraité (souvent au pays d'où il était arrivé en venant à Paris et dont il n'oubliait jamais les plats sur sa carte).

Cela, c'était hier !

Aujourd'hui règne, du haut en bas, la néfaste food. C'est elle qui a repoussé la plupart des brasseries et bistrotts. Elle a même pénétré, souvent malicieusement, dans les grands restaurants... enfin qui y prétendent ! Bref, on peut classer la bouffe commercialisée en trois catégories : les **grands restaurants**, les **vrais restaurants** et les autres, les plus nombreux, qui veulent jouer au « grand » ou au « vrai » !

Car, quoi qu'en pensent les snobs, les coureurs d'étoiles Michelin ou de toques « Gomillo », le primordial est la qualité du produit et l'âme donnée à son traitement... La fameuse nouvelle cuisine n'est que l'art de présenter en « accroche-appétit » des produits de plus en plus douteux, atrophies par le progrès d'une science qui consiste à tirer de la nature le maximum rentable.

Ces vrais grands restaurants sont quelquefois les ombres des vrais vrais ! Qui ramènera un **Raymond Oliver** au Véfou ? Un **Victor Point** à Vienne ? Mais,

quelquefois aussi, des réussites jeunes et méritoires sont à noter : **Manuel Martinez**, capable de faire oublier le **Grand Frédéric** à la Tour d'Argent, ou **Guy Legay**, laissant croire qu'**Escoffier** est toujours au « piano » du Ritz ! Mais ce n'est point de ces « phares » que je voudrais parler mais des petits « restos » de mon cœur, c'est-à-dire non point des « vrais grands » mais des simples « vrais restaurants ».

Et de ces restaurateurs au « piano » qui recherchent de vraies tomates Marmande plutôt (avec la complicité de l'INAO) que des tomates au cœur de pierre, ou des pommes de terre Belle de Fontenay ou Rates plutôt que la Bintje ou l'Ungenta. Ceux qui ne veulent que des Calvi, les introuvables, plutôt que la Grany Smith.

Le veau sous la mère a pratiquement disparu, lui aussi, au profit de celui élevé chimiquement. Le foie gras venu d'ailleurs se proclame aisément du Périgord. Les fromages « naturalistes » ont fâcheusement tendance à disparaître, et trouver un camembert au lait cru, sur une carte, est bien rare. Et l'on compte sur les doigts les restaurants coûteux où le beurre, non pasteurisé bien sûr, vient d'Echiré, le sel de Guérande, l'huile d'olive de première pression à froid, le saumon norvégien frais fumé après massage doux à la fleur de sel de Guérande (tel celui de la maison « Le Monde du Saumon »). Passons. Vous l'avez remarqué comme moi, l'on mange plus simplement, certes, mais plus honnêtement mieux, dans ce que j'appelle les restaurants « vrais » avec le patron en cuisine et sa femme au service. Un vrai cuisinier, ou une vraie cuisinière, car, en cuisine, les femmes ont d'instinct le sens de l'enfance et de l'amour, retrouvant ainsi le terroir dans leurs casseroles (ce qui m'amène à apprécier aussi l'épouse en cuisine et le mari à l'accueil).

Mais ces restaurants « vrais » sont de plus en plus rares, hélas !

Je n'en citerai que trois en témoignage : La Ferme des Mathurins (17 rue Vignon ; tél. : 42.66.46.39) avec la femme et la fille en salle. La Grille (80 rue du Fg Poissonnière ; tél. : 47.70.89.73), le meilleur beurre blanc de Paris. Et Le Canard au Pot (2 rue Boulard ; tél. : 42.33.79.62) dont l'enseigne semble le programme.

Voilà (il en est quelques autres, bien sûr !) à petits prix honnêtes et sans étoiles ni toques. C'est pourtant là, pour moi, de **VRAIS RESTAURANTS**.

Robert COURTINE (La Reynière)

Thierry Maulnier, un itinéraire... politique et littéraire

Garçon paisible et détaché des réalités, **Thierry Maulnier** (de son vrai nom **Jacques Talagrand**), est un normalien plutôt tourné vers une carrière universitaire.

Proche des idées de **Charles Maurras** (comme la majorité des jeunes d'alors), il collabore presque normalement au quotidien du nationalisme intégral, *L'Action Française*. On retrouve aussi sa signature dans quelques revues de la mouvance royaliste d'alors. Ses amis, parmi lesquels on note **Robert Brasillach** et **Maurice Bardèche**, l'ont-ils conduit à la politique ? Pour **Michel Déon**, le Thierry Maulnier de cette période n'avait pas le profil à « se faire casser la gueule par les vendeurs de *L'Huma* au métro Convention ».

Il semble que ce soit **Jean-Pierre Maxence** (alors rédacteur en chef de la *Revue Française*) qui le branche sur l'activisme politique. En 1932, Thierry Maulnier publie son premier ouvrage, *La crise est dans l'homme*. Il esquisse alors la recherche d'une « troisième voie » dans laquelle « nulle défense du social ne vaut qui méprise l'humain, nulle défense de l'humain ne vaut qui dédaigne le social... », il se situe idéologiquement à équidistance des communistes et des fascistes ainsi que des socialistes et des libéraux. A la lecture de *La crise est dans l'homme*, l'écrivain **Ramon Fernandez** dira « la pensée d'extrême-droite tend à se purifier ». A partir de cet instant, Maulnier prend une place de plus en plus importante au sein de la rédaction de *L'Action Française*. Une rencontre avec le comte de Paris le conduit à apporter sa collaboration au *Courrier Royal* (bulletin officiel du comte).

Maulnier est partout, on le lit dans *Combat*, dans *La Revue du Siècle*, *L'Insurgé*, au *Figaro*, à la *NRF*... C'est presque naturellement qu'on le retrouve aux côtés des émeutiers du 6

février 1934. Dans ce que l'on appelait déjà « la génération Maurras », il tient le rôle du révolutionnaire de service, ne réclame-t-il pas alors un « complot contre la Sûreté de l'Etat digne de ce nom... » ; il pourfend les tièdes de la droite et les conservateurs dont il dit : « conservateur, est un mot qui commence mal... ». Pour lui « c'est la structure capitaliste de la démocratie libérale qu'il faut abattre sans pratiquer d'amalgame sommaire », et Maulnier de poursuivre en appelant de ses vœux « la reconquête par les mercenaires salariés de la société libérale de leur participation légitime dans la communauté dont ils ont été exclus », en demandant la reconstruction d'une « structure nationale fondée sur les antagonismes naturels de la vie communautaire, c'est-à-dire pluraliste et équilibrée ». La signature des accords de Munich lui fait dire qu'« une défaite de la France serait bien une défaite de la France ; et une victoire de la France serait moins une victoire de principes considérés à bon droit comme menant tout droit à la ruine de la France et de la civilisation elle-même ». Thierry Maulnier se détache peu à peu de la politique, il collaborera tout de même à *L'Action Française* jusqu'en 1942.

A la Libération, on retrouvera Thierry Maulnier au *Figaro*. Jusqu'à son décès, il apparaîtra comme le représentant d'une vieille droite, à l'anticommunisme primaire. Il apportera tout de même son soutien à quelques entreprises plus hardies, telle que le G.R.E.C.E.

Thierry Maulnier était tout de même loin de l'activiste et du provocateur qui pourfendait le bourgeois et les bien-pensants en rêvant d'une troisième voie...

Thierry Maulnier par Etienne Montéty. Editions Julliard, 140 F.

Un ouvrage de démystification : TAPIE ENFIN MIS À NU.

La réputation d'un aigrefin. Avec lui, la politique est entrée de plain-pied dans la rubrique « faits divers », et dans les prétoires (il est vrai qu'il n'est pas tout seul !). Il est devenu rapidement le symbole de la classe médiatico-politico-affairiste, dite française (le fameux « front républicain »). Il s'appelle : **Bernard Tapie**.

Son nom est mêlé aux « affaires » Tranchant, Testut, O.M.-Valenciennes, *Phocéa*... (les connaît-on toutes ?) Tapie est devenu, malgré tout, la coqueluche du « tout-pourri », de la droite à la gauche... Il dispose d'amis influents. « Nanard » ne compte plus les gamelles qu'il traîne (on veut bien croire que l'on ne prête qu'aux riches, mais tout de même !). Comment un

affairiste aussi minable a-t-il pu devenir ministre ? Comment ce vulgaire bateleur d'estrade a-t-il pu berner (presque) tout le monde ?

Longtemps on a fait croire que **Pierre Bérégovoy** était le seul responsable de sa fulgurante ascension. Peut-être, mais, aujourd'hui, alors que P. Bérégovoy n'est plus de ce monde, qui couvre et qui soutient Bernard Tapie ? Mis plusieurs fois en examen, sanctionné par la Fédération Française de Football, Tapie n'en est toujours pas moins présent... D'ailleurs n'a-t-il pas été défendu par le président de la "Ripublique" lui-même ?...

Le rôle de Tapie n'est-il pas tout simplement celui d'un

voyou contre les incapables (socialistes entre autres) ? A l'approche de rendez-vous électoraux décisifs, l'ouvrage de **Christophe Bouchet**, *Tapie, l'homme d'affaires*, fournit un maximum d'informations et de témoignages sans complaisance sur l'étoile montante (jusqu'où ?) de la politique française. Cet ouvrage, écrit en toute indépendance, apporte plusieurs révélations. Il a aussi l'immense avantage de faire le point.

Un livre document qui, lu au premier degré, permet de décoder ce personnage au culot monstre, et qui, malgré tout, s'en sort toujours, du moins jusqu'à aujourd'hui...

Ce symbole polluant des années 80 a-t-il encore un pouvoir de fascination ? Continuera-t-il longtemps ses combines douteuses ? A y regarder de plus près, Nanard ne serait-il pas le meilleur symbole d'une République et d'une démocratie à bout de souffle ? Comment condamner Tapie sans condamner un régime et un système qui le font prospérer ? telle est la vraie question qui devra un jour être posée !

Qui aura le courage de siffler la fin de la partie et de mettre Tapie hors jeu ?...

Christophe Bouchet *Tapie, l'homme d'affaires*. Collection L'Epreuve des faits (Editions le Seuil). 240 pages. 120F.



Un réquisitoire contre la classe politique

Jacques Médecin continue de crier son innocence. Aujourd'hui, il ajoute l'écrit à la parole. Du fond de sa prison, il vient de publier un ouvrage en forme de coup de gueule : *Un lynchage exemplaire. Mitterrand m'a tuer* (une faute d'orthographe, en forme de clin d'œil à l'affaire Omar...)

L'ancien maire de Nice utilise l'attaque comme principe de défense. On est surpris, à la lecture de cet ouvrage (accablant pour certains), de la mansuétude de la justice à l'égard des fonctionnaires de la politique. Jacques Médecin s'explique sur le fond de son affaire (dans laquelle nous ne prendrons pas parti), ce qui nous intéresse aujourd'hui ce sont les accusations

que porte l'ancien maire de Nice à l'encontre de l'un ou de l'autre.

Dans le cadre de l'affaire Serel (celle qui lui vaut d'être incarcéré), Jacques Médecin s'étonne que parmi les 110 noms cités dans le dossier, seul le sien ait été retenu. La révolte, due à l'acharnement dont il est victime, laisse la place à des révélations.

Le lecteur découvrira avec surprise l'obstination mise par **François Mitterrand** et **Michel Charasse** afin d'abattre Médecin, tout en dissimulant (avec le silence complice des médias) les turpitudes de pontes du PS et de courtisans nombreux dans les allées du pouvoir.

Clairvoyant, Jacques Médecin, s'en prend aussi à ses anciens amis de l'actuelle majorité. La différence de traitement existant entre Jacques Médecin et de nombreux politiques parle d'elle-même...

Que le lecteur ne s'y trompe pas, Médecin ne règle pas de comptes, il cherche simplement à faire éclater la vérité.

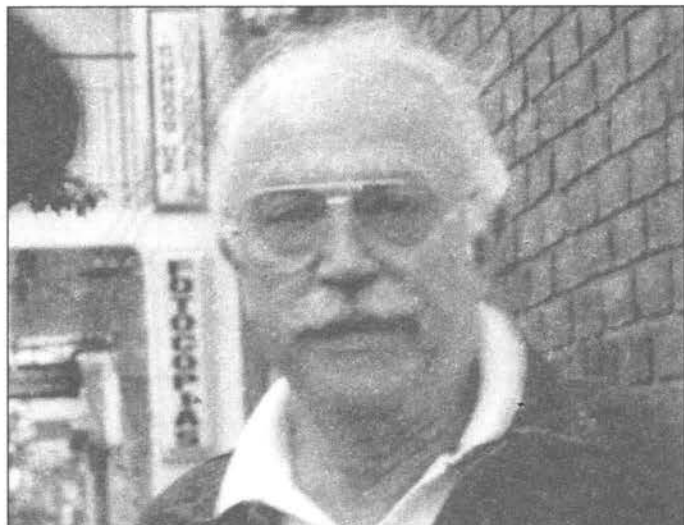
Le tort principal de Jacques Médecin est qu'il n'a jamais caché ses sympathies pour les idées nationales.

La conclusion de cet ouvrage parle d'elle-même : « *Au bout du compte, la seule récompense de l'homme politique, comme de tout homme d'action, aura été de ne laisser personne indifférent, haï par les uns, adoré par les autres, il aura pleinement existé.* »

Un ouvrage qui met en relief la pourriture et la corruption d'une grande partie de la classe politique française.

Xavier CHENESEAU

Editions Première Ligne



A PARAÎTRE FIN D'ANNEE

Roland GAUCHER

LES NATIONALISTES EN FRANCE

Le grand, l'immense phénomène qui succède à la dislocation du régime soviétique, c'est l'**explosion des nationalismes** : à l'Est, en Russie, en Ukraine, dans les Pays baltes, en Arménie, en Géorgie, etc. ; mais aussi en Europe occidentale (Serbes, Croates, Bosniaques, cédoniens...) et un peu partout dans le monde, particulier en Afrique du Sud.

Cette renaissance des nationalismes sème la panique chez les **mondialistes** et leurs alliés.

C'est pourquoi j'ai pensé que le moment était venu de reprendre et d'achever ce que je n'avais fait qu'amorcer, et que mes activités diverses ne m'avaient pas permis de poursuivre : *Les Nationalistes en France*.

Dans cette histoire mouvementée, parfois pleine de bruit et de fureur, qui va de la Libération à nos jours, m'appuyant sur les expériences que j'ai vécues, et sur une documentation accumulée depuis plus de quarante ans, je tente de montrer le rôle d'**organisations**, comme Jeune Nation, l'Action Française, l'UDCA, l'OAS, Occident, Ordre Nouveau, le PFN et, bien entendu, le Front national ; d'**écoles de pensée** comme la Nouvelle Droite ou

les catholiques traditionnalistes ; ou de **publications** comme *Rivarol* ou *Minute*...

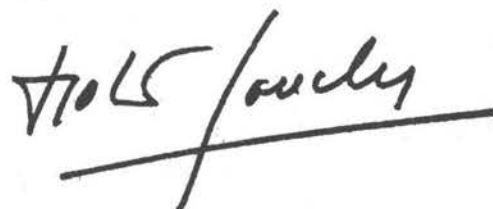
Histoire où se croisent les destins d'**hommes politiques**, comme Le Pen, Sidos, Duprat, Stirbois ; de **militaires engagés** comme Argoud, Salan ou Sergent ; de **chefs d'école**, comme de Benoist, Bardèche ou Madiran ; d'**ecclésiastiques**, comme Mgr Lefebvre, ou Mgr Ducaud-Bourget ; d'**hommes de l'ombre**, enfin, comme Georges Albertini.

... Et de combien d'autres !

Le premier tome de cette histoire des nationalistes en France : *La traversée du désert* (1944-1983) doit paraître en septembre prochain.

Le second tome : *La montée du Front* paraîtra courant 1995.

... D'ici là, un certain nombre d'événements seront intervenus.



BON DE COMMANDE

A remplir, ou à recopier, et adresser au : CRAPOUILLOT, 21 rue Tronchet 75008 PARIS

LES NATIONALISTES EN FRANCE

TOME I - La Traversée du Désert (1944 - 1983).

Un ouvrage de 350 pages à paraître en décembre 1994 - PRIX : 160 F + port (30 F)

Chèque bancaire ☐ chèque postal ☐

Règlement à effectuer à l'ordre de : Roland GAUCHER

Pour toute commande groupée des 2 tomes enregistrée avant le 1er novembre 1994
(LE TOME II devant paraître courant 1995) :

PRIX PROMOTIONNEL 280 F + PORT

AL'AIDE!

Quand *Le Quotidien de Paris* cesse de paraître, en dépit des millions de subvention de **Carignon** ; quand *L'Express* est contraint, pour la deuxième fois, de licencier du personnel ; quand *L'Événement du Jeudi* ou *Le Monde* connaissent de sérieux problèmes financiers, et quand les publications de **Hersant** accusent un déficit qui avoisinerait, dit-on, quatre milliards, c'est qu'il y a une **grave crise de la presse**.

A cette crise — faut-il s'en étonner ? —, *Le Crapouillot* n'échappe pas.

Avec cette différence : magazine non-conformiste, il peut subir les foudres de **Méhaignerie**, voire (indirectement) de **Patrick Gaubert** ; il n'a pas les faveurs de Carignon, et les découverts qu'il peut obtenir auprès de sa banque se situent à des années-lumière de ceux que le Crédit Lyonnais a accordés à Hersant.

C'est pourquoi nous vous lançons — comme l'a fait une autre publication courageuse, *Vu de France* — **un cri d'alarme**.

Nous traversons une passe difficile avec de graves problèmes de trésorerie.

Nous vous demandons de faire un **don exceptionnel** à notre publication.

Très exactement, dans un délai de deux mois, nous avons besoin de
250 000 francs

Alors, AIDEZ-NOUS !

A la mesure de vos moyens, même avec un petit chèque.

Souscrivez un abonnement de soutien.

Aidez-nous à nous battre pour empêcher *Le Crapouillot* de disparaître, ou d'être récupéré par des **puissances d'argent**.

Celles que nous combattons.

D'avance, merci.

Roland GAUCHER

Adressez vos chèques de soutien à l'ordre du *Crapouillot*,
21 rue Tronchet 75008 Paris.

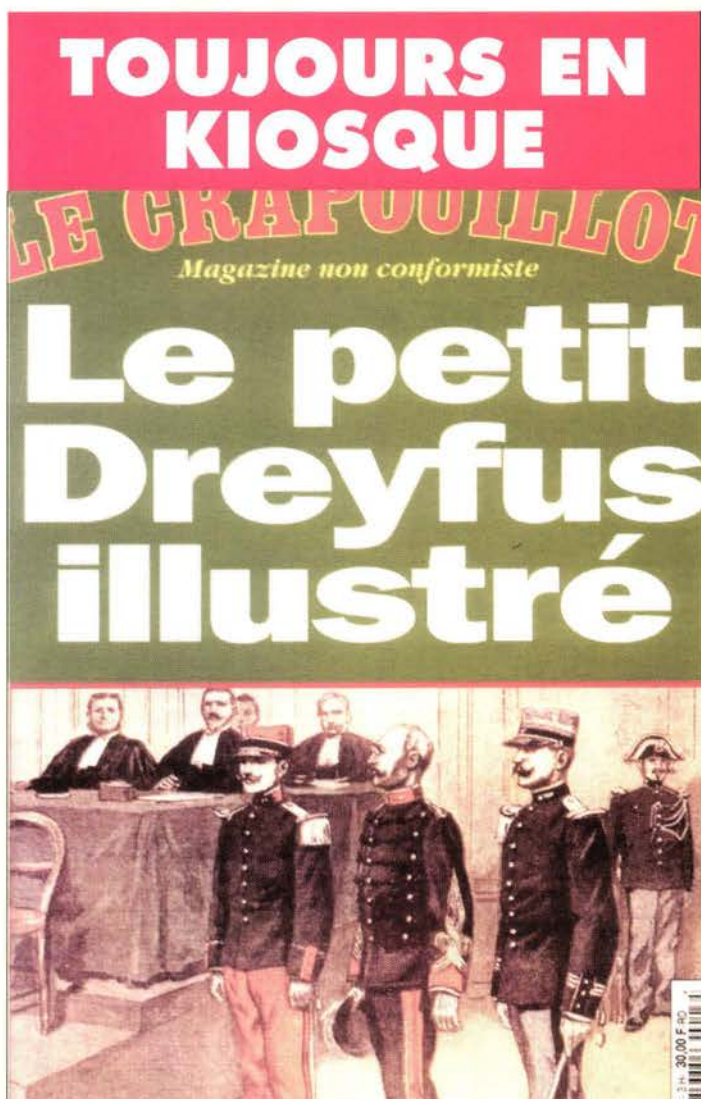
A COMMANDER AU CRAPOUILLOT

HENRY COSTON
et X. Y. Z.

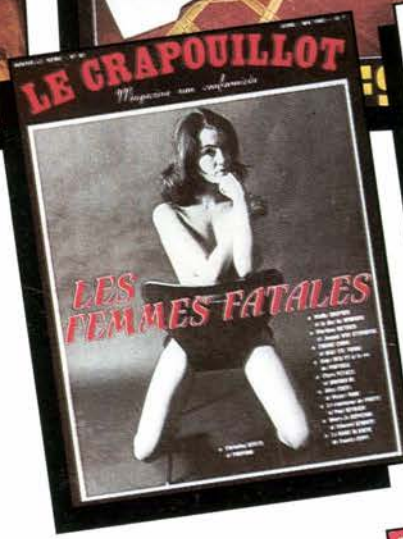
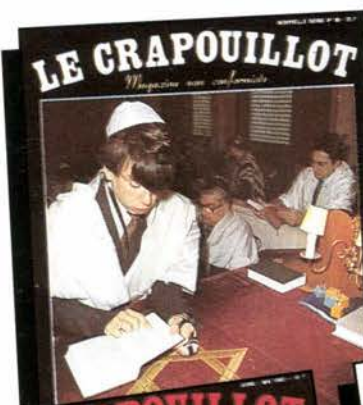
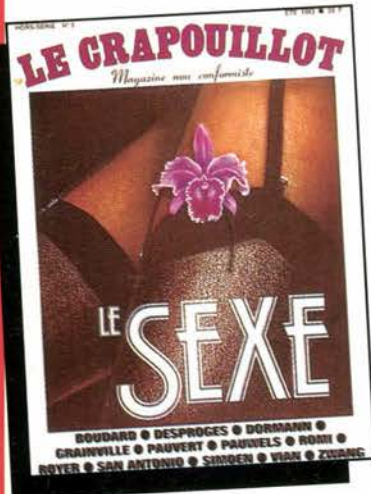
L'ARGENT et LA POLITIQUE

*D'où vient le fric
des campagnes électorales ?*

Publications H. C.



ENCORE DISPONIBLES



**Complétez
votre
collection
du Crapouillot**

**LE SEXE, LES FEMMES FATALES,
LES AFFAIRES SCANDALEUSES,
LES MYSTÈRES DE MARSEILLE, LES JUIFS,
LES CORROMPUS DE LA V^e, LES FASCISTES,
MITTERRAND : L'ÉTAT DE DISGRÂCE
LES FRANCS-MAÇONS, LA TORTURE, etc...**

54 dossiers non conformistes pour en savoir davantage.

